



**RYTHMES SCOLAIRES,
CLASSES SURCHARGEES,
INÉGALITÉS...**

PEUT-ON ENCORE SAUVER L'ÉCOLE ?

Emmanuel Macron n'a pas tenu sa promesse de 2017 de s'attaquer aux inégalités dès le primaire. Après le constat accablant de la Cour des comptes, «Libé» avance des pistes pour sortir de l'impasse. **PAGES 2-4**

**Détectives privés
Un métier
à l'épreuve de
ses fantasmes**

PAGES 10-13

**Climat Libé
Tour Lyon
L'écologie
sans intox**

8 PAGES CENTRALES

CANNES /

- **L'imperturbable
Scarlett Johansson**
- **L'expérience
Nadav Lapid**

6 PAGES FESTIVAL

MARIE ROUGE

(PUBLICITÉ)



NICK CAVE
Solo
KAE TEMPEST
ISHA & LIMSA D'AULNAY

BADBAD NOTGOOD
RÓISÍN MURPHY
BILL CALLAHAN
SPRINTS

BETH GIBBONS
LUCIE ANTUNES
ANNA MOUGLALIS
P.R2B
Ô Guerillères by Draga

BLOC PARTY
performing "Silent Alarm"
& Greatest Hits
DAME AREA
JENNY HVAL

**28 JUIN
6 JUILLET**
@ #DAYS OFF 25
DAYSOFF.FR



**CITÉ DE LA MUSIQUE
PHILHARMONIE
DE PARIS**

MINISTÈRE
de la Culture
et de la
Communication
FRANCE
PARIS
Info Concert
DURE VIE
TC
Inrockuptibles
fip

EDITORIAL

Par
PAUL QUINIO

Absurdité

Parmi les raisons pointées par le rapport de la Cour des comptes publié cette semaine sur les défaillances de l'école primaire française, il en est une qui suscite plus que d'autres la colère tant le scénario était écrit à l'avance : l'absurdité de ce qu'il est convenu d'appeler les rythmes scolaires. Rythmes de la journée, de la semaine, de l'année, qui sont, nous rappelle la Cour des comptes, «en décalage avec les besoins de l'enfant». Une précision s'il en était besoin : cette question-là ne peut évidemment pas expliquer à elle seule l'échec de l'école à compenser les inégalités sociales que pointent les magistrats de la rue Cambon. Mais cette histoire de rythmes est très emblématique des bêtises commises en toute connaissance de cause par le pouvoir politique. Aucune personne ayant travaillé un tant soit peu le sujet ne découvre grâce à ce rapport que le choix de la France d'opter pour la semaine de quatre jours est un choix inerte. Il y a trente ans, et sans doute plus encore, les chronobiologistes alertaient déjà sur l'inanité de cette concentration sur quatre jours des heures de classe.

Alors pourquoi avoir plongé les deux pieds en avant dans un système qui ne met pas l'enfant au centre de la réflexion ? Le mystère n'est pas très épais. La droite, sous Nicolas Sarkozy par exemple, mais aussi avec Jean-Michel Blanquer, a préféré privilégier les intérêts économiques du pays, notamment du secteur touristique. Qu'importe le bien-être, et donc la capacité de concentration, des enfants. La gauche ? Si elle a tenté de s'écartier de cette maudite semaine de quatre jours, elle a aussi été sensible aux désiderata des enseignants, corporation historiquement acquise (c'est nettement moins vrai aujourd'hui). Droite et gauche ont également été sous une pression sociétale plus globale, les Français, en tout cas ceux qui en ont les moyens, étant désireux de mieux profiter de leurs week-ends. Pour toutes ces raisons, où se croisent des choix éducatifs mais aussi économiques et sociaux, cette question des rythmes est édifiante. Mais malheureusement, si le diagnostic sur l'impassé de ces quatre jours est limpide, tout retour en arrière sera complexe. ◆

Primaire

Macron pouvait mieux faire

Malgré certaines mesures telles le dédoublement des classes en REP et en REP +, les écarts de niveau persistent dans le premier degré. En cause selon la Cour des comptes et le Conseil d'analyse économique, des problèmes d'organisation et un sous-investissement... La baisse démographique pourrait être toutefois être l'occasion de redresser la barre.

Par
CÉCILE BOURGNEUF

En 2017, Emmanuel Macron en faisait un axe central de sa promesse républicaine. Dédoublement des classes de CP et CE1 en éducation prioritaire (la grande section suivra plus tard), retour aux fondamentaux, évaluations nationales du CP au CM2. L'école primaire devait redevenir le socle de l'égalité. Huit ans plus tard, deux institutions publiques, la Cour des comptes et le Conseil d'analyse économique, dressent un double constat d'échec. Dans son rapport publié le 20 mai, les magistrats financiers estiment que «le niveau des élèves est inacceptable» dans le public, comme dans le privé. En 2023, seuls 2,5 % des élèves étaient considérés comme ayant un niveau avancé en mathématiques, contre 11,5 % en moyenne dans l'OCDE, tandis que 43,7 % avaient un niveau jugé «bas» (contre 27 % en moyenne dans l'OCDE). Pour la Cour des comptes, «le système n'est pas en mesure de résorber les écarts de niveau entre les élèves au niveau élémentaire. Il semble même les agraver au fil de la scolarité». Le Conseil d'analyse économique (CAE), dans une note publiée quelques jours plus tôt, souligne aussi la gravité des inégalités. Car la France

reste l'un des pays de l'OCDE où les résultats scolaires sont le plus liés au milieu social.

LE SECONDAIRE MIEUX FINANCÉ

En 2023, plus de 55 milliards d'euros ont été consacrés au premier degré. Mais la dépense par élève reste mal évaluée et probablement sous estimée, selon la Cour. Surtout, sa répartition est déséquilibrée, pointe le Conseil d'analyse économique. La France dépense plus que la moyenne de l'OCDE pour son système éducatif dans son ensemble, mais elle sous-investit dans le primaire. La dépense annuelle par élève y est de 7 293 euros, soit 11 % de moins que la moyenne OCDE (8 212 euros). A l'inverse, le secondaire est mieux financé que dans la plupart des pays comparables, avec 10 427 euros par élève, soit 13 % de plus que la moyenne OCDE (9 194 euros). Un déséquilibre qui nuit à l'égalité des chances, souligne le CAE. Contacté par Libération, le ministère de l'Education assure que «des efforts ont été réalisés à plusieurs niveaux depuis 2017, sur le taux d'encadrement, des plans de formations ou de l'organisation de l'école inclu-

sive... On a des résultats qui s'améliorent dans le temps mais qui ne sont pas encore satisfaisants et sur lesquels on va continuer».

Les deux rapports avancent plusieurs explications à cet échec. La Cour pointe d'abord un problème d'organisation. Dans le public, elle recommande de créer un statut de directeur, ou, à défaut, de généraliser la fonction de direction à temps complet. Plus largement, elle critique une gouvernance trop morcelée entre l'Etat et les collectivités qui gèrent les locaux ou le périscolaire. Résultat, pas de coordination des projets et donc pas de vision d'ensemble de l'école.

Le CAE dresse, lui, un réquisitoire contre l'efficacité des politiques publiques avec des décisions prises au coup par coup, court-termistes, et parfois totalement inadaptées. Exemple, le redoublement, remis sur la table par l'ancien ministre Gabriel Attal dans le cadre de son «choc des savoirs» et jugé par l'instance comme «l'une des réponses les plus inefficaces par rapport à la difficulté scolaire».

Sur le papier, le CAE valide une politique «efficace» concernant la mesure vitrine de l'ex-ministre Jean-Michel Blanquer : le dédoublement

progressif des effectifs des classes en CP, en CE1 puis en grande section dans les écoles de l'éducation prioritaire. Aujourd'hui, la mesure couvre toutes les classes concernées en REP et en REP +, soit près de 300 000 élèves. Mais sur le terrain, l'impact est inégal. Un rapport interne de l'Inspection générale révélé par *le Monde* en mai 2024 évoquait des «bénéfices modestes». Sans accompagnement pédagogique, la baisse des effectifs ne suffit pas. Et en dehors de l'éducation prioritaire, la France compte 23 élèves par classe en primaire alors que la moyenne de l'OCDE est à 19. Notre pays a les classes les plus chargées d'Europe, derrière la Hongrie. La Cour des comptes s'attarde plus particulièrement sur l'organisation du temps scolaire. Depuis 2017, la semaine de quatre jours est redevenue la norme dans une majorité de communes. La Cour la juge «en décalage avec les besoins de l'enfant». Elle s'appuie sur l'avis de l'Académie nationale de médecine, selon laquelle «l'aménagement du temps scolaire en France n'est pas en cohérence avec les connaissances de la chronobiologie de l'enfant», et nuit à la vigilance comme aux performances, en particulier au début de semaine. La réforme de 2013, qui avait tenté de rétablir les quatre jours et demi, a été assouplie dès le début du premier quinquennat Macron, puis largement abandonnée. La France est la seule en Europe à avoir généralisé une semaine scolaire aussi condensée.

«BÉNÉFICES À LONG TERME»

Pour autant, les deux institutions soulignent qu'une opportunité existe : la baisse démographique attendue -350 000 élèves en moins d'ici à 2028. Pour une école mieux organisée, avec des classes moins chargées. Plutôt que d'en profiter pour faire des économies en supprimant des postes de professeurs, le CAE souligne qu'un effort soutenu «génère des bénéfices à long terme pour les élèves et les enseignants, avec de meilleures rentrées fiscales par la suite puisque les classes réduites améliorent les compétences scolaires, socio-comportementales, qui sont valorisées sur le marché du travail», éclaire l'économiste Julien Grenet, directeur de recherches au CNRS, qui a corédigé le rapport. Du côté du ministère de l'Education, on assure que «le taux d'encadrement ne cesse de s'améliorer et le nombre d'élèves par classe de diminuer», jugeant que la marque de 21 élèves par classe à la rentrée 2025 constituera un niveau historiquement bas. Un chiffre qui cache de grandes disparités, avec 12 à 15 élèves dans certaines classes en éducation prioritaire, tandis que l'on monte parfois ailleurs à 25. Quant aux rythmes scolaires, le président de la République a bien récemment annoncé une convention citoyenne sur les temps de l'enfant, mais dont les contours restent flous. Et si les remèdes ont été largement documentés, ils restent, depuis des années, sans traduction politique. ◆



Jean-Michel Blanquer en 2017 à Toulouse. PHOTO RÉMY GABALDA. AFP



Gabriel Attal en 2023 à Paris. PHOTO BERTRAND GUAY. AFP



Elisabeth Borne en 2023 à Saint-Germain-sur-Ille (Ille-et-Vilaine). PHOTO JULIEN DE ROSA. AFP

Quatre idées pour sauver l'école

Face au constat d'échec de l'école primaire dressé par la Cour des comptes, quatre spécialistes donnent leurs idées pour rectifier le niveau «*inacceptable*», l'organisation du temps scolaire «*inadaptée aux besoins de l'enfant*» et les inégalités sociales et territoriales qui «*s'aggravent*».

«Les classes réduites ont des effets bénéfiques»

Julien Grenet, économiste de l'éducation et directeur adjoint de l'Institut des politiques publiques

«Ce qui distingue la France par rapport à d'autres pays de l'OCDE et de l'UE, ce sont ses classes très chargées à l'école primaire. Avec une moyenne de 21,7 enfants par classe – trois de plus que la moyenne de l'UE –, on est avant-derniers, juste avant la Hongrie. Or de nombreuses études démontrent les effets bénéfiques des classes réduites sur les compétences des élèves et, encore plus important, sur leur trajectoire à long terme, leurs revenus à l'âge adulte, leur taux d'emploi... C'est aussi une façon de diminuer les inégalités scolaires, car la réduction des effectifs bénéficie particulièrement aux élèves de milieux défavorisés.

«La baisse démographique qui a commencé en 2010 est une opportunité : si on maintient le nombre d'enseignants, on peut mécaniquement faire baisser la taille des classes. Pour ce faire, on pourrait dédoubler les classes en éducation prioritaire qui ne l'ont pas encore été – c'est-à-dire les petites et moyennes sections, les CE2, voire les CM1 et CM2 –, puis étendre cela à toutes les écoles qui accueillent des élèves de milieux défavorisés. En dix ans, on pourrait ainsi réduire les effectifs de trois élèves en moyenne. Profiter de cette baisse démographique pour faire des économies budgétaires serait sans doute un très mauvais calcul parce que certes on fait des économies à court terme, mais on le paie à long terme.»

«Les enfants ont des journées très chargées»

Claire Leconte, professeure émérite en psychologie de l'éducation

«La semaine de quatre jours est une aberration parce que les enfants ont des journées très chargées. La France est le seul pays d'Europe à les mettre en place. Le mieux, ce sont cinq matinées, et plus longues qu'à l'heure actuelle car nos journées de trois heures le matin et trois l'après-midi, qui datent du XVII^e siècle, ne sont pas bénéfiques pour les enfants. D'après leur rythme biologique, le matin est le moment où ils sont le plus concentrés, alors que l'après-midi, après le déjeuner, on a une baisse physiologique importante. C'est pourquoi je préconise des matinées de 3h45 et des après-midi beaucoup plus courtes. J'ai appliqué ça dans de nombreux établissements et on a remarqué que les résultats étaient meilleurs car les enfants étaient plus concentrés et apprenaient donc mieux.

«Il ne faut pas faire que des maths et du français le matin, mais y ajouter des arts plastiques, de la musique, de l'EPS, de la découverte du monde... De manière à les intercaler entre les matières abstraites et plus coûteuses sur le plan cognitif. Pendant les après-midi, il faut leur faire faire des exercices d'application de ce qu'ils ont appris le matin et les

mettre en petits groupes pour qu'ils apprennent à travailler ensemble.»

«Plus la mixité sociale a lieu tôt, plus les effets sont là»

Youssef Souidi, économiste à l'Institut des politiques publiques

«La mixité sociale à l'école permet aux élèves les plus défavorisés ou en difficulté d'avoir de meilleurs résultats, sans nuire aux élèves plus favorisés. Et plus elle a lieu tôt, plus les effets sont importants. Il y a également un bénéfice sociétal : elle permet d'agir sur les préjugés, notamment sociaux et raciaux et, encore une fois, plus les enfants sont jeunes, plus il est facile d'agir sur les clichés et de les casser.

«En France, les indices de position sociale publiés par le ministère permettent de faire un premier état des lieux, même s'il reste très sommaire. Parfois, la ségrégation scolaire passe par la ségrégation résidentielle, comme à Paris, mais la carte scolaire n'explique pas tout. Aujourd'hui, le privé joue un rôle important dans la ségrégation scolaire : si un établissement public se trouve à moins de cinq minutes d'un privé, dans la plupart des cas, le privé accueillera les élèves favorisés et le public les plus défavorisés. Pour rebattre les cartes, une première piste peut se trouver dans les dérogations à la carte scolaire, qui sont à la main des maires en primaire. Mais quand la ségrégation sociale vient de la proximité avec le privé, les leviers sont plus faibles car il est extrêmement difficile de contraindre l'enseignement privé à accepter tel ou tel élève. Des voix s'élèvent pour conditionner leurs subventions à des critères de mixité sociale. Mais il faut définir un objectif, qui ne sera sûrement pas le même pour un établissement privé du centre de Paris que pour celui d'un arrondissement plus défavorisé.»

«Le tutorat entre enfants, une coopération qui marche»

Sylvain Connac, enseignant chercheur en sciences de l'éducation à l'Université de Montpellier-Paul-Valéry

«La coopération entre élèves est intéressante pour des raisons philosophiques et éducatives, mais tout dépend de la façon dont elle est mise en œuvre. Un exemple de coopération qui fonctionne est le tutorat entre enfants, au moment d'exercices d'entraînement notamment. L'enseignant est présent mais les élèves peuvent choisir parmi cinq modalités : travailler seuls, demander de l'aide à quelqu'un en qui ils ont confiance, essayer d'aider quelqu'un qui vient les voir, s'entraider, ou rester avec l'enseignant. Il ne faut surtout pas que seuls les bons élèves puissent devenir tuteurs sinon cela crée du découragement chez ceux qui ne pourront jamais l'être. Outre l'altruisme et l'entraide, les bénéfices sont énormes pour tous les élèves. Pour ceux qui apportent leur aide, c'est une façon de creuser le savoir scolaire, c'est très puissant en termes d'activité cognitive. Pour ceux qui se font aider, cela donne la possibilité d'apprendre la même chose, avec la même exigence, mais de choisir la façon dont ils vont le faire. Surtout, cela leur permet d'obtenir les réponses aux questions qu'ils se posent. Car c'est lorsque l'école apporte des réponses à des questions que les enfants ne se posent pas qu'elle devient ennuyeuse.»

Recueilli par MARGAUX GABLE

Dans les Yvelines, l'école Frassati raccroche les décrocheurs

A Saint-Cyr-l'Ecole, l'établissement utilise une approche personnalisée pour chacun des enfants en décrochage scolaire qu'il accueille. Dans l'objectif de les ramener vers le système classique.

Il s'agit d'une quinzaine d'enfants, répartis autour de tables en forme de pétales. Pas de rang, pas de face-à-face avec le tableau mais une disposition souple, pensée pour favoriser l'attention et les échanges. Ce vendredi matin de mai, à l'école Frassati de Saint-Cyr-l'Ecole (Yvelines), c'est le moment de discuter des ceintures de comportement. Une fois par semaine, la classe débat, sans juger, pour valider ou non les avancées de chacun. Debout, deux élèves animent la séance. Derrière eux sont affichées les photos de leurs camarades, chacune associée à une couleur de bracelet qu'ils portent au poignet – blancs, jaunes, verts... jusqu'à la rose, la «ceinture des rêves», inventée par les élèves.

Chaque niveau donne accès à des droits – choisir la musique dans la cour, proposer un film à la classe, animer une séance de travail avec la maîtresse... A condition d'avoir rempli ses devoirs: faire ses exercices, accepter les remarques des adultes. Si un élève ne respecte pas ses engagements, il perd alors ses droits qu'il peut regagner au bout d'une semaine, après débat en classe. Elsa (1), 10 ans, baisse les yeux: «Je pense que je dois rester à ma place.» «Il ne faut pas que tu sois trop dure avec toi-même, répond sa maîtresse, Aurélie Biais. Ce matin tu m'as montré de quoi tu étais capable en maths.» Le directeur, en retrait mais attentif, appuie: «Il y a eu une forte progression au niveau du comportement.» Un vote à main levée scelle la décision. Elsa passe à la ceinture noire.

Cette école, rattachée à l'enseignement catholique, accueille une centaine d'élèves du CP au CM2 – bien-tôt dès la grande section de maternelle –, répartis sur deux sites, à Saint-Cyr-l'Ecole et au Vésinet, distants d'une petite dizaine de kilomètres. C'est un établissement privé sous contrat avec l'Etat, géré par la fondation Apprentis d'Auteuil, avec des frais scolaires qui varient de 37 à 174 euros par mois. Ici, tous les enfants sont en situation de décrochage scolaire. Certains n'ont pas mis les pieds dans une salle de classe depuis des mois, d'autres ont été exclus de plusieurs écoles. Phobies, troubles du comportement, handicaps, victimes de harcèlement scolaire, retards massifs...



Une centaine d'enfants en décrochage scolaire sont scolarisés à l'école Frassati. Ici le 9 mai.

mais aussi haut potentiel, des enfants issus de familles favorisées ou précaires. Les profils sont variés pour ne pas regrouper uniquement des élèves avec des troubles du comportement.

Leur point commun: ça n'allait plus à l'école.

Selon le dernier rapport des Apprentis d'Auteuil, le décrochage scolaire stagne à un niveau préoccupant (plus de 76 000 jeunes sortent du système scolaire chaque année sans certification professionnelle comme un CAP ou le bac) et touche de plus en plus d'enfants dès le primaire. C'est cette faille que Frassati cherche à combler. Ici, les cours n'excèdent pas quarante-cinq minutes, entrecoupés de trois récréations par jour. Les groupes ne dépassent pas quinze élèves, les niveaux sont si disparates qu'on ne tient pas compte des classes d'âge. A l'intérieur, les murs sont couverts de pictogrammes, des repères pour s'orienter dans la journée.

L'OBJECTIF N'EST PAS DE GARDER LES ENFANTS

Jeanne, 6 ans, lunettes rondes, gilet rose, est restée muette pendant des mois. «Elle voulait tellement sa ceinture blanche, qui demande de dire bonjour, merci, au revoir, qu'elle s'est mise à parler», rapporte Aurélie Biais. Pour Jeanne, les apprentissages ont commencé par l'encodage des mots via des gestes, avant la lecture. Dans son entourage, personne n'y croyait et pourtant l'enfant sait lire désormais.



Un peu plus tôt, dans la cantine du sous-sol, avait lieu le conseil de coopération, où toute l'école se réunit chaque vendredi. On y lit les félicitations écrites par les

élèves et les enseignants, on y débat des idées soumises dans la boîte dédiée – comme construire un Lego géant – et on yaborde aussi les «plaintes», un outil pour différer les conflits. Une dispute, un mot blessant, chacun s'explique, les autres écoutent. Souvent, l'affaire se règle avec un dessin ou un service rendu. Ce jour-là, tout est calme. Ce n'est pas toujours le cas. Parfois, il faut s'y mettre à quatre pour contenir un enfant en crise, disent les enseignantes.

«L'objectif n'est pas de garder les enfants, insiste le directeur, Maxime Michel. On est là pour les raccrocher au système scolaire, leur redonner confiance, et leur permettre de repartir vers une école ordinaire ou de rejoindre une structure adaptée à leur handicap, quand une place se libère enfin.» Chaque année, environ 40 à 45% des élèves quittent les lieux, signe d'une remobilisation réussie.

Certains ne viennent que deux heures par jour. D'autres alternent avec leur école de secteur. Et parfois, l'établissement pallie une absence totale de prise en charge. Une enseignante raconte: «Un enfant avec des chaussures trop petites depuis six mois? On lui en donne. Un autre qui ne se brosse pas les dents? On lui montre. Il y en a même qu'on douche

ici.» Frassati est une école, mais c'est aussi un refuge, sans pour autant faire office de pensionnat. «Certains pleurent à la veille des vacances», glisse une autre.

Dans la classe d'Aurélie Biais, auparavant spécialisée avec des enfants souffrant de troubles du spectre de l'autisme (TSA), le cours se poursuit par un quiz. Pas pour les évaluer, explique-t-elle, mais «pour réactiver les connaissances de ces enfants qui cloisonnent beaucoup les savoirs par matière». Les questions fusent. A Taha: «Le quatrième mois de l'année?» «Avril!» souffle-t-il. A Dylan, lunettes rondes et polo vert: «Les jours de la semaine dans l'ordre?» Elle s'agenouille et compte sur ses doigts pour l'aider. Chaque question est adaptée au niveau et au fonctionnement de chaque enfant. «Ce qu'on a développé pour les enfants TSA avec une approche individualisée, des accroches visuelles, fonctionne pour tous les élèves. Il faut juste rendre les apprentissages accessibles, sans les simplifier», explique-t-elle. Quand un élève donne la bonne réponse, pas d'applaudissements, mais les mains qui tournent dans l'air en silence. Une manière de respecter les besoins sensoriels de certains élèves, notamment ceux avec TSA, sensibles aux bruits sourdins.

ON M'AIDE POUR DEVENIR MEILLEURE

Au Vésinet, dans l'autre site de l'école, ce sont les classes à thème l'après-midi: musique, sport, santé, arts plastiques, bricolage, ou ferme pédagogique. Derrière la cour, un jardin. Au fond, un enclos de lapins, un potager et un poulailler. Ce sont les élèves qui gèrent. Aurélie Biais

fait écouter aux enfants le chant du pinson sur son téléphone. Puis leur demande de le reconnaître dans le jardin. Certains tendent l'oreille, d'autres s'agitent. Mais tous essaient.

Albane, 7 ans, raconte avoir perdu son sourire dans son ancienne école où «les autres étaient méchants». Ici, elle rit, beaucoup. «Je changeais tout le temps de classe. Ici, je me sens mieux. On m'aide pour devenir meilleure.» Jules, 10 ans: «Avant, j'étais trop méchant avec les autres. Je me moquais, je les agressais... Là, j'ai arrêté. Enfin, presque.» Depuis deux ans, il a grimpé les ceintures de comportement jusqu'à la orange. Il dit avoir toujours «trop d'énergie», mais ici, il a un gros pouf sur sa chaise pour pouvoir bouger. «Je suis excité, c'est comme ça, mais maintenant je me tiens mieux.»

Les élèves sont en récréation sur le site de Saint-Cyr. Marie Schindler, enseignante, profite d'un moment de calme pour souffler. Travailler ici, dit-elle, lui a redonné du sens après des années passées dans une autre école primaire privée. «On répondait aux attentes des familles, pas aux besoins des enfants. Ici, on enseigne à chacun selon ce qu'il est capable de faire, pas selon ce que le programme dit qu'il devrait faire.» Elle constate un changement profond chez les élèves d'aujourd'hui: «On ne peut plus enseigner comme il y a vingt ans. Même les élèves ordinaires ne tiennent plus une heure assis, ils ont besoin qu'on enseigne différemment.» Et de conclure, posément:

«Il faut que l'école accepte ça.»

CÉCILE BOURGNEUF

Photos CAMILLE MCouAT

EDITOS /

L'IA, ce chenapan aux livres inventés

Par QUENTIN GIRARD

Rédacteur en chef adjoint (service Modes de vie)

Avec le beau temps et l'été qui arrive, fleurissent dans la presse le temps des recommandations qui tournent parfois aux injonctions : quel short porter, quelle couleur sera *in*, quel haut sera *hot*, quelle matière est *out*, où manger, où sortir, quoi visiter, sur quelle plage bronzer pour avoir l'air cool et, évidemment, quel livre emporter comme accessoire de farniente. Entendu qu'en temps normal, plus personne n'a le temps de lire.

Dans son édition du 19 mai, le *Chicago Sun Times*, un quotidien américain local, y est donc allé de ses recommandations, avec sa «*summer reading list for 2025*». Les lecteurs s'y sont vu conseiller *Bonjour Tristesse* de Françoise Sagan ou *le Vin de l'été* de Ray Bradbury. Jusque-là, rien d'anormal même si absolument sans originalité. Mais ils se sont aussi vu proposer *Boiling Point* de Rebecca Makkai ou *Hurricane Season* de Brit Bennett, des autrices américaines réputées. Sauf que ces deux ouvrages n'existent pas, comme dix des quinze proposés. Très vite, les lecteurs et les réseaux sociaux se sont aperçus que ce texte avait été généré par une IA. Comme cela arrive très souvent avec ces modèles, elle a «halluciné». Après enquête, notamment de la radio publique NPR, il s'avère que le *Chicago Sun Times* sous-traite cette page de recommandations à l'agence King Features appartenant au groupe de presse Hearst Newspapers, qui l'a fait écrire par un rédacteur qui a reconnu sa faute. Les journaux locaux américains mutualisant certaines publications comme cela peut être le cas dans la presse quotidienne régionale française, cet article a au moins aussi été publié dans une édition du *Philadelphia Inquirer*.

L'histoire peut prêter à sourire, mais elle n'est pas anecdotique. Même si une révolution est en cours, les IA ne sont pas encore des outils fiables pour chercher ou vérifier des informations, comme l'ont démontré plusieurs tests et études récentes. Elles se comportent trop souvent encore comme des enfants chenapans face à leur professeur et préfèrent inventer des réponses plutôt que d'avouer qu'elles ne savent pas. Or, de plus en plus, les internautes leur font aveuglément confiance. L'erreur du *Chicago Sun Times* dit aussi la crise actuelle que la presse traverse, avec pour certains titres une réduction constante des moyens qui aboutit à sous-traiter des pages entières à des travailleurs précaires sans plus aucune relecture pour vérifier l'exactitude des informations. Entre les sites générés par IA qui pompent les informations et les recrachent fausses; des magazines qui remplacent leurs correcteurs par l'IA, comme *le Point*; ou de plus en plus de journalistes qui avouent y avoir recours pour rédiger leurs articles, on a du mal, pour le moment, à voir comment l'intelligence artificielle ne participera pas à agraver cette crise.

Il n'y a que pour la littérature que cette affaire ne nous inquiète pas. Les gens qui achètent des romans pour les mettre en photos sur Instagram sans les ouvrir ont appris depuis longtemps à parler des livres qu'ils n'ont pas lus. Parfois avec brio, comme l'avait fait le professeur de littérature Pierre Bayard dans un essai paru aux éditions de Minuit. Comme il est impossible de tout lire, que l'ouvrage existe ou non a-t-il vraiment une importance ? De ce point de vue-là, disserter en soirée sur des titres inventés par l'IA ne devrait pas être bien compliqué et même complètement tendance dans une ère gouvernée par la post-vérité. D'ailleurs, entre nous, le chapitre 11 d'*Hurricane Season* nous a bouleversés. ◆



Gabriel Attal
le 6 avril à Saint-Denis, près de Paris.
PHOTO THOMAS SAMSON. AFP

Interdiction du voile pour les moins de 15 ans : mais où va Gabriel Attal ?

Par THOMAS LEGRAND
Chroniqueur politique

Si l'on privilégie une vision politicienne, l'idée d'interdire le voile aux filles de moins de 15 ans dans l'espace public, comme le propose Gabriel Attal, est une idée qui répond à un souci de concurrence à droite et au centre droit sur le segment porteur du «on n'est plus chez nous». Si l'on privilégie une vision politique – ce que l'on préférera faire – alors on peut affirmer que c'est une belle bêtise anti-laïque sans risquer de se faire accuser de céder aux coupables «*acommodements raisonnables*» avec la laïcité.

La gauche républicaine et laïque, universaliste – d'où Attal tire ses positions en la matière – se fait aspirer son message, ses mots, ses références par l'extrême droite et la partie de la droite qui singe l'extrême droite. Cette gauche indispensable pour éviter que le camp progressiste sombre tout à fait dans la cécité vis-à-vis des communautarismes religieux sous prétexte que ce serait le refuge des discriminés et des plus pauvres, semble oublier que la laïcité est avant tout du droit, un moyen, un outil juridique d'équilibre et de respect. Non pas un code de bonne conduite. Cette gauche devrait mettre le holà à la récupération, la déformation et la dérive de ses principes par la droite de Bruno Retailleau qui pense la laïcité pour préserver une identité «judéo-

chrétienne» fantasmée. Mais aussi par le centre de Gabriel Attal, envirré par son succès de plateaux télé après l'interdiction de l'abaya à l'école qu'il avait lancée en tant que ministre de l'Education nationale. Ce holà, l'un des représentants socialistes de la gauche laïque et républicaine l'a heureusement mis en répliquant sur X à la proposition d'Attal : «*Il a osé piétiner la lettre et l'esprit de la loi de 1905 pour courir après la droite et l'extrême droite*, a dénoncé le député PS Jérôme Guedj. *Appliquons la loi plutôt que dévoyer la laïcité contre les musulmans.*» Ce dernier fait référence à l'article 31 de la loi de 1905 modifié en 2021 qui prévoit de lutter contre les pressions qui peuvent s'exercer dans le domaine religieux.

Cette loi peut être mieux appliquée, notamment par une plus forte sensibilisation à l'école comme le réclame inlassablement le chercheur Patrick Weil, l'un des inspirateurs de la loi de 2004 sur l'interdiction des signes religieux ostensibles à l'école : «*La laïcité est un régime juridique qui fonctionne en temps de forte – c'était le cas en 1905 – ou de faible pratique religieuse. Et elle est à expliquer par exemple aux enfants des écoles.*» Dans un entretien au *Grand Continent*, il s'adresse à eux : «*Vos parents vous ont transmis leurs opinions sur l'existence ou la non-existence de Dieu. Maintenant, vous avez le droit de faire votre propre chemin en toute liberté de conscience, sans pression.* Si quelqu'un fait pression

sur vous, cette personne peut aller en prison. Si vous faites pression sur quelqu'un, vous pouvez aller en prison. Si votre professeur n'a pas de signe religieux, s'il est croyant, c'est par respect pour vous. C'est le cas de tous les fonctionnaires.» «*En général, ils écoutent et comprennent*», poursuit-il

Il est désolant, voire révoltant de constater que des musulmans conservateurs imposent cet objet sexiste à leur enfant. Mais prononcer un interdit vestimentaire autre que le bannissement pour des raisons de sécurité (la totale dissimulation de la burqa, par exemple) est une atteinte, sans doute inconstitutionnelle et certainement contraire à la Charte européenne des droits de l'homme, en plus d'être une mesure inapplicable sans trouble à l'ordre public.

Cette mesure, en outre, ne pourrait pas être prise sur une base juridique faisant référence à la laïcité, à moins de considérer que, comme pour l'école, il faut aussi interdire dans la rue les kippas et les pendentifs avec des croix trop visibles sur les moins de 15 ans. La loi de 2004 suffit. Vouloir trouver en permanence de nouveaux interdits sans avoir véritablement réfléchi à la solidité juridique, à l'adéquation au principe initial de la laïcité et aux conséquences sur la polarisation du débat public semble devenir la méthode très sarkozienne adoptée par un Gabriel Attal qui se cherche une place dans le paysage bien encombré postmacroniste de droite. ◆

Enfants coréens adoptés La mémoire à vif d'une «exportation de masse»

Une agence gouvernementale a confirmé la violation des droits d'une soixantaine de personnes adoptées dans des pays occidentaux.

La fin de ses travaux, le 26 mai, entérine la reconnaissance de ce chapitre sombre, qui concerne plus de 200 000 jeunes.

Par

ARTHUR LAFFARGUE

Correspondant à Séoul

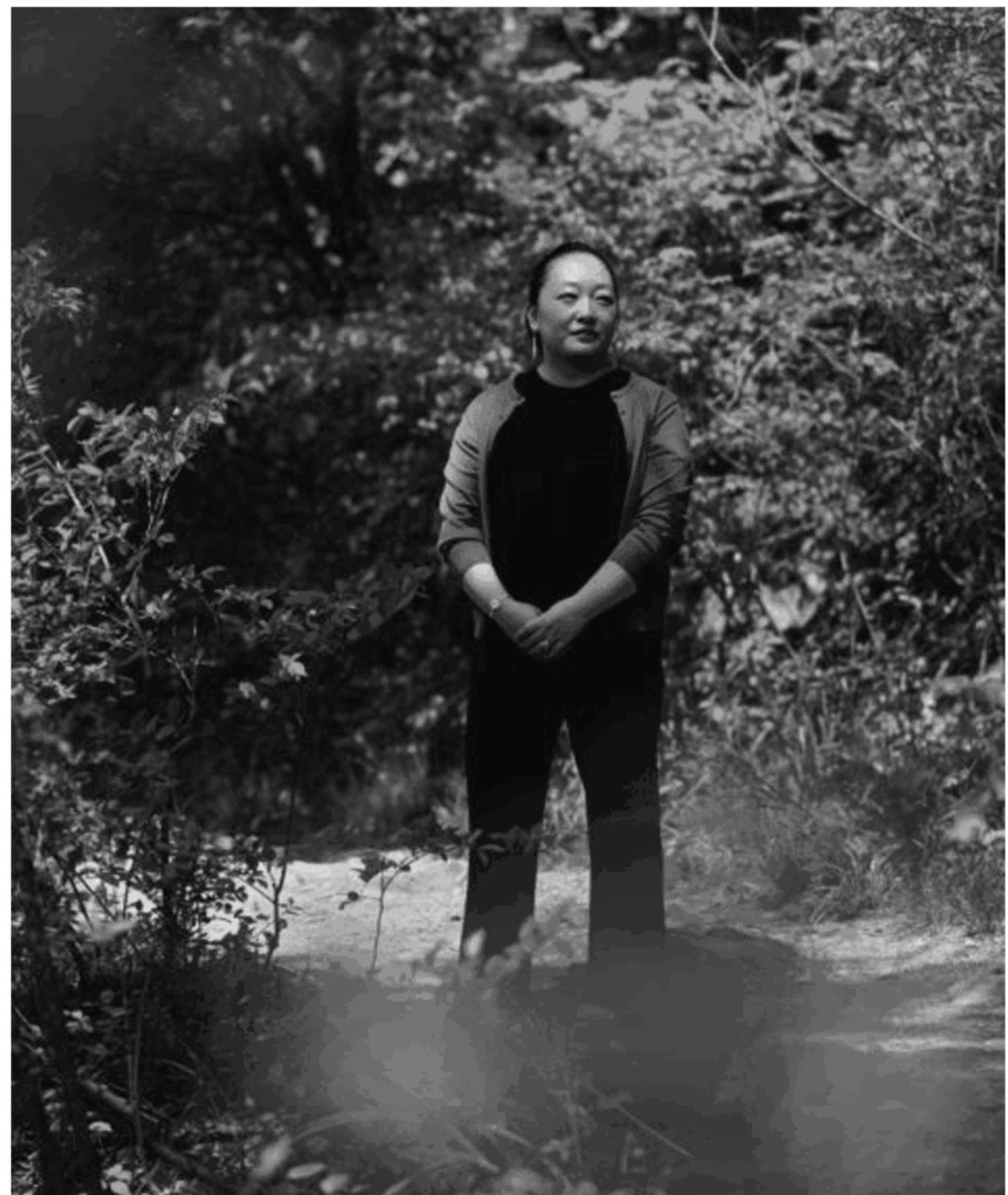
Photos **TIM FRANCO. INLAND**

Ce qui frappe d'abord chez Kim Yooree, c'est sa mémoire. Elle se souvient de tous les visages, de tous les noms des protagonistes du récit cauchemardesque de son adoption en France, à 11 ans. La nourrice «tortionnaire» de son orphelinat en Corée du Sud, l'employée de l'agence d'adoption venue la photographier ou encore l'assistant social de Rodez qui l'a aidée à fuir sa famille d'accueil, à 17 ans. Elle se rappelle surtout de sa première rencontre avec ses parents adoptifs, juste après l'atterrissage à Roissy, en 1984. «Il avait 51 ans et elle 46. Leur vieillesse m'a frappée. Et lui, il m'a dévisagée... Aucun homme ne m'avait regardée comme ça depuis ma naissance.» Dès le premier jour dans la maison familiale de Maurs (Cantal), les violences sexuelles commencent. Yooree et son jeune frère doivent rejoindre leur nouveau père dans le lit conjugal. «Il se tourne vers moi, et puis je sens un truc hyper dur sur ma cuisse. Je ne savais pas ce que c'était.» Il la pénètre, elle est pétrifiée. «Quand j'ai vu les gouttes de sang, sur mon slip à pois, je me suis dit : "on saigne quand on est blessé." Donc on m'a fait quelque chose de mal.»

Kim Yooree n'aurait jamais dû subir cette enfance et cette adolescence traumatisante en France, loin de son pays et de ses proches. Elle et son frère ont été déclarés orphelins en 1983 en vue d'être placés dans une nouvelle famille. Leurs parents étaient pourtant bien vivants, et ils n'ont jamais consenti à l'abandon des deux enfants. L'adoption de Kim Yooree vient d'être reconnue comme étant illégale par la commission vérité et réconciliation de la République de Corée, une agence gouver-



Kim Yooree à Séoul le 5 mai. En 1984, à 11 ans, elle a été adoptée en France.



Charlotte T. à Séoul le 28 avril. Adoptée en France en 1988, elle vit désormais en Corée.

nementale chargée de faire la lumière sur les violences d'Etat pendant les différentes périodes dictatoriales du pays. Elle doit achever ses travaux le 26 mai.

Après plus de deux ans d'enquête, la commission a établi le 26 mars que «le gouvernement avait violé les droits fondamentaux» de 56 adoptés sud-coréens. Il s'agit d'un premier pas dans la reconnaissance de ce volet honteux de l'histoire de la Corée du Sud, qui a envoyé environ 200000 enfants à l'étranger pour qu'ils y soient adoptés. Une «*exportation de masse*», selon les termes de la commission. «J'ai eu une enfance très heureuse jusqu'à mes 9 ans», se rappelle Kim Yooree. Mais après le divorce de ses parents, sa mère est contrainte de la placer à l'orphelinat en mai 1983 en compagnie de son frère, une pratique courante à l'époque. «Ma mère nous envoyait des lettres, des cadeaux et de l'argent. Nous attendions notre mère.» Puis arrive le 23 décembre 1983. Une employée de l'agence d'adoption Holt annonce à Yooree qu'ils vont être envoyés en France. Abasourdie, elle proteste auprès de sa nounrice, que sa mère connaît. Nouveau choc. «Elle m'a dit : "si je te dis d'aller en France, tu vas aller en France, petite connasse."»

Dans le dossier d'adoption de Kim Yooree, un document émanant de la Holt indique qu'elle a été abandonnée, sans identité. Elle avait pourtant bien été scolarisée et déclarée aux autorités par ses parents. Contactée, la société Holt Children's Services of Korea n'a pas répondu aux questions de *Libération*. L'exemple de Kim Yooree fait écho aux «*rapports fabriqués de toutes pièces indiquant qu'ils [les enfants] avaient été abandonnés à l'extérieur des locaux des agences d'adoption*», évoqués par la commission vérité et réconciliation dans son rapport du 26 mars.

CHAQUE JOUR, 24 ENFANTS ENVOYÉS À L'ÉTRANGER

«Les agences d'adoption coréennes se sont pliées aux exigences des agences étrangères qui leur demandaient d'envoyer un nombre déterminé d'enfants chaque mois, facilitant ainsi les adoptions internationales à grande échelle avec un contrôle minimal des procédures», peut-on également lire dans le rapport. Jung Da-un, enquêtrice pour la commission, a notamment eu accès à des extraits de correspondance entre des agences coréennes et danoises. «Nous pensons qu'il y avait une relation d'offre et de demande», analyse-t-elle.

En Corée du Sud, l'adoption internationale a d'abord été pensée comme un marché, dont le plus puissant ressort était «l'argent des parents adoptifs», explique Lee Kyung-eun, chercheuse et présidente de l'ONG Human Rights Beyond Borders. Sur les ruines de la guerre de Corée (1950-1953), un système lucratif se met progressivement en place, construit sur l'idée qu'il faut sauver les enfants sud-coréens de l'extrême pauvreté dans laquelle est plongé le pays. Un «mythe» selon Lee Kyung-eun : «Quand vous regardez les chiffres, les orphelins de guerre ne représentent qu'une petite partie.» Le pic de l'adoption a lieu dans les années 80, sous la dictature militaire de Chun Doo-hwan. En 1985, 24 enfants étaient envoyés chaque jour à l'étranger.

Après-guerre, l'adoption internationale était «nécessaire», selon Bu Chung-ha, président de la Holt de 1972 à 1978. Lors de ses débuts au sein de l'agence, en tant que travailleur social près de la zone démilitarisée qui sépare les deux Corées, son travail consistait à aider les travailleuses du sexe, qui ne pouvaient s'occuper des enfants métis nés des relations avec des soldats américains. «Pendant les années 60 et 70, le gouvernement n'offrait aucune solution aux enfants abandonnés, donc pour moi c'était mieux de les envoyer à l'étranger.» Aujourd'hui directeur d'un orphelinat dans le

«Il avait 51 ans et elle 46. Leur vieillesse m'a frappée. Et lui, il m'a dévisagée... Aucun homme ne m'avait regardée comme ça depuis ma naissance.»

Kim Yooree lors de sa rencontre avec ses parents adoptifs français, à 11 ans.

sud de Séoul, l'octogénaire affirme qu'il n'y avait pas de faux dossiers d'abandon pendant son mandat. «Je veux dire la vérité. Mais ceux qui se sont occupés de l'adoption pendant les années 80 refusent les interviews. Pourquoi?» Contacté par *Libération*, Kim Han-kyu, président de la Holt de 1981 à 1988 et tuteur légal de Kim Yooree, ainsi que de nombreux autres adoptés, a refusé de répondre à nos questions. Pour les premiers concernés, il faut vivre avec les conséquences d'être passé par ce système d'adoption de masse. Charlotte T., adoptée à quatre mois par une famille bretonne en 1988, raconte le «racisme» vécu à l'école, le sentiment de ne jamais trouver sa place. Sa mère, «une perverse narcissique», n'aurait, d'après elle, jamais dû avoir le droit d'adopter si l'enquête psychologique avait été menée sérieusement. Elle a fait le choix en 2023 de vivre dans son pays de naissance, avec son mari français et ses deux enfants. Le 22 avril dernier, elle a officiellement été naturalisée coréenne, sous son nom de naissance, Yoo Min-joo.

Charlotte T. habite aujourd'hui dans le quartier jouxtant le lycée français de Séoul et tente de s'adapter à un pays qui est le sien mais dont elle ne parle pas la langue. Elle dit ne pas ressentir le besoin de rechercher sa famille biologique, même si elle a tout de même pu envoyer une lettre, via la Holt, à l'adresse de sa mère qui était enregistrée par l'agence dans son dossier. Sans réponse. «Je crois que je suis en paix avec ça. Ma lettre c'était aussi pour lui dire que tout allait bien.» D'autres adoptés, comme Kim Yooree, choisissent de démêler le vrai du faux de leurs origines. En retrouvant ses grands-parents dans les années 90 à Séoul, parce qu'elle se souvenait de leur numéro de téléphone, elle revoit sa mère, puis son père, qui lui assurent n'avoir jamais signé de documents pour renoncer à leur autorité parentale. C'est en se plongeant



Bu Chung-ha, président de l'agence Holt de 1972 à 1978, à Séoul le 25 avril.

dans ses papiers fournis par la Holt, début 2022, qu'elle met le doigt sur de nombreuses incohérences. En creusant auprès des autorités locales, Yooree se rend compte qu'elle est toujours inscrite sur le livret de famille de son père, sans qu'aucune trace de son adoption n'y figure. «Je n'ai jamais cessé d'être la fille de mon père et de nationalité coréenne.» Sous le choc, elle décide d'enquêter sur son histoire et de la raconter dans un documentaire, *The Quiet Whistleblower*, qui est toujours en cours de production.

En parallèle, elle soumet son cas à la commission vérité et réconciliation, comme 366 autres adoptés convaincus d'avoir été victimes de violations des droits de l'homme. Calibrée

pour s'adresser uniquement aux citoyens coréens, l'agence gouvernementale s'est saisie en décembre 2022 de la question de l'adoption internationale, fruit d'un lobbying intense de la part d'organisations d'adoptés, notamment danois. «Nous voulions prouver l'existence de ce problème au niveau systémique», explique Han Boon-young, adoptée au Danemark à 3 mois, en 1974.

SEPT RECOMMANDATIONS

L'enquête a écarté plus de 300 cas, par manque de temps et parce que la commission, un organisme indépendant mais dont les membres sont désignés par les deux principaux partis, est le reflet des tensions politiques actuelles en Corée du Sud.

Les sept recommandations officielles de la commission, dont une excuse officielle de la part du gouvernement, ont été jugées assez tièdes par les adoptés. Lors de la conférence de presse du 26 mars, Kim Yooree termine son discours en larmes, sous les objectifs des photographes. «Vos sept recommandations sont extrêmement décevantes du point de vue de quelqu'un qui a disparu et qui a été adopté à 11 ans par un pédophile. Mon adoption est un crime!» Elle espère que, d'ici à la fin du mandat de la commission, en novembre, le ton des conclusions pourra être durci, en mentionnant explicitement le caractère criminel des adoptions illégales.

D'autres comptent plutôt sur l'avènement d'une nouvelle mouture de la commission vérité et réconciliation. Elle figure notamment dans les promesses de campagne du Parti démocrate, dont le candidat Lee Jae-myung est largement favori de l'élection présidentielle du 3 juin. «Les excuses ne nous intéressent pas vraiment, ce que nous voulons ce sont nos papiers, réclame Han Boon-young. Nous voulons que les adoptés puissent avoir accès à leurs origines véritables.»



L'adoption de Kim Yooree a été reconnue comme illégale par la Corée.

Par
FABIEN LEBOUQC

La scène vieille de huit ans est aussi brève que violente. Le 20 mai 2017 à Sailly (Saône-et-Loire), alors qu'il essaye d'échapper à un contrôle, l'agriculteur Jérôme Laronze est tué au volant de sa voiture par un gendarme, Mehdi B. Le maréchal des logis-chef de 38 ans touche l'éleveur trois fois : deux balles dans le dos, une dans la cuisse. *Libé* retrace les méandres d'une enquête d'autant plus longue qu'après des plaintes de la famille Laronze, l'information judiciaire s'est étendue à deux délits : non-assistance à personne en danger et modification de scène de crime.

Le premier parce que ni les gendarmes auteurs des tirs – Camille P., une collègue de Mehdi B., a aussi fait feu – ni les autres militaires arrivés ensuite n'essaient de secourir la victime. Le second car seulement deux des six étuis de munition (communément appelés «douilles») sont retrouvés au cours de l'enquête. Du moins jusqu'à de nouvelles recherches sur place en 2023. Ce samedi, quasiment huit ans jour pour jour après la mort de Jérôme Laronze, ses proches et leurs soutiens se rassembleront une nouvelle fois, devant le tribunal judiciaire de Chalon-sur-Saône, pour réclamer que justice soit faite.

Le 20 mai 2017, journée fatidique, cela fait neuf jours que Jérôme Laronze est recherché. Il lui est reproché d'avoir manqué de renverser un gendarme avant de prendre la fuite, lors d'un contrôle de son élevage bovin à Trivy par les services de la préfecture, avec qui les relations sont compliquées depuis longtemps. Ce samedi-là, une promeneuse le repère sur un petit chemin de la commune de Sailly et appelle les gendarmes. Mehdi B. et Camille P., de la gendarmerie de Cluny, se rendent sur place avec des collègues de la brigade de Saint-Gengoux-le-National.

Renforts

Les deux véhicules s'engagent entre les champs de cette campagne à l'ouest de Mâcon. Ne parvenant pas à trouver le suspect, les militaires se séparent. C'est à ce moment que Mehdi B. et Camille P. tombent sur la voiture dont ils ont reçu le signalement, une Toyota de couleur grise. «On a en visu M. Laronze», déclare Mehdi B. à 16 h 28 sur les ondes radio, qui sont exploitées au cours de l'enquête judiciaire. Le gendarme demande en même temps à ses collègues de Saint-Gengoux de le rejoindre. Moins d'une minute plus tard, Mehdi B. complète : «On a fait usage des armes, il est dans sa voiture, on vous attend pour l'interpellation.» Celle-ci n'aura jamais lieu : Jérôme Laronze sera déclaré mort une heure plus tard.

Que s'est-il passé dans ce laps de temps ? Selon les deux intervenants, Jérôme Laronze ne les voit pas se garer juste en face de sa voiture, dans un étroit chemin de terre, car il a la tête sur le volant. Il se redresse, comme réveillé, lorsque les gendar-

PAYSAN ABATTU PAR UN GENDARME

La justice attendue de pied ferme

En mai 2017, l'éleveur Jérôme Laronze a été tué par un gendarme. Huit ans plus tard, la Défenseuse des droits estime pour la première fois que ces tirs n'étaient ni proportionnés ni nécessaires. Les parties viennent d'être notifiées de la fin de l'instruction.

mes reçoivent un appel à la radio. Mehdi B. déclare se trouver debout, côté conducteur de son véhicule, et raconte que l'agriculteur fait alors une marche arrière, puis une marche avant «dans [sa] direction» : «Pendant qu'il avance, je recule pour ne pas qu'il m'écrase», assure le militaire qui a «cru mourir». En garde à vue, Camille P., qui a tiré une fois sans toucher la voiture, complète :

«Le véhicule est passé en plein sur mon collègue, dans un espace où je ne pensais pas qu'un véhicule puisse passer.» Pour autant, si la voiture de Jérôme Laronze a pu ripper contre l'avant du véhicule de gendarmerie (d'après des traces laissées sur les carrosseries), elle ne touche pas Mehdi B. Et finit sa course une petite dizaine de mètres plus loin, encastre dans un arbre.

L'enregistrement du pistolet à impulsion électrique Taser que Mehdi B. a brièvement saisi est exploité. Si les images montrent principalement le sol, l'audio, lui, révèle la rapidité de la scène. Après qu'il a demandé des renforts à la radio, «on entend le militaire crier : "Arrête-toi, arrête-toi" puis le vrombissement d'un moteur de véhicule, note l'enquêteur chargé de la transcription. Des coups de feu sont tirés et nous voyons un véhicule passer devant la caméra. S'ensuit le bruit

d'un moteur accélérant dans le vide. La séquence est d'une durée de sept secondes.»

Mehdi B. explique ainsi ses cinq tirs : «Les deux premières cartouches [qu'il assure avoir tirées alors qu'il se trouvait face à la Toyota, ndlr], je n'ai pas visé le conducteur, mais le bloc-moteur. Le troisième tir, j'ai visé dans la direction du conducteur car il était au plus proche de moi, je tire sur le côté. Et les quatrième et cinquième tirs c'est une fois qu'il est passé et que je vise vers les pneus.» Au cours de la garde à vue, le maréchal des logis-chef déclare aussi que son premier tir a valeur de «sommatrice», et que les deuxième et troisième tirs relèvent de la légitime défense. Quant aux deux derniers, depuis l'arrière de la voiture qui s'éloigne de lui, il dit qu'ils ont vocation à «immobiliser le véhicule» :

«Je pensais être dans le cadre légal», ajoute Mehdi B., en se référant à l'article 435-1 du code de la sécurité intérieure, créé quelques mois plus tôt et auquel il a été sensibilisé. Ce texte dispose que les forces de l'ordre peuvent, sous certaines conditions, ouvrir le feu sur un véhicule qui refuse d'obtempérer quand ses occupants «sont susceptibles de perpétrer, dans leur fuite, des atteintes à leur vie ou à leur intégrité physique ou à celles d'autrui».

Les déclarations de Mehdi B. sont toutefois assez éloignées des constatations effectuées par les personnels techniques et scientifiques. Ils établissent qu'une balle a pénétré l'habitacle de la voiture de Jérôme Laronze en diagonale, entre le rétroviseur extérieur droit et le capot (pour finir dans la boîte à gants). Un autre axe de tir est quasi perpendiculaire à la voiture et a vraisemblablement brisé la fenêtre passager avant, puis atteint une artère de la cuisse de la victime. Un autre projectile s'est fiché dans le montant arrière de la portière arrière droite. Et des marques dans l'habitacle indiquent qu'une balle a suivi la trajectoire vitre arrière, banquette arrière, siège conducteur. Il peut donc s'agir de l'une des deux qui a touché Jérôme Laronze dans le dos. Au total, relève le médecin légiste, «chaque des trois tirs engageait le pronostic vital à très court terme».

En septembre 2017, Mehdi B. est mis en examen pour violences ayant entraîné la mort sans intention de la donner. Il ne fait l'objet d'aucun contrôle judiciaire ; il continue donc de porter son arme et d'exercer comme gendarme. Au cours de son interrogatoire par la juge d'instruction, il tient une version sensiblement identique à celle développée lors de sa garde à vue, et déclare :

«J'ai fait ce qu'on m'a toujours appris à faire, c'est-à-dire à riposter, notamment face à quelqu'un qui tente de me tuer», tout en assurant que son «intention n'a jamais été de tuer» Jérôme Laronze. Mehdi B. est, comme l'ensemble de ses collègues, présumé innocent des faits qui lui sont reprochés.

«Hémorragique»

L'enquête aurait presque pu s'arrêter là. Mais si la procédure fait aujourd'hui plusieurs milliers de pages, c'est que les résultats des premières investigations ont donné de la matière aux parties civiles pour demander que l'instruction soit lancée dans deux autres directions. Ainsi, en portant plainte en juin 2018, la famille de Jérôme Laronze et leur avocat, M^e Julien Chauviré, obtiennent que l'information judiciaire soit étendue aux délits d'altération d'une scène de crime et de non-assistance à personne en danger. «Le sentiment que j'ai et qui est partagé par la famille, c'est que l'instruction, c'est nous qui l'avons faite à force de demandes d'actes et de notes d'observation», soupire Julien Chauviré, qui annonce qu'il vient de recevoir un avis de clôture de l'instruction. Le 20 mai 2017, à 16 h 31, soit environ trois minutes après les tirs,



Rassemblement pour le septième



anniversaire du décès de l'agriculteur Jérôme Laronze, avec ses sœurs, à Mâcon en avril 2024. PHOTO KETTY BEYONDAS. MAXPPP

Mehdi B. demande au centre d'opérations et de renseignement de la gendarmerie, qui centralise les appels d'urgence et coordonne les unités entre elles : «Faites intervenir les pompiers, individu blessé.» Puis, quelques minutes plus tard, on entend dans l'enregistrement du Taser de Camille P. dire «Il respire» et «Faut qu'ils se dépêchent les pompiers». Pour autant, les deux gendarmes ne prodiguent aucun geste de premier secours à Jérôme Laronze, même après avoir constaté qu'il était inconscient et qu'il perdait énormément de sang au niveau de la jambe. Un comportement éloigné de ce qui est attendu d'eux, selon un responsable de la Cellule nationale de formation au secourisme de la gendarmerie, auditionné comme témoin par les enquêteurs. Celui-ci explique qu'en l'espèce, «la blessure hémorragique [à la jambe] doit être traitée comme détresse vitale prioritaire, soit directement dans le véhicule si cela était possible ou si cela était impossible [en extrayant] la personne pour traiter le plus rapidement possible cette hémorragie».

Force

Pour justifier leur inaction, les tireurs mobilisent plusieurs explications. «Je n'ai pas pensé à sortir la trousse» de secours présente dans

leur véhicule, déclare Camille P. lors de sa garde à vue. Avant d'ajouter, en interrogatoire : «On avait beaucoup d'apprehension avec cet homme-là, et nous pensions vraiment qu'il pouvait faire semblant d'être inconscient pour pouvoir nous nuire.» Quant à Mehdi B., il oscille. S'il sait qu'une blessure par balle nécessite un garrot, il ajoute auprès des enquêteurs ne pas avoir «voulu trop manipuler M. Laronze pour ne pas aggraver la situation». Aussi, au cours de sa garde à vue, il décrit sa priorité dans les instants suivant ses tirs : «J'ai été pris par les appels. Il fallait expliquer où on se trouvait et ce qu'il venait de se passer. Il fallait rendre compte à tous les échelons hiérarchiques.» En 2021, les deux militaires sont placés sous le statut de témoin assisté pour non-assistance à personne en danger. Contacté, l'avocat de Camille P. n'a pas souhaité s'exprimer.

Quant aux soupçons de modification de la scène de crime, ils sont nourris par deux constats. D'une part, la découverte dans les jours suivant les faits de seulement deux des six étuis de balles. Et d'autre part, la présence sur place d'énormément de personnes, sans que la plupart n'aient de véritable raison de fouler la scène de crime sommairement délimitée. En plus des sept militaires précédem-

ment évoqués et de quatre véhicules de secours, se présentent plusieurs services d'enquêtes de la gendarmerie, plusieurs unités de sécurité publique, ainsi que le commandant de la compagnie de Mâcon, et jusqu'au colonel à la tête de la gendarmerie de Saône-et-Loire.

Des dizaines d'auditions sont menées par l'Inspection générale de la gendarmerie nationale (IGGN) pour établir une chronologie et le rôle de chacun, notamment dans la recherche des étuis. Au surplus, le cinquième juge d'instruction à se pencher sur le dossier ordonne un nouveau déplacement des techniciens de la cellule d'identification criminelle sur la scène. Et en novembre 2023, près de sept ans après les tirs, les quatre étuis manquants sont découverts. Toutefois, dans une synthèse de mars 2024, l'IGGN conclut qu'«aucun élément ne démontre une modification volontaire de la scène». Si la justice n'est pas encore passée, la Défenseuse des droits, saisie par la Ligue des droits de l'homme et une sœur de Jérôme Laronze, a déjà rendu en décembre sa décision. Claire Hédon s'étonne qu'en huit ans, aucune enquête administrative n'ait été ouverte par la gendarmerie nationale et qu'aucun de ses personnels n'ait fait l'objet de sanction. Après consultation

du dossier judiciaire et plusieurs auditions, la Défenseuse des droits conclut que Mehdi B. a fait un usage disproportionné de la force et demande au ministre de l'Intérieur d'engager une procédure disciplinaire à son encontre.

Elle demande aussi au ministre d'engager une procédure disciplinaire à l'encontre de Mehdi B., de Camille P. et de deux autres gendarmes (dont le major cité plus haut) pour un manquement «relatif à l'obligation de porter secours». L'avocat Julien Chauviré explique avoir reçu cette décision de manière «très positive» car, selon lui, «ici, la faute déontologique et l'infraction pénale se recouvrent». Le cabinet de Bruno Retailleau n'a pas répondu à nos sollicitations répétées pour savoir si des suites avaient été données à cette décision de l'autorité administrative indépendante. Marie-Pierre Laronze, qui ferraille contre les institutions – «huit ans de souffrance» – ne manque pas de mots pour dire son épuisement : «Le postulat de départ était que le tireur était dans son droit, et les juges d'instruction n'ont toujours eu que pour but d'étayer cela.» De «la gestion désastreuse» de l'enquête, la sœur de Jérôme Laronze tire ce sentiment : «en vouloir presque plus à la justice qu'à la gendarmerie.»

carnet

DÉCÈS

Paris 15 (75)
Qu'elle repose en paix.

Fils, frères, et époux

ont la douleur
de vous annoncer
le décès de

**Mme Sophie
FAZAKERLEY
née MAGNAN**

qui s'est endormie
dans la paix,
le dimanche 18 mai 2025,
à Paris.

Rock 'n Roll.

Liberation



**Vous organisez
un colloque,
un séminaire,
une conférence...**

Contactez-nous

**Réservations
et insertions**

**la veille de 9h à 10h
pour une parution
le lendemain**

Tarifs : 16,30 € TTC la ligne
Forfait 10 lignes :
153 € TTC pour une parution
15,30 € TTC la ligne suppl.
abonnée et associations : -10 %

Tél. 01 87 39 80 00

**Vous pouvez nous faire
parvenir vos textes
par e-mail :
carnet-libe@teamedia.fr**



Le comédien Damien Bonnard joue au détective privé pour *Libération*.

Nouveaux détectives Le salaire de la preuve

Enquêteurs aguerris ou en devenir, animés par la défense des intérêts de leur prochain, ils racontent à «Libération» la réalité de ce métier pétri de fantasmes, pourtant soumis à une déontologie et des règles strictes.

Par
GUILLAUME TION
Envoyé spécial à Montpellier (Hérault) et Metz (Moselle)
Photos **JULIEN MIGNOT**

«**I**l y a vraiment une différence énorme entre le métier et ce qu'on en voit dans la fiction.» Lola(1), 19 ans, n'est pas en planque dans une Cadillac face à une maison de Sunset Boulevard. Elle est attablée devant

son ordi dans une salle de la Maison des professions libérales, à Montpellier (Hérault). Dehors, il pleut. Autour d'elle, neuf autres étudiants planchent sur un cours théorique. Comment démasquer un espion lors d'une soirée huppée dans une ambassade suisse ? Non. Aujourd'hui, c'est : technique de rédaction d'un rapport de synthèse dans une affaire financière. Et Lola note la procédure pour savoir disséquer les sociétés civiles immobilières et débusquer les façons dont s'organise une insolvenabilité. Cela ne la refroidit pas : depuis toute petite, Lola veut devenir détective privée.

Elle a pris une année sabbatique après son bac, passé une équivalence bac +2 en e-learning et a intégré l'Ifar, l'Institut de formation des agents de recherche, créé en 1994, la plus ancienne des quatre filières françaises pour apprendre le métier. Deux cursus universitaires (Nîmes et Assas) et deux écoles (Esarp à Paris et Ifar) forment chaque année une quarantaine de nouveaux enquêteurs, qui rejoindront les 850 que compte le pays – un chiffre stable depuis une trentaine d'années.

Si certains de ces étudiants viennent compléter un parcours juridique, la plupart sont des salariés en reconversion, ex-fonctionnaires ou non, venant ou pas des métiers de la police ou de la sécurité. A côté de Lola, Jérémy, 37 ans, travaillait dans la banque. Mathilde, 28 ans, était infirmière. Et Lilian, 53 ans, responsable commercial dans le secteur de la défense. Quelle lubie les a poussés à choisir ce métier ? Quel est le quotidien des enquêteurs privés, malconnus du grand public ? Enquêtons sur les détectives d'aujourd'hui, qui ressemblent peu aux archétypes culturels découverts dès l'enfance tels Sherlock Holmes (*«Elémentaire, mon cher Watson»*) ou Magnum (*«C'est pas ma faute, Higgins!»*).

«Le dernier recours»

L'image d'Epinal du privé à imper qui ingurgite du whisky entre deux filatures et se réveille cabossé dans des appartements cambriolés n'attire pas ces étudiants. Pour eux, le métier de détective est presque d'utilité publique. Ils mettent tous en avant une forme de «care» ou de protection de l'intérêt général. «Aider son prochain fait consensus dans la promo», explique Lilian. Même quand il s'agit d'empêcher une banale fraude sociale, par exemple un salarié en arrêt maladie qui a un deuxième boulot ? «*Bien sûr, son faux arrêt maladie est payé avec de l'argent public, c'est le vôtre, c'est le nôtre*», soulève Mathilde. «Et la société a de nouveaux problèmes, il faut aller les chercher et s'y confronter. Par exemple, partir d'une affaire de harcèlement scolaire pour réfléchir à de la prévention», bondit Lola, qui aimeraient se spécialiser dans la contre-enquête pénale.

Certes, mais où est la défense humaniste de l'intérêt général en cas de traçage de produits de contrefaçon, ce qui ne regarde que des sociétés de luxe aux bénéfices colossaux loin de la France d'en bas ? «Qu'ils soient riches entrepreneurs ou particuliers désargentés, nous avons affaire à des clients qui sont confrontés à un problème. Il faut les aider à trouver la vérité pour défendre leurs intérêts», précise Jérémy. Les nouveaux privés seraient donc des chevaliers blancs de la justice. «Des techniciens de la preuve», conclut Lilian.

Sur le terrain, le détective Christophe Anconi abonde : «*Bien souvent, nous sommes le dernier recours de personnes en situation de détresse. Par exemple, on peut me dire : "Mon mari passe toutes ses journées au PMU avec notre fils, je n'en peux plus, c'est malsain, j'aimerais récupérer la garde."* Ce genre de situation n'intéresse pas la police, c'est à nous d'in-

tervenir.» Planque, photo, rapport, tribunal. Christophe Anconi exerce à Metz (Moselle) depuis dix-sept ans. Plus de la moitié des affaires qu'il traite se rapportent à des fraudes à l'assurance, sa spécialité. Comme tous les enquêteurs, sa clientèle est en grande majorité composée d'entreprises. Les particuliers, avec leurs soupçons d'adultère ou leurs problèmes de prestation compensatoire, ne représentent que 15 % de son activité. Mais il passe surtout son temps à refuser des dossiers.

Pour qu'une mission confiée à un détective soit légale, il doit exister un lien juridique, la plupart du temps contractuel, entre le client et la cible. Ainsi qu'un préjudice. Un entrepreneur peut enquêter sur un de ses salariés qu'il soupçonne de travailler pour la concurrence. Mais une personne en concubinage récent ne peut faire filer sa moitié au motif qu'elle a des doutes sur sa fidélité. S'ils sont mariés, oui. S'ils ont des enfants, oui. S'ils sont en concubinage notoire et qu'il y a préjudice, cela s'estime. «*En revanche, le gars qui va appeler pour me dire : "Mon voisin m'emmène, il met la musique trop fort, regardez ce que vous pouvez trouver sur lui", ça c'est direct un refus*», explique Christophe Anconi. De nombreuses personnes appellent pour ce genre de demandes.

Chaque mission s'accompagne de la remise d'un rapport qui doit pouvoir être recevable devant les tribunaux en cas de poursuite. Toutes les étapes du travail de l'enquêteur doivent être explicitées et rester dans les clous de la légalité. «*Nous ne pouvons pas usurper une fonction ou une identité pour recueillir une information*», précise Anconi. Les privés ne peuvent pas non plus demander à la police à qui appartient une voiture ou à quel nom correspond un numéro de téléphone – point sensible dans la mesure où la plupart des détectives sont d'ex-flics, avec des contacts potentiels dans leur ancienne maison. Ce genre de passe-droit est interdit. Les inspecteurs sont soumis à des contrôles pour

«*Qu'ils soient riches entrepreneurs ou particuliers désargentés, nous avons affaire à des clients qui sont confrontés à un problème. Il faut les aider à trouver la vérité pour défendre leurs intérêts.*»

Jérémy étudiant à l'Ifar

vérifier la légalité de leurs actes par un organisme créé en 2011, le Conseil national des activités privées de sécurité (Cnaps). En cas de défaillance, ils risquent une interdiction d'exercer.

«Il faut être un peu malin»

«*L'enquête doit aussi être proportionnée*, souligne Dhiego Teles Da Silva, responsable de la formation «agents de recherche privés» à la faculté de Nîmes. Si le détective découvre des éléments sur sa cible qui ne font pas partie de sa mission, il ne doit pas les inclure dans son rapport.» Impossible de raconter qu'un suspect de fraude joue au squash chaque jeudi ou que son fils fait du trafic de cigarettes. Dans un arrêt du 30 avril 2024, la Cour de cassation a reconnu comme déloyale la collecte, par un enquêteur privé, d'un grand nombre de données sur les salariés d'une société, pourtant recueillies en open source sur le Web. «*Les enquêteurs sont soumis au RGPD [Règlement général de protection des données, ndlr]. Il faut savoir faire un tri dans*

la collecte d'informations, au risque de rendre le rapport caduc», appuie Dhiego Teles Da Silva. Sur la recevabilité générale des preuves, le juge civil écartera celles obtenues de façon illicite, «*sauf en certains cas, une maltraitance d'enfant par exemple, alors il y a une pesée des intérêts*».

A l'Ifar, les étudiants écoutent le prof et fondateur de l'école, Yves Conversano, leur expliquer la façon dont on repère des sociétés écrans et des holdings tout en multipliant les anecdotes qui l'ont conduit à silloner le monde. «*Il faut être un peu malin. Vous aurez le même diplôme en sortant, la même carte professionnelle, mais vous ne serez pas détectives à l'identique. Vous apporterez chacun votre pertinence, votre sagacité. Non ?*» Les étudiants s'observent, interdits. «*Et le silence régna parmi les hommes*», conclut le prof.

Conversano est un personnage. Il aime sortir pendant ses cours des phrases définitives ou rigolotes, comme : «*Ce qui est suspect demande à être approfondi*»; «*Le détective ne fait pas d'information mais du renseignement. Le travail que vous amenez est une analyse, pas que de la recherche internet*»; «*J'ai fait le tour du monde grâce à des affaires pareilles. Mais vous n'irez peut-être pas jusque là-bas, si ça se trouve vous n'irez qu'en Ardèche, c'est pas grave.*» Quant à «*vous savez quel est le comble pour un détective ?*» on n'en saura pas la fin, le prof ayant été coupé par la question d'un élève sur la nature juridique d'une poubelle (réponse : un bien sans maître, on peut la fouiller tant qu'on ne nuit pas à la vie privée de celui qui y a déposé des déchets). Au début des années 80, étudiant, Conversano devient détective presque par hasard. La profession est alors en roue libre. S'y retrouvent essentiellement des retraités de la police, qui opèrent dans un flou de légalité. «*Il n'y avait aucune femme, uniquement de vieux barbons*», explique-t-il. Il va s'employer au cours des années à faire reconnaître la profession. Syndicalement d'abord, **Suite page 12**



Suite de la page 11 puis vis-à-vis des pouvoirs publics. Depuis 2003, les détectives doivent être formés pour pouvoir exercer, avec un agrément du ministère de l'Intérieur, et l'encadrement de la profession est prévu dans le Code de la sécurité intérieure.

«Avant, les gens avaient une parole. Aujourd'hui, ils font des contrats sur tout et attaquent pour des ambiguïtés de virgule», déplore Conversano. On est là pour rechercher la vérité au milieu d'une multiplicité de points de vue.» En quarante ans de métier, il note une féminisation de la profession, qu'il estime à 40%, et constate une modification de la mission première du détective : «Concernant les affaires entre particuliers, les gens trouvent souvent le premier renseignement qui les intéressent sur Internet et ne viennent plus nous solliciter.»

Fini le temps où les privés écumiaient les bibliothèques et les services cadastraux. «Mais pour nous, l'information puisée sur Internet est une information morte», poursuit Conversano. Internet ne peut pas nous dire si la cible, en allant d'un point A à un point B, a rencontré quelqu'un ou s'est arrêtée quelque part. Notre valeur ajoutée, c'est le terrain, les filatures.»

«Le métier est porteur»

Emmanuelle (2) est devenue détective il y a deux ans. «J'avais 55 ans et je me demandais ce que j'allais faire de ma vie. Mes enfants sont sur des rails, mon appart est payé, je sortais d'une rupture conventionnelle. J'étais au chômage. Que faire? Plus rien? Non, j'avais envie de travailler.» Attrayée par les faits divers et les enquêtes judiciaires, Emmanuelle a dépassé l'âge limite de 45 ans pour entrer dans la police. Elle se reconvertis en détective, après une année de formation à l'Esarp globalement payée par le Compte personnel de formation. «Après vingt ans de DRH, j'étais fascinée de savoir que je pouvais faire des filatures et des surveillances.» Elle ne regrette pas. «D'autant que le métier est porteur: à côté des entreprises, de plus en plus de collectivités territoriales font appel aux enquêteurs privés.»

Aujourd'hui, dans sa voiture, elle a de la nourriture, du café, de l'eau - «mais il ne faut pas trop boire, sinon on a envie d'aller aux toilettes» -, des appareils photo, des caméras, des vêtements divers, et elle planque. Devant des portes cochères ou de pavillon. Elle attend, sans regarder son téléphone. Sans musique qui pourrait la perturber. «Ce qui est dur, c'est d'être concentrée sur la porte pendant des heures. Et pouvoir dégainer tout de suite. Partir à pied, par exemple, avoir donc tout dans son sac. Ou en voiture et ne pas se faire repérer.» En Ile-de-France, effectuer une filature motorisée implique aussi un complice à moto, afin de pouvoir conjurer les feux rouges ou suivre au débotté une cible sortant d'un taxi pour monter dans un bus ou descendre dans le métro. «Si on est bloqué dans la circulation, c'est compliqué. Il faut être deux. Une fois on a loupé une personne qui a filé en trottinette, on n'avait pas calculé.»

La filature est un art qui repose sur des techniques précises. En voiture, il s'agit de mettre des véhicules tampons entre la cible et le détective, pour se camoufler. Suivre attentivement le trajet avec un GPS afin d'anticiper les parcours possibles: par exemple, sur une départementale en forêt sans possibilité de sortie, le détective prend de la distance, parfois un kilomètre, va quelquefois accélérer pour vérifier la présence du lièvre au loin, puis ralentir pour le laisser filer à nouveau. En ville, si la cible tourne à un carrefour, le détective, lui, continue son chemin et, une fois qu'il n'est plus en vue, va accélérer brutalement

pour trouver un endroit où faire demi-tour et reprendre la filature à toute blinde. Le privé multiplie aussi les tours de rond-point pour ne pas être repéré et laisser de la circulation entre le lièvre et lui.

En résumé: dès que la cible est en vue, le détective roule sagement, en toute discrétion; dès qu'elle ne l'est plus, sa voiture fait n'importe quoi, elle accélère, effectue des volte-face ou des stops impromptus, repart, dépasse, se planque. Le détective agit comme un chauffard aux yeux de tous les observateurs, sauf de la cible. Une filature est une vaste mise en scène réalisée à l'improviste dans l'espace public. «On doit être maître du contexte. Soixante pour cent d'une filature se joue derrière nous, dans le rétro, pour sélectionner des voitures pas trop lentes, pas trop importantes mais suffisamment larges pour nous camoufler, qu'on va laisser passer entre la cible et nous. Il faut être hyperconcentré, au bout de deux heures, on est épousseté», souligne Anconi.

A pied, le détective, de sombre vêtu et fondu dans la foule, utilise le mobilier urbain pour justifier ses arrêts et donner à ses déplacements une apparence de normalité. Il fait semblant d'attendre le bus, il pianote sur une borne de parcmètre, il fouille au fond de ses poches des papiers à jeter dans une poubelle, il demande son chemin à des inconnus... avec toujours en visée les déplacements du lièvre, sur le trottoir d'en face. «On a des vêtements de rechange, des itinéraires de repli, des justifications en tête... Il faut toujours envisager tous les scénarios», sourit Emmanuelle.

S'il leur est interdit d'emprunter une autre identité pour soutirer des informations, les enquêteurs peuvent mentir pour se protéger. «Durant les planques longues, il y a toujours un voisin qui finit par vous demander ce que vous faites immobile depuis trois heures dans votre bagnole garée devant sa résidence, poursuit Emmanuelle. A la campagne, c'est au bout d'un quart d'heure. Alors il faut être inventif: je suis agent immobilier, j'attends ma fille qui est chez le dentiste...» Etre une femme présente un avantage. «On se méfie moins des femmes seules que des hommes», précise-t-elle. Anconi, à Metz, utilise un autre subterfuge: «Si la personne qui m'interroge est jeune, je dis que j'attends un plan Tinder. Si elle est plus âgée, je dis que j'attends mon amie pour la demander en mariage. J'ai toujours un petit cadeau sur le siège passager. Une fois qu'ils ont vu ça, les gens me laissent tranquilles.»

«Il faut faire gaffe»

Les détectives évoluent toujours sur un fil entre la présentation et la dissimulation. «Si vous voulez vérifier qu'une personne est chez elle, l'appeler en se faisant passer pour un agent d'EDF, c'est proscrit, explique Emmanuelle. Mais sonner à sa porte en demandant, sans se présenter, s'il n'a pas vu votre chat qui s'est échappé, c'est possible.» Beaucoup de pratiques sont interdites aux enquêteurs. Comme l'utilisation de balises pour tracer et localiser les véhicules, une intrusion trop lourde dans la vie privée. Et qu'Yves Conversano aimeraient voir évoluer: «Ce sont des aides ponctuelles auxquelles on pourrait avoir recours, mais de manière réglementée, sous le contrôle d'une autorité judiciaire ou policière», explique-t-il.

L'utilisation de caméras dans l'espace public est elle aussi interdite: «Par exemple, explique Christophe Anconi, s'il y a suspicion de travail au noir chez un coiffeur, qui déclare trois coupes mais en fait douze, vous pouvez planquer toute la journée devant la boutique dans votre voiture et photographier les personnes qui entrent et sortent. Mais vous ne pouvez pas placer une caméra au même endroit le matin et venir la récupérer le soir.» Et ce même si le ré-





JULIEN MIGNOT

sultat – les photos des entrées et sorties – sera identique. «Il faut faire gaffe. On est agréés par le ministère de l'Intérieur quand même! On ne peut pas faire n'importe quoi», réagit Emmanuelle.

Les accommodements avec la loi peuvent être lourds de conséquences. Imaginons un détective qui place une balise sur la voiture d'un salarié supposé être en arrêt maladie pour tracer ses éventuels déplacements. Si le salarié s'en rend compte et attaque ensuite son employeur, le rapport est nul, le détective risque gros. Imaginons un détective qui sollicite un ancien collègue policier pour connaître un nom associé à une plaque d'immatriculation dans le cadre d'un adultère. Quand il laura donné au client, impossible de prévoir la suite. «Certaines personnes peuvent voir rouge et agresser celui ou celle qui l'aura trompé, voire l'amant ou la maîtresse», explique Anconi. Devant un tribunal, il sera demandé comment le renseignement a été obtenu. Illégalement. Le détective risque alors la perte de son agrément. Il ne faut pas jouer avec ça.» Et beaucoup de détectives de râler contre une partie de la profession qui a tendance à s'écartez des règles. «Ils font du tort au métier. Poursavoir à qui appartient une voiture, je la file, je vois où le conducteur réside et je regarde les boîtes aux lettres», poursuit Anconi.

Si les enquêteurs privés n'ont plus de droits que leur cible et beaucoup de devoirs à respecter, comment peuvent-ils opérer efficacement? «L'idée, c'est d'être proactif», précise Anconi. Prenons un soupçon d'adultère, par exemple, avec une surveillance qui ne donne rien. La cliente insiste. On va alors mettre en place des conditions favorables: lui demander de s'absenter un week-end pour permettre que son conjoint rencontre sa maîtresse.» Concernant des soupçons de vol sur un chantier, la mise en place de la surveillance s'organisera un jour où le contremaître sera absent et où la marchandise sera moins protégée.

«Changer de casquette»

Détective est aussi un métier solitaire, qui peut revêtir deux formes différentes: d'un côté les directeurs d'agence (tous peuvent l'être en micro-entrepreneuriat) et, de l'autre, ceux qui préfèrent rester sous-traitants. «Le plus souvent, ils n'ont pas envie de s'ennuyer avec les clients, rapporte Emmanuelle, ce qui signifie les recevoir en rendez-vous et leur dire éventuellement ensuite: "Eh bien non, votre partenaire n'est pas infidèle, on n'a rien trouvé. Ça fera quand même 2 000 euros." Car nous sommes comme les médecins, nous avons une obligation de moyens mais pas de résultat.» Ces détectives préfèrent donc rester sur le terrain, sans responsabilités, à suivre des lièvres et changer de casquette à chaque coin de rue. Ils sont alors payés bien en dessous du tarif (par ailleurs libre) des agents de recherche, lequel se situe de 80 (en province) à 120 (Paris) euros de l'heure. Sans les frais. «Chaque jour, une trentaine d'agents privés filent des individus sur Paris. Ils se connectent à une sorte de bourse du travail pour détectives, le REP (Réseau des enquêteurs privés) et choisissent des missions en sous-traitance», explique Emmanuelle.

D'autres agents, également sous-traitants, optent, eux, pour le travail de recherche posté. Spécialistes de l'enquête civile, ils connaissent par cœur les portails internet des administrations, scrutent les réseaux sociaux et parviennent à obtenir des informations sur les cibles, à la demande d'autres détectives. Car, bien souvent, ces derniers, y compris les étudiants, ne sont pas experts pour débusquer des informations ouvertes. «On utilise

«Soixante pour cent d'une filature se joue derrière nous, dans le rétro, pour sélectionner des voitures pas trop lentes, pas trop importantes mais suffisamment larges pour nous camoufler, qu'on va laisser passer entre la cible et nous.»

Christophe Anconi
détective à Metz

différents moteurs de recherche, on affine avec les opérateurs booléens, c'est-à-dire et / ou / sauf... C'est le bonheur quand on parvient à un résultat, mais on préfère le terrain», martèle Lola.

L'apprentie détective a quitté la Maison des métiers de Montpellier. En ce début mai, elle est en stage depuis un mois dans le sud-est de la France. Comme ses autres camarades, elle retournera à l'Ifar début juillet et passera son examen en septembre. A-t-elle eu des surprises lors de ses premières missions professionnelles? «Ça ressemble à ce que j'avais imaginé. Rien ne m'a choqué, j'adore! raconte-t-elle au téléphone. J'ai fait pas mal d'adultères et de fraudes à l'assurance. Du terrain. Ça s'est bien passé, faut pas être parano et rester naturel, les gens ne remarquent rien.»

Lilian, en stage en Occitanie, a lui mesuré qu'il devait se mettre à niveau dans l'achat de matériel. «J'ai dû faire des photos nocturnes, compliqué si on n'a pas un très bon appareil pour saisir les plaques d'immatriculation. Il a fallu que je retourne prendre à nouveau en photo le véhicule.» Idem pour les caméras. «On reste en planque tellement longtemps qu'il vaut mieux tout filmer pour ne pas rater les cinq secondes décisives où une porte va s'ouvrir. Du coup j'ai carrément acheté une batterie externe pour camping-car afin de pouvoir filmer en continu pendant sept à huit heures.»

Lilian aussi s'est retrouvé immédiatement sur le terrain, en mission de 13 heures à 1 heure du matin dès son premier jour de stage, avec planque à la clé. «Dans ce métier, la patience est d'or. Il y a une tension permanente alors qu'on est immobiles dans la voiture. Du coup j'ai acheté un petit coussin pour mon dos.»

Lola abonde: «Le confort est primordial. Il faut l'organiser. On peut se dire que ce n'est pas fatigant d'attendre cinq ou six heures à ne rien faire, mais si on ne se met pas à l'aise, c'est très dur.» Après tout, Sherlock Holmes – le privé préféré de Lola – réfléchissait vautré dans son fauteuil et Magnum – celui de Lilian – effectuait des filatures au volant d'une Ferrari rutilante.

Quant à la grande interrogation de Conversano restée en suspens, nous lui avons demandé la réponse par messagerie. Alors, quel est le comble pour un détective? «C'est de ne pas suivre, évidemment! Je pose cette question quand les élèves décrochent en cours. Ça marche bien.» ◀

(1) Les prénoms des étudiants ont été modifiés.

(2) Le prénom a été modifié.

MUSIQUE IMAGES LIVRES FOOD RADAR



C'est le week-end

Rendez-vous chaque samedi dans

Libération



LIBÉ.FR

Aux îles Canaries, des réfugiés mineurs victimes de violence et d'insultes racistes

Après de graves accusations portées par des adolescents migrants, évoquant un climat de violence, d'intimidation et de discrimination raciale, un tribunal a ordonné la fermeture d'un centre pour mineurs non accompagnés sur l'île espagnole de Grande Canarie. Neuf employés ont été arrêtés. PHOTO A. GANDOLFI



Des messages de condoléances sont déposés sur les lieux du double meurtre, à Washington, jeudi. PHOTO KEN CEDENO. REUTERS

En Israël, accusations tous azimuts après le double meurtre de Washington

Après l'attentat qui a coûté la vie à deux jeunes employés de l'ambassade israélienne aux Etats-Unis, le gouvernement Nétanyahou multiplie les accusations contre son opposition et la communauté internationale.

Par
NICOLAS ROUGER
Correspondant à Tel-Aviv

Israël s'est réveillé dans la stupeur jeudi matin, les portables vibrant de multiples alertes sur l'assassinat de deux employés de leur ambassade à Washington. La

presse a immédiatement relayé les histoires personnelles de Yaron Lischinsky et Sarah Lynn Milgrim, qui s'apprêtaient à se fiancer. Dans l'océan de morts anonymes des dix-neuf derniers mois de guerre, ils ont des noms et des visages. Il avait 30 ans et elle 26. Il avait émigré en Israël depuis l'Allemagne, dont il avait toujours le passeport, à 16 ans, par passion sioniste ; elle, américaine, avait grandi au Kansas. Il était chrétien évangélique, un profil rare dans les institutions israéliennes ; elle était juive, attirée par la résolution de conflit et la foi ; il projetait de demander sa main la semaine prochaine à Jérusalem.

Les drapeaux des missions israéliennes à l'étranger, et celui de leur ministère en Is-

raël, ont été mis en berne. La sécurité autour des ambassades et lieux «liés à la communauté juive», comme l'a souligné le ministre français de l'Intérieur, Bruno Retailleau, a été renforcée, en France et ailleurs dans le monde.

Responsables. Le ministre israélien des Affaires étrangères Gideon Saar l'a affirmé pendant sa conférence de presse, jeudi matin : Yaron était «un guerrier sur le front diplomatique, mort comme un soldat au combat». La guerre n'est pas seulement sur le terrain, «mais aussi dans le champ cognitif, éthique et politique», a écrit le numéro deux du ministère, Eden Bar Tal, à ses employés, en leur rappelant qu'ils étaient la première ligne de défense contre la «délégiti-

mation» d'Israël. Que Yaron Lischinsky et Sarah Milgrim soient soldats ou victimes, il n'existe, pour le ministre, aucun doute sur ce qui a motivé le tueur : «l'incitation à la violence des leaders de plusieurs pays... surtout en Europe», a dit sans ciller Gideon Saar. Une «légende du sang» propagée par «Emmanuel Macron, Keir Starmer et Mark Carney», a renchéri de son côté le ministre de la Diaspora, Amichai Chikli.

Et localement, d'autres coupables, comme des brebis galeuses à l'intérieur même de la société israélienne, ont été aussi désignés comme responsables de cet acte haineux et antisémite. Amichai Chikli les désigne nommément : c'est l'ancien Premier ministre Ehud Olmert, «les propagandistes de l'OLP et du

Hamas au Haaretz», ou encore l'ancien général Yaïr Golan, leader de la gauche israélienne, «un partenaire à part entière», rien de moins, de l'attaque de mercredi.

Les influenceurs de droite sur la chaîne 14 – le CNews local – et les réseaux sociaux y ont ajouté, en vrac, tous ceux qui disent du mal de

«L'attaque montre que même en plein centre de Washington, c'est dangereux d'être juif.»

Dana habitante de Tel-Aviv

l'armée, relayant les prises de parole des politiciens les plus outranciers, qui appellent tout simplement à leur emprisonnement. Yaïr Golan, président du parti des Démocrates, leur a répondu immédiatement, accusant pour sa part «le gouvernement kahaniste de Nétanyahou, qui souffle sur les braises de l'antisémitisme et de la haine d'Israël», d'être responsable de l'attaque.

Trentenaire. Jeudi en fin de journée, les seuls éléments ayant filtré sur le tireur donnaient l'identité du suspect arrêté : Elias Rodriguez, âgé de 30 ans et originaire de Chicago, inconnu des services de police. Selon des témoins, il aurait été initialement pris par erreur pour une victime par le personnel chargé de la sécurité, avant de sortir un keffieh et de dire «c'est moi qui l'ai fait, je l'ai fait pour Gaza», a raconté un autre témoin à l'AFP. Il aurait aussi scandé : «Libérez la Palestine !»

Si les condamnations de cet acte violent à travers le monde se sont multipliées, la France s'est indignée des propos du chef de la diplomatie israélienne accusant des pays européens d'*«incitation à la haine»*. Il s'agit de «propos parfaitement outranciers et parfaitement justifiés», a estimé Christophe Lemoine, porte-parole du ministère français des Affaires étrangères. «La France a condamné, la France condamne et la France continuera à condamner toujours et sans ambiguïté tout acte antisémite», a-t-il souligné.

Toutes ces vociférations, internes et externes, passent au-dessus de la tête de la majorité des Israéliens. Ils ont d'autres inquiétudes. «L'attaque montre que même en plein centre de Washington, c'est dangereux d'être juif», dit Dana, une mère de famille qui habite dans la banlieue de Tel-Aviv. Pas Israélien ? «C'est la même chose», répond Dana, qui dit remettre en question ses plans de voyage à l'étranger. Certains y voient aussi une raison de plus de rester campés derrière la sécurité d'un Etat fort et intransigeant et de continuer la guerre à Gaza, où au moins 52 Palestiniens ont été tués ce jeudi. ◆

LIBÉ.FR



Procès Le Scouarnec: «Ce dossier est celui de la perversion chimiquement pure»

Depuis trois jours, et jusqu'à ce vendredi matin, les avocats des parties civiles se succèdent à la barre pour plaider devant la cour criminelle du Morbihan. Ils ont réhumanisé leurs clients, effacés par la perversion froide du chirurgien pédocriminel de 74 ans, jugé depuis mi-février.

PHOTO THÉOPHILE TROSSAT



PHOTO AFP

Football Eugénie Le Sommer et Wendie Renard écartées de la sélection

La meilleure buteuse de l'histoire de l'équipe de France, Eugénie Le Sommer, l'emblématique capitaine Wendie Renard ainsi que la cadre Kenza Dali n'ont pas été retenues dans la liste, officialisée jeudi, des 24 joueuses qui disputeront la dernière phase de Ligue des nations (de fin mai à début juin) et l'Euro de football en Suisse, en juillet. Le sélectionneur, Laurent Bonadei, a assumé «un choix difficile» pour valoriser des «joueuses plus jeunes qui représentent l'avenir», aux côtés tout de même de coéquipières plus capées, comme Kadidiatou Diani ou Grace Geyoro. (avec AFP)

Le climat de l'Antarctique peut-il être protégé par la crotte de manchots?

Depuis l'espace, l'immensité blanche du continent antarctique se constelle parfois de minuscules points noirs: le guano de manchots. Ces indices repérés par satellite permettent aux scientifiques de suivre des colonies de milliers de ces oiseaux marins emblématiques du pôle Sud. Et d'après une nouvelle étude publiée jeudi dans la revue *Nature Communications Earth and Environment*, les fientes de manchots pourraient permettre de limiter, dans une certaine mesure, le réchauffement climatique de la région. Le phénomène d'apparence incongrue s'explique par les gaz s'échappant des déjections animales. En 2023, le doctorant américain Matthew Boyer et ses collègues de l'université d'Helsinki (Finlande), en partenariat avec les instituts météorologiques finlandais et argentins, ont mesuré la concentration d'ammoniac dans l'air dans une zone à l'extrême de la péninsule antarctique, et se sont rendu compte que lorsque le vent soufflait en direction d'une colonie de 60000 manchots Adélie située à environ 8 ki-



Sur l'île Paulet, en Antarctique. PHOTO LIGHTROCKET

lomètres, la concentration de ce gaz incolore et irritant augmentait drastiquement, pour atteindre plus de 1000 fois la valeur de référence dans l'air. Or, «l'ammoniac s'échappant joue un rôle déterminant dans la formation des nuages et du brouillard», explique Matthew Boyer. Combiné aux composés de soufre provenant du phytoplancton, ce gaz permet la formation d'aérosols, qui engendrent la formation de noyaux de condensation, ces particules à l'origine des nuages. Reste à savoir si ces nuages agissent comme une couche protectrice entre la calotte polaire et les rayons du soleil, permettant de ré-

duire la température au niveau du sol.

L'hypothèse est plausible mais difficile à confirmer, explique le chercheur: «Nous savons que la couverture nuageuse permet de diminuer la température de surface de l'océan. Sur la calotte glaciaire, il y a moins de certitude.» La couleur blanche de la glace et de la neige réfléchit les rayonnements solaires vers l'atmosphère, rendant les liens entre nuages et climat difficiles à analyser. S'il est trop tôt pour affirmer que les manchots participent, grâce à leurs fientes, à la lutte contre le réchauffement, ils jouent un rôle dans l'évolution du microclimat

de la région, illustrant les liens entre les crises du climat et de la biodiversité. Moins marqué qu'en Arctique, notamment grâce à la capacité de l'océan Austral à absorber la chaleur, le réchauffement touche tout de même fortement l'Antarctique. Et «le changement du climat modifie les écosystèmes, tandis que le bouleversement de ces derniers vient ajouter des changements au climat. C'est un cercle infernal», abonde Zoé Brasseur, coauteure de l'étude.

Malgré la distance qui sépare nos sociétés du pôle Sud, les mésaventures de l'Antarctique sont liées au quotidien des humains: chute de la banquise signifie chute du krill (crustacés à la base de la chaîne alimentaire) avec des conséquences sur la pêche, désintégration des zones les plus fragiles du continent, donc des glaciers qui, en s'écoulant dans l'océan, feront augmenter le niveau des mers, menaçant les îles du Pacifique comme les villes côtières. Matthew Boyer conclut: «Tout le monde a intérêt à savoir ce qu'il se passe en Antarctique.»

JULIE RENSON MIQUEL

80

C'est le nombre de «métiers en tension» dans la liste finalement publiée jeudi au Journal officiel, après plusieurs reports. Issue de la loi immigration de janvier 2024 et de négociations entre gouvernement, syndicats et patronat, cette recension détermine, région par région, les secteurs dans lesquels les travailleurs étrangers peuvent être régularisés, en justifiant de douze mois de bulletins de salaire au cours des 24 derniers mois et de trois ans de résidence en France. On y trouve l'hôtellerie-restauration, mais aussi des emplois comme les «agriculteurs salariés», les «aides à domicile et aides ménagères» et les «maîtriers-horticulteurs salariés».



«Nous, les mecs de gauche, on leur casse la gueule. Faites le salut nazi ou je vous butte.»

LE PRÉVENU MATHIS P. lors de l'agression d'étudiants à Angers en janvier pour laquelle il a été condamné

Trois hommes ont été condamnés à quatre, six et douze mois de prison avec sursis mercredi devant le tribunal correctionnel d'Angers (Maine-et-Loire) pour des faits de violences et, pour Mathis P., déchu de ses droits civiques pour trois ans, d'apologie publique de crime contre l'humanité. Les faits remontent à la nuit du vendredi 17 au samedi 18 janvier. Il n'est pas loin de 3 heures du matin quand quatre étudiants sont interpellés par cinq jeunes. «Toi, tu es de gauche?» demande Mathis P., âgé de 21 ans. Réponse positive. «Nous, les mecs de gauche, on leur casse la gueule.» Puis: «Faites le salut nazi où je vous butte.» Viennent ensuite des gifles et des coups de pied. Si les trois hommes de 19, 20 et 21 ans ont reconnu les faits, Mathis P. a nié toute «prémeditation politique».

L'article de notre correspondant en intégralité sur Libé.fr

Inondations En Australie, trois morts et 50 000 personnes bloquées

Des pluies torrentielles dans l'est de l'Australie ont fait trois morts, un disparu et piégé près de 50 000 personnes jeudi. Dans plusieurs régions, il a tombé en trois jours plus de la moitié des précipitations annuelles, selon le bureau météorologique du gouvernement. «Nous constatons dans les affluents, les ruisseaux et les rivières des niveaux [inédits] depuis 1920», a affirmé Chris Minns, Premier ministre de l'Etat de Nouvelle-Galles du Sud. 2500 secouristes ont été déployés, ainsi que des bateaux de sauvetage, une flotte d'hélicoptères et des centaines de drones de recherche.



LIBÉ.FR

Roland-Garros : du lourd pour les Français, un duel tricolore pour la der de Gasquet

Le tirage au sort, effectué jeudi par le joueur du PSG Ousmane Dembélé, n'a pas été très clément pour les joueurs français. Arthur Fils, Ugo Humbert, Varvara Gracheva... Tous ou presque, et notamment chez les hommes, pourraient croiser rapidement un gros poisson dans le tournoi qui débute dimanche porte d'Auteuil, à Paris. PHOTO AFP

Rugby : à Bordeaux, l'Union fait la force

Issue de la fusion des clubs de Bordeaux et Bègles en 2006, l'UBB part à la conquête, ce samedi, d'un premier sacre international face aux Anglais de Northampton lors de la finale de la Coupe d'Europe. En Gironde, l'engouement est total.

Par
GILLES RENAULT

En sport, comme ailleurs, nul ne saurait conseiller de vendre prématurément la peau de l'ours. Pour autant, samedi, à 15 h 45, c'est bien avec un statut de grand favori que l'Union Bordeaux-Bègles (UBB) pénétrera sur la prestigieuse pelouse du Principality Stadium de Cardiff, en finale de la Coupe d'Europe. Un paradoxe s'agissant d'un club encore au seuil de la reconnaissance internationale, opposé à un adversaire, les Anglais de Northampton, dont les étagères sont déjà garnies d'une Coupe d'Europe (en 2000, l'épreuve ayant changé plusieurs fois de nom et de formule s'appelait à l'époque H Cup), plus deux trophées du Challenge européen (considéré comme le lot de consolation, en 2009 et 2014) et deux titres nationaux (2014 et 2024), là où les Girondins, seulement nés en 2006 dans leur configuration actuelle, guignent un premier sacre... qui ne pourrait plus être qu'une question d'heure (es).

Car oui, malgré un exploit de Northampton en demi-finale de la compétition face à la province irlandaise du Leinster (37-34), on promet quand même l'enfer aux Saints des Midlands, décimés par les blessures, et actuels modestes huitièmes d'un championnat qui ne compte que dix équipes, contre une UBB qui, elle, casse la baraque. Alors, certes, contrairement aux apparences, la Champions Cup (coupe d'Europe, élargie aux



L'ailier de Bordeaux-Bègles Louis Bielle-Biarrey. PHOTO ROMAIN PERROCHEAU.AFP

clubs d'Afrique du Sud, qui n'y ont fait jusqu'à présent que de la figuration) est moins relevée, donc moins compliquée à remporter, que le Top 14 – en comparaison duquel les autres compétitions étrangères apparaissent pâlichonnes : à titre indicatif, Bordeaux n'a dû disputer que sept matches avant d'atteindre la finale, dont cinq à la maison, sous une pluie d'essais. Un sans-faute, ni frayeur, la victoire la plus serrée de la campagne 2024-2025 s'étant conclue sur un écart de douze points !

Entente. Mais, ne fût-ce que de par sa dimension internationale, le titre reste convoité. Il validerait la progression constante du club depuis plusieurs saisons (à rapprocher du boum du Stade Rochelais, au début des années 2020). Comme Toulouse l'a vécu à ses dépens en demi-finale de la compétition (35-18), le cock-

tail bordelais sait même se révéler explosif : à l'image du jeune ailier, Louis Bielle-Biarrey, sur un nuage depuis de longs mois (il a été élu meilleur joueur du dernier Tournoi des Six nations), l'équipe développe un jeu attrayant, où flambe sans doute le meilleur escadron de trois-quarts actuellement en activité sur terre – et dans les airs.

Le public est au rendez-vous, avec une moyenne à domicile supérieure à 30 000 spectateurs par match, dont 17 000 abonnés, qui vaut à l'UBB, depuis une dizaine d'années, le record de fréquentation nationale, et même mondiale, dans le rugby pro. Cette félicité ovale s'ancre dans la débâcle du foot aquitain (ancienne institution, les Girondins viennent de finir leur saison à la quatrième place du groupe B de Nationale 2, échelon amateur où ils ont été rétrogradés l'an dernier). Elle est surtout

le fruit de la fusion réussie de deux voisins rivaux, le Stade Bordelais université club (SBUC) et le CA Bègles, alors fanés.

Un pacs qu'aurait pu célébrer le générique de la série *Amicalement vôtre*, entre d'un côté, le fief bourgeois de province, et de l'autre, le bastion popu – et longtemps coco – de la périphérie, amenés à faire cause commune, conformément au terrain d'entente trouvé par les deux édiles, l'UMP Alain Juppé et le Vert Noël Mamère en 2006. Même concorde, neuf ans plus tard, quand le stade Chaban-Delmas de Bordeaux est désigné pour jouer tous les matches, tandis que le non moins centenaire stade André-Moga, à Bègles, restera dédié aux entraînements et à la formation.

«*Un antagonisme quasi séculaire avait forgé les mentalités chauvines. Mais, il fallait dépasser ces vieilles querelles, qui auraient fini par*

engloutir les deux clubs. Au lieu de quoi, un mélange de détermination et de bonne entente avec Alain Juppé a permis à cette nouvelle structure de se mettre en place sans difficulté majeure», rembobine Noël Mamère, maire de Bègles de 1989 à 2017, qui se souvient avoir «à peine dû batailler» pour que le nom de sa ville survive à la fusion. Laquelle, précise l'ancien candidat à la présidentielle 2002, n'a concerné «que l'échelon professionnel», les équipes amateurs et espoirs gardant leurs ADN respectifs.

«Mais, ajoute Noël Mamère, si on parle aujourd'hui de réussite, sur le plan aussi bien économique que sportif, le mérite en revient bien à Laurent Marti, qui dirige depuis 2007 ce qui est aussi une entreprise», avec, cette saison, «seulement» le septième budget (autour de 34 millions d'euros) du championnat français. Ce qui n'empê-

che pas l'UBB d'occuper la deuxième place du Top 14, avec le solide espoir d'une place en finale, le 28 juin.

«Certitude». En attendant, la liesse pourrait survenir plus tôt, si les hommes de l'entraîneur Yannick Bru, fin technicien et homme posé (l'ex-Toulousain ayant succédé, en 2023, au plus pittoresque Christophe Urios, avec qui la greffe n'avait localement pas pris), imposent ce rythme trépidant qui est le leur. «Une certitude, témoigne sous sarment un fin connaisseur du biotope girondin, dorénavant, du marché des Capucins aux terrasses des cafés, tout le monde parle de l'UBB, qui est vraiment devenu tendance. Même le maire, Pierre Hurmic, dont on ne connaît pas de passion déclarée pour le rugby, se rend au stade... qui, à un an des prochaines municipales, revêt aussi un enjeu électoral.» ◀

annonces légales

legales-libe@teamedia.fr

01 87 39 84 00

Libération est officiellement habilité pour l'année 2025 pour la publication des annonces légales et judiciaires par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements 75/93/94 pour le print. Et pour le digital 3/59/75/78/91/93/94. La tarification au caractère (espace inclus) des annonces judiciaires et légales est définie par l'arrêté du ministère de la Culture et la Communication du 22 décembre 2024. La tarification est la suivante pour les départements d'habitation de LIBÉRATION : Constitution de sociétés civiles et commerciales : tarif forfaitaire : Société anonyme (SA) 395€ HT - Société par actions simplifiée (SAS) 197€ HT - Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) 141€ HT - Société en nom collectif (SNC) 218 € HT - Société à responsabilité limitée (SARL) 147 € HT - Société à responsabilité limitée unipersonnelle (dite « entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée », EURL) 123€ HT. CLOTURE des sociétés civiles ou commerciales : 110 € HT LES TARIFS annonces légales au caractères (espace inclus) Hors constitutions et nominations des liquidateurs, clôtures : 75/94/93 (0,237 € HT).

94 VAL-DE-MARNE**Divers société****LADL ESTHÈTE**

SAS au capital de 5000 € Siège social : 10 AVENUE AUBERT 94300 VINCENNES RCS CRETEIL 901289165 Par décision de l'associé Unique du 28/03/2024, il a été pris acte de la révocation Directrice Générale Mme BOUSSALHAM Anissa à compter du 28/03/2024. Modification au RCS de CRÉTEIL.

Votre journal**Libération**de 9h à 18h au 01 87 39 84 00
ou par mail legales-libe@teamedia.frest habilité
pour toutes
VOS ANNONCES LÉGALES
sur les départements

75 93 94

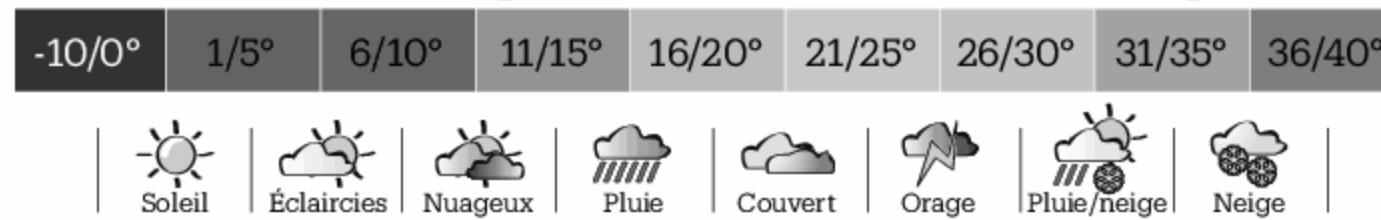
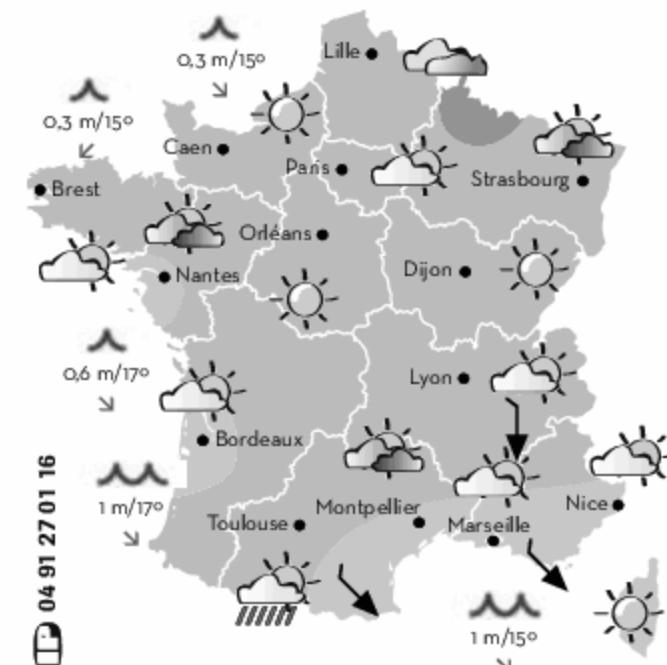
Vous voulez passer une annonce dans**Libération****Vous avez accès à internet ?**

Découvrez notre site de prise d'annonce en ligne

<http://petites-annonces.libération.fr>**VENDREDI 23**

Matinée assez bien ensoleillée sur une bonne partie du pays. Mais, les nuages sont tout de même nombreux des Pyrénées à Rhône-Alpes.

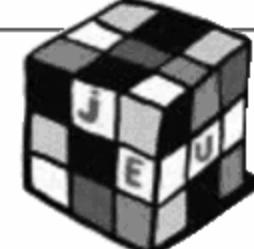
L'APRÈS-MIDI Au sud de la Garonne ainsi que sur les reliefs d'Auvergne et de Rhône-Alpes, les cumulus sont nombreux. Au nord de la Seine, le ciel est variable. Partout ailleurs, le soleil est bien présent.



FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	6	15	Lyon	9	18	Alger	17	18
Caen	9	16	Bordeaux	13	22	Berlin	7	14
Brest	11	19	Toulouse	10	19	Bruxelles	7	15
Nantes	10	21	Montpellier	12	23	Jérusalem	16	26
Paris	9	17	Marseille	14	24	Londres	7	19
Strasbourg	8	15	Nice	13	21	Madrid	10	24
Dijon	11	18	Ajaccio	12	20	New York	8	12

répertoireannonces@teamedia.fr
01 87 39 82 89 / 01 87 39 82 95**MUSIQUE****Disquaire achète au meilleur Prix****DISQUES VINYLES**
33T - 45T - CD
TOUS STYLES
TOUTES QUANTITÉSJazz - Pop - Rock
Musique Classique
Metal - Punk
Soul - Funk - House
World
(Afrique, Antilles, Maghreb)
Reggae - Hip Hop**Gros Stocks et Collections****Contactez-nous**
07 69 90 54 24**MATÉRIEL AUDIO**Platines - Hi-Fi -
Amplis - Cellules - DJ
Jeux Vidéos - Consoles**Déplacement en France avec respect des mesures sanitaires en vigueur.****Réponse très rapide PAIEMENT CASH****Entre-nous**entre nous@teamedia.fr
01 87 39 80 20**MESSAGES PERSONNELS**Printemps éclate, file.
Ma peine aussi. Loin.
Rv amical, repère.**Immobilier**immo-libe@teamedia.fr
01 87 39 80 20**Université américaine (EDUCO) cherche familles Paris (1er au 20ème arrdt)** pour hébergement rémunéré d'étudiants (1030€/mois) chambres individuelles petit déjeuner tous les jours 3 repas par semaine Durée du séjour : septembre à décembre et/ou janvier à fin mai **Tél : 09.77.35.00.58****Libération**www.libération.fr
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@libération.fr**édité par la SARL Libération**
SARL au capital de 23 243 662 €
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
RCS Paris : 382.028.199
Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS**Cogérants**
Dov Alfon,
Amandine Bascoul-Romeu**Directeur de la publication**
Dov Alfon**Directeur de la rédaction**
Dov Alfon**Directeur délégué de la rédaction**
Paul Quinio**Directrices adjointes de la rédaction**
Stéphanie Aubert,
Hamdam Mostafavi,
Lauren Provost,
Alexandra Schwartzbrod**Directeur artistique**
Nicolas Valoteau**Rédacteurs en chef**
Michel Beccuembois (spéciaux), Laure Bretton, Gilles Dhers (pilotes web), Christian Losson (enquête), Eve Roger (actu)**Rédacteurs en chef adjoints**
Lilian Alemagna (France), Anne-Laure Barret (environnement), Lionel Charrier (photo), Cécile Daumas (L.), Sonia Delesalle-Stolper (monde), Fabrice Drouzy (suppléments), Yoann Duval (forums), Matthieu Ecoiffier (idées), Quentin Girard (modes de vie), Cédric Mathiot (checknews), Camélia Paugam (actu), Didier Périon (culture)**ABONNEMENTS**
Site : abo.libération.fr
abonnement@libération.fr
tarif abonnement 1 an France métropolitaine : 384€
tél. : 01 55 56 71 40**PUBLICITÉ**
Libé plus
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publicite@libération.fr**PETITES ANNONCES & CARNET**
10, bd de Grenelle
75013 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr**IMPRESSION**
Midi Print (Gallargues), POP (La Courneuve), Nancy Print (Jarville), CILA (Héric)
Imprimé en France**ACPM**
LE TRI + FACILEMembre de l'ACPM.
CPPAP: 1125 C 80064.
ISSN 0335-1793.
Origine du papier: France
Taux de fibres recyclées: 100 % Papier détenteur de l'Eco-label européen N° FI/37/01**Indicateur d'eutrophisation:**
PTot 0.009 kg/t de papier
La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents. Pour joindre un journaliste par mail : initiale du prénom.nom@libération.fr**SUDOKU 5547 MOYEN**

8	7	5	6					
5		4	6					
	7	2		9	5			
6	5	1	3		7	8	2	
		6	8			9		
8	3	2		1	6			
3	2	4		9	6			
		5				3		
7	4	3	2					



Solutions des grilles précédentes

MOYEN

6	4	9	2	7	1	3	8	5
4	9	1	5	2	3	6	7	8
3	6	5	7	8	1	4	9	2
5	7	3	1	9	6	8	2	4
2	8	9	3	5	4	7	6	1
6	1	4	8	7	2	9	5	3
7	3	8	4	6	5	2	1	9
1	4	2	9	3	7	5	8	6
9	5	6	2	1	8	3	4	7

SUDOKU 5547 DIFFICILE

4			5					
	6	7	8			2		
1		3		7	6			
	7	4		6	8	3		
6			4	9	8	1		
	2	7	1		6			
2		1	5		8			
	8			1	5			
		8			2			

DIFFICILE**Libération**
La boutique

Retrouvez les derniers numéros de « Libération » et nos collectors sur notre boutique

IDÉES /

Face aux souverains grotesques, organisons la résilience citoyenne

La philosophie, qui vient de rejoindre le Pôle rayonnement de l'armée de terre, oppose la résilience populationnelle à l'ubuesque de la situation mondiale incarnée par les prises de positions grotesques de Trump, de Milei ou de Xi Jinping.

Donald Trump aux Etats-Unis, Vladimir Poutine en Russie, Xi Jinping en Chine, Javier Milei en Argentine... Michel Foucault parlerait d'une démultiplication de la «souveraineté grotesque». Dans son cours sur les *Anormaux*, au Collège de France (1974-1975), il s'exprimait en ces termes : «Le grotesque, ou, si vous voulez, l'ubuesque, ce n'est pas simplement une catégorie d'injures, [...] on devrait, en tout cas, définir une catégorie précise de l'analyse historico-politique, qui serait la catégorie du grotesque ou de l'ubuesque. La terreur ubuesque, la souveraineté grotesque ou, en d'autres termes plus austères, la maximalisation des effets de pouvoir à partir de la disqualification de celui qui les produit : ceci, je crois, n'est pas un accident dans l'histoire du pouvoir, ce n'est pas un raté de la mécanique. Il me semble que c'est l'un des rouages qui font partie inhérente des mécanismes du pouvoir.» Autrement dit, la «souveraineté grotesque» n'est pas une anomalie ponctuelle, mais une composante structurelle du pouvoir, révélant comment certains dirigeants, en assumant ouvertement un caractère outrancier ou absurde, parviennent paradoxalement à renforcer leur domination. Aujourd'hui encore, cette analyse éclaire particulièrement les dérives populistes ou autoritaires qui menacent l'Etat de droit dans diverses régions du monde. Des dirigeants, en jouant sciemment sur la provocation, le spectacle ou la confusion entre réalité et fiction, par-

Par
CYNTHIA FLEURY



Membre du Cercle Fontenoy du Pôle rayonnement de l'armée de terre (Prat)

viennent à neutraliser les contre-pouvoirs traditionnels, à affaiblir les institutions démocratiques, et à consolider leur emprise politique malgré leur apparence absurdité. Ce grotesque, loin de déclencher une résistance collective ou une dénonciation unanime du ridicule, agit souvent comme un catalyseur de pulsions semblables chez une partie significative de la population. En effet, l'affichage explicite d'une souveraineté ubuesque produit paradoxalement une légitimation de comportements jusqu'à récemment marginalisés. Dès lors que la figure au sommet du pouvoir assume ouvertement le grotesque, elle offre implicitement une autorisation à chacun de laisser libre cours à ses propres dérives : paroles extrêmes, violences verbales, théories complotistes ou mépris assumé des faits deviennent monnaie courante. Plutôt que d'être rejetée, cette logique grotesque séduit parce qu'elle libère l'individu des contraintes habituelles du rationnel, du moral ou de l'institutionnel. Ainsi, loin d'affaiblir ceux qui incarnent cette souveraineté grotesque, ce phénomène favorise une contagion des comportements outranciers, accélérant le délitement des normes démocratiques et des gardes-fous de l'Etat de droit.

LOGIQUE CLAUSEWITZIENNE

Ce retour du grotesque politique nous renvoie directement à ce que la polémologie, l'étude scientifique de la guerre, conceptualisée notamment par Gaston Bouthoul (1896-1980), a depuis longtemps identifié : la centralité permanente du rapport de force dans les interactions humaines et politiques. De même, les enseignements de Clausewitz (1780-1831) demeurent d'une brûlante actualité lorsqu'il affirme que la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens. Aujourd'hui, nous assistons précisément à une banalisation de cette logique clausewitzienne où la guerre, explicite ou implicite, physique ou psychologique, redevient un instrument central de régulation ou, plus précisément, de dérégulation politique. Le rapport de force devient omniprésent : la menace, la démonstration de puissance, les rituels d'humiliation, la «clé de bras permanente» s'installent comme autant de nouvelles normes d'interaction politique sur la scène nationale et internationale. Face à cette évolution inquiétante, la nécessité d'une résilience populationnelle se fait impérieuse. Depuis la charte d'Aalborg, adoptée en 1994 lors de la conférence

européenne sur les villes durables, la notion de résilience s'est diffusée dans les textes de gouvernance territoriale et environnementale. On retrouve également ce concept dans l'Objectif de développement durable numéro 11 (2000) ainsi que dans les cadres d'action de l'ONU pour la réduction des risques de catastrophe de Hyogo (2005) et de Sendai (2015). Cette résilience doit être envisagée non pas simplement comme une résistance ponctuelle aux crises, mais comme un véritable système de défense durable et structuré destiné à protéger l'Etat de droit et les démocraties sociales contre les dérives autoritaires et la brutalisation du débat politique. Former une telle résilience implique une prise de conscience collective, une éducation civique approfondie, une meilleure coordination civilo-militaire, capables d'armer les individus face aux manipulations grotesques du pouvoir, aux pulsions autoritaires latentes, ainsi qu'à la tentation permanente de la guerre ou de la violence comme moyens de résolution des conflits.

PRISE DE CONSCIENCE

Si l'on peut parler aujourd'hui de «résilience populationnelle», c'est aussi parce que les armées du monde entier, et plus spécifiquement l'Otan, avec l'article 3 de son traité dédié à la préparation du secteur civil en matière de résilience, ont développé des approches intégrées pour renforcer la capacité des populations à faire face collectivement aux crises, qu'elles soient militaires, sanitaires ou environnementales. En 2020 lors de l'épidémie de Covid-19, l'opération Résilience (France) a été mise en place pour soutenir la population. Mais aujourd'hui, les modèles (en Suède, Finlande, Danemark, Estonie, etc.) se démultiplient à nouveau pour penser des nouveaux modes de «défense totale et de résilience nationale» pour former les populations à anticiper les crises et à les traverser, de la manière la plus efficace et solidaire possible. Confronté à l'impérialisme russe et à l'abandon des Etats-Unis, le Vieux Continent s'est lancé dans une course au réarmement mettant fin à trente-cinq ans d'innocence. Les Européens sont sortis de leur amnésie générationnelle en prenant conscience de l'anomalie intrinsèque que constitue la paix. Qu'en est-il en France ? Certes, il y a l'armée professionnelle, mais la question de la résilience est plus vaste que la maîtrise des armements et des stratégies militaires. Les réserves citoyennes (volontaires civils



bénévoles) et opérationnelles (volontaires militaires et civils, formés et intégrés temporairement aux forces armées pour renforcer leurs capacités opérationnelles) jouent ce rôle d'accompagner par leurs compétences civiles les enjeux d'adaptation face aux crises à venir. Christophe Barthélémy et Bernard Bon, officiers de «réserve, listaient récemment dans les Echos les processus grâce auxquels nous pourrions grandement améliorer leurs fonctionnements et leur efficience, ne



La réserve opérationnelle de l'armée de terre, à Valence (Drôme), en février.

PHOTO MILENA BERNDT. COLLECTIF DR

serait-ce qu'en créant une organisation *ad hoc* qui recense les besoins de l'armée, et leur allouent tels réservistes, en fonction de leurs compétences... Inutile de dire que nous sommes à mille lieues de la mise en œuvre d'un tel dispositif, mais aussi à mille lieues chez les citoyens de comprendre qu'il sera difficile, demain, de ne pas se former – de façon technique, éthique, et organisationnelle – à ces enjeux de défense et de soutenabilité des démocraties et des Etats sociaux de droit. ♦

Louis Sarkozy, Claude Chirac, Gilbert Mitterrand... Vacciner la France contre le népotisme

S'il est difficile d'empêcher un citoyen de se présenter à des élections, le népotisme doit redevenir honteux pour protéger efficacement la population contre les fils de présidents.

Malheureusement, si vous avez une mère, un père, un frère, une sœur, une fille ou un fils travaillant aux Nations unies, vous ne pouvez pas être considéré pour un emploi à l'ONU. L'organisation, qui regroupe 193 Etats, a instauré cette interdiction de recruter un membre de la famille de l'un de ses fonctionnaires dès ses débuts en 1948. Une manière de lutter contre le népotisme, c'est-à-dire les passe-droits, courtes échelles et autres faveurs accordés à des proches. «L'ONU doit veiller à ce que toutes les décisions de recrutement soient prises uniquement sur la base du mérite et des compétences et non de liens familiaux», explique à Libération Alessandra Vellucci, directrice du service d'information des Nations unies à Genève. *Cette règle existe en vertu d'un principe d'intégrité, d'indépendance et de neutralité.*»

Nepo baby. «Le népotisme, c'est la vie», claironnait Eric Trump, le fils de Donald Trump, dès l'arrivée au pouvoir de son père en 2017. A rebours des principes de l'ONU, les enfants de politiques mettent leurs pas dans ceux de leurs parents, et les enfants de stars deviennent des stars en toute décontraction. Depuis 2022, le terme «nepo baby» (enfant du népotisme) est entré dans le langage courant par la jeune génération TikTok qui n'en peut plus de se farcir les enfants des personnalités et réclame plus d'égalité. En France, depuis quelques mois, un «fils de» occupe beaucoup d'espace depuis qu'il a décidé de rentrer au bercail après son école militaire aux Etats-Unis. Avec pour seul fait d'armes un livre sur Napoléon, Louis Sarkozy, 28 ans, publie une tribune hebdomadaire dans *Valeurs actuelles*, «le magazine de la droite qui s'assume», pérore toutes les semaines sur tous les sujets encore sur LCI dans le débat Sarko-Garrido, et laisse entendre qu'il pourrait se présenter aux municipales à Menton. «Louis Sarkozy est traité comme le dauphin, interrogé sur les affaires du monde, avec une complaisance qui en dit long sur notre monarchie présiden-

telle», commente l'ex-insoumise Raquel Garrido dans le portrait que nous lui avons consacré.

Sommes-nous condamnés à subir ces pratiques d'Ancien Régime? Après avoir dû renoncer à présenter son fils aîné, Jean Sarkozy, comme président de l'établissement public pour l'aménagement de la région de la Défense en 2009, Nicolas Sarkozy téléguidé depuis son cadet sur LCI, média détenu par son ami Martin Bouygues, qui n'est autre que le parrain de Louis Sarkozy. Plus c'est gros, plus ça passe? Et tant pis si le jeune droitard va jusqu'à déclarer dans *le Monde* qu'il «brûler[ait] l'ambassade, stopper[ait] tous les visas» s'il était au pouvoir pour s'opposer à l'arrestation de l'écrivain Boualem Sansal en Algérie. En 2017, il avait déjà écrit un livre avec sa mère, Cécilia Attias, *Une envie de désaccord(s)*. Tous deux étaient reçus sur France 5 dans *Cl'hebdo* pour en assurer la promotion. «Je n'ai aucune illusion et je sais que mon accès aux médias de France est facilité par mon nom de famille», reconnaît Louis Sarkozy sur BFM. Je n'ai aucune illusion, mais je n'ai aucune gêne non plus.» Comment faire alors pour que le népotisme redevienne gênant?

Louis Sarkozy n'a pas inventé la poudre. Si l'on s'en tient uniquement aux ex-présidents de la Ve République, sept de leurs enfants ont embrassé des carrières politiques. Philippe de Gaulle (mort en 2024), fils du Général, a été sénateur de 1986 à 2004. Alain Pompidou (mort en 2024), fils adoptif de Georges et professeur de médecine, devient député européen de 1989 à 1999. Henri Giscard d'Estaing, fils de VGE, est élu en 1979 conseiller général de Loir-et-Cher à l'âge de 22 ans, soit le plus jeune élu à ce poste en France. Son frère cadet Louis Giscard d'Estaing est conseiller régional en Auvergne-Rhône-Alpes depuis 2016, après avoir été député et maire. Gilbert Mitterrand, cadet de François, a été député pendant plus de 15 ans et maire de Libourne pendant 22 ans. Claude Chirac a été conseillère de Jacques Chirac lorsqu'il était maire de Paris et a continué cette activité lorsqu'il est devenu président. En 2021, elle se présente à une élection et devient conseillère départementale en Corrèze, dans les terres familiales. Enfin, Jean Sarkozy a été conseiller général dans les Hauts-de-Seine pendant sept ans.

Illustration de l'*«héritocratie»* conceptualisée par le sociologue Paul Pasquali, cette reproduction sociale avait été l'objet d'un débat public lors du court et catastrophique passage d'Amélie Oudéa-Castéra à l'Education nationale en 2024. «Les élites

ne se contentent pas de se reproduire, elles se battent pour cela», analysait Pasquali dans *Libé*. Et si on prenait exemple sur l'ONU pour lutter contre ce fléau? C'est mal parti, selon Marc Abélès, directeur d'études à l'EHESS qui a publié en 2000 *Un ethnologue à l'Assemblée* (Odile Jacob). Il invoque le principe constitutionnel d'égalité des citoyens devant la loi: «*On ne pourra pas mettre un citoyen au ban de la politique en l'empêchant de se présenter parce qu'il est fils de ou fille de. Quand vous faites de la politique, vous devez vous faire élire, et il n'est pas sûr que ça marche. Exhiber un nom comme Sarkozy, c'est à double tranchant! Et c'est tout de même différent des situations de féodalité que l'on observe dans les studios de cinéma, dans les grandes entreprises et dans certains médias.*» Au niveau local, Abélès a observé la constitution de dynasties politiques dans les années 1990. «*Si la promotion des filles et fils de me semble de plus en plus décomplexée, je crois qu'en politique elle est moins acceptée que ce que j'ai pu observer à la fin du XX^e siècle. Il y avait alors une prime de légitimité pour les héritiers de ceux qui ont exercé des mandats politiques. C'était consubstantiel du modèle français postmonarchie,*» décrit-il.

Classe. Le 10 juin, le département de sciences sociales de l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm invite le collectif Démocratiser la politique à présenter les résultats d'une étude sur la catégorie socioprofessionnelle des élus, réalisée à partir d'un traitement inédit des données du ministère de l'Intérieur. Les premiers résultats montrent que «*contrairement aux idées reçues, des Français de toutes les catégories sociales tentent de se faire élire*». Le sociologue Kevin Vacher, qui coécrit l'enquête, estime que «*les Français les plus modestes se heurtent à un plafond de verre quand ils veulent être élus. L'absence des classes populaires est faite de violence institutionnelle*». D'autres voix s'élèvent pour une instaurer une «parité sociale» à l'Assemblée nationale afin de mieux représenter la population dans sa diversité de classe, sur le modèle de la parité femmes-hommes. «*Les cadres supérieurs représentent 68% des députés, pourtant ils ne sont que 11% de la population*», écrit l'ex-députée européenne Karima Delli dans une tribune à *Libération*. En attendant, on peut arrêter de trouver des qualités aux enfants du népotisme, et dire qu'ils prennent la place d'un meilleur qu'eux qui n'a pas les mêmes accès.

ADRIEN NASELLI

Nadav Lapid

«Yes», peut-être

Convulsions

Dans un long métrage épuisant et courageux, le cinéaste israélien produit en temps réel la satire féroce d'une société ivre de vengeance.

QUINZAINE DES CINÉASTES

YES de Nadav Lapid avec Ariel Bronz, Efrat Dor, Naama Preis...
2 h 30. En salles le 17 septembre.

Lalada-di-dada-dada... Le refrain entraînant et irritant de l'eurodance dégénérée de *Be My Lover* de La Bouche résonne sans jamais s'arrêter sur une fête décadente blindée d'officiels israéliens, alors que la caméra virevolte dans tous les sens entre le buffet et la piscine, à l'unisson d'un couple lancé dans une danse frénétique, inquiétante d'être trop enthousiaste, fun jusqu'à l'atroce. Le nouveau film de Nadav Lapid vient de commencer, et *Yes* (*Oui* en français, *Ken* en hébreu) semble décidé à nous en mettre non seulement plein la vue, mais aussi plein la gueule, voire à nous la plonger de force dans un saladier de punch glacé. Comment faire du cinéma sous le fascisme, sous l'horreur ? La question n'est pas théorique ou historique mais urgente, surtout pour un cinéaste israélien filmant son pays, après le 7 Octobre, responsable de l'anéantissement de Gaza et du massacre de ses habitants. «*J'ai fait un film dans le pays de l'ennemi, qui est ce que mon pays est devenu*», déclarait Lapid lors de la première projection à la Quinzaine des cinéastes.

Pour un réalisateur aussi ambitieux et en pleine possession de ses moyens que Lapid, auteur de quatre précédents longs métrages s'attaquant déjà violemment au nationalisme et au devenir autoritaire de son pays (*Synonymes*, ours d'or à Berlin en 2019, *le Genou d'Ahed*, prix du jury à Cannes en 2021), la question de la possibilité d'un film sous le fascisme, tourné parmi les méchants, est une question de mise en scène, de solutions formelles à une situation hostile, irréconciliable. Son cinéma habitué aux morceaux de bravoure esthétiques et politiques n'était sans doute jamais allé aussi loin dans la rébellion survoltée qu'avec ce film volontairement rebutant, épaisant, jusqu'au-boutiste et pas dénué de courage.

«ATTENTION, C'EST GLISSANT»

Qu'un tel étalage de virtuosité, qui en deux heures et demie nous aura autant échaudés que refroidis pour nous laisser totalement exsangues, n'ait pas obtenu sa place en compétition officielle laisse planer un désagréable soupçon de lâcheté sur le Festival. A l'heure où les voix dissidentes israéliennes sont inaudibles, une charge venue de l'intérieur contre les errances d'une société ultra-violente et assoiffée de vengeance aurait pu réaffirmer le fameux rôle

Au centre,
Yasmin et Y.
couple qui
s'adore.
Au moins
au début.
LES FILMS DU BAL



Un tel étalage de virtuosité, en deux heures et demie, nous aura autant échaudés que refroidis pour nous laisser totalement exsangues.

de veilleur du cinéma, si souvent revendiqué en ces lieux. A la place, le film a donc été projeté jeudi, en fin de Festival, à la Quinzaine devant une salle comble. Le cinéaste, visiblement fébrile, en a profité pour saluer le risque pris par ses producteurs de l'avoir soutenu à l'heure où tout le monde jugeait plus sage d'abandonner le projet. Nadav Lapid avait écrit, avant le 7 octobre 2023, un scénario sur un artiste vendu, naviguant dans un monde vulgaire – il en reste quelque chose dans le film – mais devant le spectacle horrible qui se mettait en place, le spectacle d'*«une nation qui souffre du pire et s'apprête à commettre le pire»*, dans ses mots, il l'a remanié en brûlot et perdu pas mal de soutiens. La sensation est celle

d'une fiction sans cesse rattrapée par la mauvaise conscience, où les petites histoires individuelles des personnages dans Tel-Aviv en 2024 sont court-circuitées et parasitées par la réalité de l'injustice et de la brutalité omniprésentes, qu'elles soient gardées hors champ par l'aveuglement général ou étalées sur la place publique sur le mode de l'obscénité. Le film se met régulièrement à vriller, l'image à convulser littéralement, la caméra affolée, secouée par des spasmes de rage et d'indignation.

Un homme nommé Y. (initiale des personnages masculins de la plupart des films de Lapid, galerie de ses alter ego, ici joué par Ariel Bronz), amuseur professionnel, entre bouffon et crevard, chaussé de bottines en serpent tout droit sorties d'un *Sailor et Lula* remixé par Ruben Ostlund, sillonne avec sa femme Yasmin, danseuse (Efrat Dor), les mondanités des cercles du pouvoir dégoulinant d'argent, de corruption et de masculinisme guerrier et patriote, dans le but d'accéder à la gloire et à la thune. *«La résignation, c'est le bonheur»*, enseigne Y. à son petit garçon. Yasmin et Y. s'adorent, ce qui au début leur permet de tenir ensemble dans le déni du réel, mais la commande passée à Y. de composer un nouvel hymne national à partir de

paroles appelant à l'extermination totale de Gaza, vient appuyer sur leurs contradictions et mettre en péril leur couple.

Commence pour Y. une longue dérive qui l'amène auprès de son ex, Leah, musicienne devenue employée de la propagande. Avec elle, le film bascule vers son cœur brûlant, une séquence en deux temps où ils se rapprochent en voiture de la frontière avec Gaza. Après que Leah a énuméré les crimes commis lors du 7 Octobre dans une longue litanie traquée à travers le pare-brise par une caméra plus tremblante, vacillante et distanciée que jamais, Yes arrive à son point culminant, point de départ et d'arrivée à la fois : la dénommée «colline de l'amour» depuis laquelle les ex-amants regardent Gaza brûlant en contrebas, les fumées des bâtiments bombardés s'étendant au loin à perte de vue. L'intrusion, après tout le cirque survolté qui a précédé, de ces plans documentaires, qui simplement regardent l'horreur *réelle* de loin, depuis le «point de vue», comme on dit d'un promontoire, d'Israël (ils ne peuvent pas dire qu'ils ne voient pas), interrompt provisoirement la fiction d'un éclair de lucidité. Puis reprend de plus belle le film vulgaire sur la vulgarité, le film cynique sur le cynisme, de plus en plus consciemment obscène. Ils se roulent une pelle et repartent en marche arrière, mais le film, et nous ses spectateurs, n'en repartirons jamais vraiment. *«Attention, c'est glissant»*, dit Y. à Leah en redescendant la pente de la colline.

EXPÉRIENCE DE L'INTENABLE

Cette séquence est à la fois la plus grande des provocations (que vient faire le cinéma là, sur ce point de vue imprenable, impossible ?) et la raison d'être de Yes, sa justification. Le film tente de se hisser à la hauteur de l'histoire, du scandale de l'actualité, en matérialisant très nettement la dissociation, la schizie à l'œuvre dans la vie de ses personnages, dans la réalité israélienne d'aujourd'hui, et dans tout le film. C'est son geste depuis le début, sa méthode politique, de nous faire faire l'expérience de l'intenable, de l'aliénation, en rajoutant dans l'inconfortable jusqu'à l'insupportable, pour nous mettre face à notre propre dissociation. Y. se rappelle que sa mère morte, conscience morale du film, n'avait *«aucune patience pour les larmes des colons»* et le fait savoir, envoyant depuis l'au-delà une pluie de pierres sur son fils. Comment être Israélien aujourd'hui ? Le film se termine sur un départ, seule issue sans grand espoir. Les histoires amoureuses dans le film (la menace de séparation avec Yasmin, l'au-revoir renouvelé à l'ex et à l'innocence de l'enfance) valent pour diagnostic historique, de fin d'une histoire et de l'idée d'un pays, et autobiographique, d'adieu de Nadav Lapid à Israël. *«Vous êtes durs à aimer»*, lance Y. à ses compatriotes, dans un film important qui en ceci leur ressemble.

LUC CHESSEL et ÉLISABETH FRANCK-DUMAS



Un film
bricolage-virtuose
METEORE FILMS

La promesse est dite dans «la Vie après Siham»

Bijou Mélant archives familiales, moments filmés sur le vif et extraits de films, le documentaire de Namir Abdel Messeeh honore un serment fait à sa mère avant sa mort.

ACID LA VIE APRÈS SIHAM

de Namir Abdel Messeeh (1h16).

On se fait des films sur nos parents. Namir Abdel Messeeh, lui, en a fait son métier, ou plutôt sa grande histoire. Car peut-on parler de métier quand ses propres parents doutent, quand il est impossible de produire, quand son deuxième long métrage tarde tant à sortir ? Treize ans séparent ce film-ci de son premier, *la Vierge, les Coptes et moi*, mais Namir Abdel Messeeh est bien un cinéaste, ou disons qu'il y a plus de cinéma dans l'heure et quart de *la Vie après Siham*, son bijou de documentaire autobiographique présenté à l'Acid, que dans une tripotée de films vus ici depuis dix jours.

Vif. Le projet, énoncé dès les premières minutes par une voix off primesautière, est d'ailleurs de tout vivre par le cinéma, tout le temps, armé d'une caméra, quand bien même cela provoquerait l'exaspération de ses proches – irruptions inopinées dans la chambre de ses enfants, questionnement incessant de ses parents. Filmer sur le vif, conversations de cuisine, déambulations dans la rue, main tendue durant un enterrement, masse brute de réel dont il restera bien quelque chose, un jour.

La Vie après Siham est né à la mort de la mère du cinéaste, personnage incontournable de son premier long métrage autofictionnel, à qui il avait promis de faire un autre film. La condition avait été donnée par la mère,

faire une fiction à la manière des films égyptiens de sa jeunesse, et si les deux n'en auront pas le temps, le fils va tâcher de continuer seul. Avec à sa main des archives familiales, d'autres films qu'il a signés, de nouvelles images qu'il tourne, notamment avec son père, et des extraits de l'œuvre de Youssef Chahine, où piocher de quoi remplir les manques et non-dits de l'histoire de ses parents. Car si le film relate bien la vie «d'après», il est aussi une remontée aux origines, vers la vie d'avant et surtout d'avant lui, éternel mystère.

Briques. *La Vie après Siham* ne sera pas la fiction promise, mais bien mieux que ça, cette dernière vient en aide au documentaire, comblant les trous à grandes volutes de glamour, de mélodrame et de panache diffusées par les stars des films de Chahine. L'enquête sur la mère se déploie tous azimuts, dans de nombreux allers-retours entre France et Egypte, où le cinéaste a passé les deux premières années de sa vie auprès d'une tante, et l'ensemble est émaillé de séparations et douleurs esquissées bien plus qu'appuyées. Ce qui émerveille avec ce matériau, c'est l'utilisation bricolage-virtuose de toutes les potentialités qui s'offrent au cinéaste pour l'organiser, addresses à la caméra, insertion du making-of, voix off, briques les plus élémentaires du médium, pour la construction d'un monument de poche bouleversant au souvenir de ses parents, dont la profondeur atteint l'universel.

É.F-D.





«Valeur sentimentale», home fuite home

Abyme Le film virtuose de Joachim Trier, sur le retour d'un cinéaste absent dans la vie de ses filles adultes, est son plus formidable long métrage à ce jour.

EN COMPÉTITION
VALEUR SENTIMENTALE
 de Joachim Trier avec Renate Reinsve, Inga Ibsdotter Lilleaas, Stellan Skarsgard, Elle Fanning... 2h12. En salles le 20 août.

On se demande d'abord ce que vient faire là cette histoire d'une maison qui se raconte à la première personne, rouspétant ou se félicitant du poids de ceux qui l'habitent, qui la vivent et l'abîment. Une fissure qui la traverse du toit à la cave fait un clin d'œil à Poe, la superposition de la même pièce à différentes époques renvoie au *Here* de Richard McGuire adapté par Robert Zemeckis et l'on s'inquiète que le Norvégien Joachim Trier, après la renaissance *Julie* (en 12 chapitres), se soit embarqué sur le chemin d'une grosse machine qui va nous perdre dans mille écheveaux théoriques.



Les soeurs Nora (Renate Reinsve) et Agnes (Inga Ibsdotter Lilleaas). PHOTO MEMENTO

Mais il nous fallait juste le temps d'intégrer que cet accès de fantaisie est celui de sa protagoniste, Nora, quand elle était encore ado et que la maison est indissociable de la famille qui y vit – habitée par des générations des ancêtres du père, Gustav (Stellan Skarsgard), qui en a hérité, elle est la famille, son corps, sa chair. Aussi l'histoire de Nora (Renate Reinsve) et de sa sœur Agnes (Inga Ibsdotter Lilleaas) peut se résumer presque en entier aux allées et venues de Gustav entre la maison et ailleurs, son ab-

sence presque perpétuelle quand elles étaient fillettes, son départ à la séparation avec leur mère, sa réapparition à l'enterrement de cette dernière avec, dans la besace, un projet de film dont il souhaite confier le rôle principal à Nora.

Destin. Car Gustav est cinéaste, et Nora comédienne. Elle brille au théâtre et à la télévision, quand lui fut un auteur célébré pour quelques films en train d'être redécouverts par la cinéphilie mondiale, dans lesquels il faisait

jouer ses filles, pour raconter des histoires indissociables de sa vie. Nora et Agnes s'en souviennent avec amertume, puisque ces moments où elles existaient dans ses films furent les seuls où elles existaient à ses yeux. Cinéaste scrutateur, père aveugle. Un pied dedans, un pied dehors, toujours à distance du foyer mais obsédé par lui, Gustav a bousillé ses filles, et son retour dans leurs vies avec son projet de film prouve qu'il compte récidiver. D'ailleurs il entend le tourner dans la maison, avec

Nora dans le premier rôle. Or la tragédie se complique quand Nora refuse, et que Gustav invite à sa place Rachel Kemp (Elle Fanning), une star américaine. Une rédemption est-elle possible pour cette famille au destin à la fois bergmanien, et tchékhovien – impossible de ne pas songer à *la Mouette*, mise en scène par Bergman l'année où il sortait au cinéma *A travers le miroir*? Une formidable scène vers le début du film, à la fois burlesque et affolante, montre Nora en crise maniaque avant de

monter sur scène au théâtre. Comme il est de rigueur au cinéma, Trier joue du suspense, enjoignant le spectateur à se ranger du côté de la troupe de théâtre, qui s'inquiète plus de voir Nora monter sur scène pour sauver le spectacle que de sauver Nora, quitte à ce que le spectacle n'ait pas lieu. Mais pourquoi les spectateurs s'inquiètent-ils toujours du sort des spectacles qu'on montre en abyme dans les films? Est-ce parce que nous sommes tous perclus dans cette vieille croyance selon laquelle l'art vaut mieux que la vie?

Rouages. Tout l'enjeu de *Valeur sentimentale* tourne ainsi autour du film de Gustav, et de cette question: vaut-il mieux qu'il se tourne, ou qu'il ne se tourne pas? *Valeur sentimentale*, qui réussit l'exploit de se frayer un chemin limpide à travers des rouages dignes d'un film-dispositif sur l'imbrication de l'art et de la vie dans un monde post-#MeToo, n'y répondra jamais. Tout juste peut-on révéler qu'un film sera filmé bel et bien, et qu'on sort de *Valeur sentimentale*, peut-être le plus formidable des films de Trier à ce jour, merveilleusement bouleversé.

OLIVIER LAMM

Minutie Décrié pour avoir tourné dans le respect des règles de la république islamique iranienne, Saeed Roustayi mène en réalité un subtil et violent réquisitoire contre le régime.

EN COMPÉTITION
WOMAN AND CHILD
 de Saeed Roustayi avec Parinaz Izadyar, Sinan Mohebi, Payman Maadi... 2h11.

mai, un groupe de cinéastes iraniens adressait à l'équipe du Festival une tribune pour lui demander de retirer de la compétition officielle le film de Saeed Roustayi, *Woman and Child*, dénonçant une œuvre «produite dans un climat de censure extrême et financé par des institutions directement liées à la république islamique d'Iran». Reconnaissant avoir consenti à des «compromis», l'auteur de *Leila et ses frères*, qui lui avait valu d'écopier de six mois de prison pour «propagande anti-régime», a notamment souscrit à l'obligation de faire tourner les actrices de son film les cheveux couverts du hijab. A l'exception d'Arshida Dorostkar, encore enfant, elles apparaissent effectivement toutes

voilées, en permanence, même dans l'intimité. Fait qu'on aura toutefois du mal à imputer à *Woman and Child* comme une faute tant il organise sa mise en scène en cohérence avec cette entrave faite aux Iranaises, dépeignant ses personnages féminins comme systématiquement claquemurés dans des espaces clos, derrière des barreaux ou des cloisons de verre. De fait, *Woman and Child* est comme un film de prison à ciel ouvert, où la corruption régit jusqu'aux plus infimes interactions entre frères et sœurs, mères et enfants, amantes et amants. La catastrophe en chaîne dont le film fait le récit est mise en branle par la négligence de la petite Neda de s'acquitter de sa part d'un pacte établi avec son frère aîné, Aliyar. Ce dernier, qui s'est engagé pour quelques billets à faire les devoirs de sa grand-mère, redevenue étudiante, a chargé Neda de rédiger les siens, en échange de la moitié de la somme. Ainsi Neda a oublié de faire les devoirs d'Aliyar : une prémissse minuscule qui dans l'Iran contemporain, avec sa justice défaillante, l'impunité absolue des hommes, l'oppression continue des femmes, peut aboutir à la mort d'un enfant, à la tentation du meurtre, au supplice de toute une famille. La parabole est chargée et *Woman and Child*, qui semble marcher dans les pas des thrillers sociaux d'Asghar Farhadi, frôle la démonstration de force édifiante, la minutie de son mécanisme au service d'une charge cousue de fil blanc qui serait apte à satisfaire le spectateur occidental sans mettre en péril ni le cinéaste ni le régime qui lui aurait donné son blanc-seing. Seulement au sein du mécanisme, il y a Mahnaz (magistrale Parinaz Izadyar), héroïne aux antipodes de la mère courage. Sa rage brutale, comme un sursaut de vie, achève de corroder jusqu'aux plus circonstances réserves qu'on peut ressentir face à cet objet virtuose et quant à ses intentions profondes. Quand bien même Saeed Roustayi aurait practisé avec la république islamique sous quelque forme que ce soit, son film agit, dévastateur.

O.L.



DIAPHANA

«Woman and Child», l'Iran à bâtons corrompus



Le film traversera les époques, épousant diverses cadences et couleurs. PHOTO LES FILMS DU LOSANGE

Avec «Résurrection», Bi Gan fête de beaux rêves

Trip Monstre sous opium, femme-vampire... Le cinéaste chinois raconte l'errance d'un homme à travers un siècle de rêves, dans une société où plus personne ne sait rêver. Renversant.

EN COMPÉTITION
RÉSURRECTION
de Bi Gan avec Jackson Yee, Shu Qi, Mark Chao... 2h 40

La légende entourant *Résurrection* de Bi Gan a été savamment entretenue tout au long d'un processus de fabrication et de production qui semble avoir pris des proportions dantesques, si l'on en juge par le générique de fin digne d'un blockbuster, avec ses centaines de noms défilant à tous les postes imaginables. Le film était à dessein placé en fin de festival, car il n'aurait été terminé qu'il y a quelques jours, reprenant à l'identique la fièvre qui entourait le 2046 de Wong Kar-wai projeté à peu près dans les mêmes conditions tardives en 2004. Bi Gan raconte que le tournage s'est déployé sur plus d'un an, avec des interruptions pour lui permettre de retrouver son souffle et l'inspiration. Cherchant à cumuler tous les handicaps ou challenges, le réalisateur chinois – révélé en 2016 avec l'impressionnant *Kaili Blues* tourné avec peu de moyens, puis avec le film 3D *Un Grand voyage vers la nuit* à la sophistication déjà ex-

trême – élabora une grammaire visuelle nécessitant d'importants préparatifs techniques (décor, lumière, mouvement de caméra) mais n'entend pas s'enfermer pour autant dans du story-board, et veut rester ouvert à de possibles improvisations et épiphanies.

Puzzle tarabiscoté. Honnêtement, on se demande comment on écrit, produit et réalise un tel film alors que tout le monde hurle à la normalisation et aux recadrages des esprits forts. Caprice esthète décadent, folie des grandeurs d'un nouveau visionnaire ayant trouvé des mécènes pour le suivre jusqu'au bout de ces hallucinations, peu importe après tout. Mais on aimerait être la petite souris avec appareil photo qui aurait l'opportunité de shooter le visage des membres du jury à l'issue de la projection de gala, histoire de documenter le résultat tangible de ce gros morceau de cinéma tombé de l'armoire ou remonté du néant, à considérer, digérer, interpréter, juger et peut-être récompenser en fendant en l'air les premières listes ou certitudes griffonnées par Juliette Binoche et son orchestre sur des coins de nappes.

Résurrection, sans qu'on puisse expliquer pourquoi, est le film dont on avait envie et qu'on avait besoin de voir au moment où il surgit. Œuvre fleuve (2h 40), mais découpée pour passer à notre insu, presque dans notre dos, façonnée pour nous droguer d'histoires et de personnages sans qu'il y ait là le poids d'une intrigue fonctionnelle pour demander son dû. Trip à laisser filer comme un engin dans la nuit, avec pour fort soupçon qu'il file

dans le vide. C'est que le film est strictement fondé sur des climats de fiction plutôt que sur une dramaturgie fiable, et il n'est pas exclu que le récit-cadre d'inspiration SF, assez artificiellement implanté par les cartons et la voix off, ait été décidé en fin de parcours pour ordonner les pièces d'un puzzle tarabiscoté, ou canaliser l'ivresse du cinéaste qu'on imaginerait poursuivre son geste démiurge à l'infini. Ça prétend en tout cas raconter l'errance d'un homme à travers un siècle de songes, dans une société où plus personne ne sait rêver.

Seuls les «fantasmers» («rêveurs» en VF) savent encore s'évader psychiquement du réel. Ceux-là sont devenus des parias, traqués par une sorte de police du rêve (piste de polar à la Philip K. Dick assez vite abandonnée), et se consument comme des damnés dans cette quête éperdue d'illusions, sans plus les distinguer de la réalité.

Ombres. Emue par le sort de ce voyageur égaré (Jackson Yee, chanteur de boys band superstar en Chine), une femme (mythique Shu Qi) tente de pénétrer ses rêves pour lui porter secours. A partir d'un premier segment tourné à la manière du muet, le film traversera les époques, endossant une multitude de styles, de genres et de supports (de la pellicule au numérique), épousant diverses cadences et couleurs pour revisiter une vaste histoire du cinéma, des balbutiements du cinématographe jusqu'à l'aube de l'an 2000. On y croisera une sorte de monstre de Frankenstein émergeant d'un rêve à l'opium, des atmosphères urbaines glacées où se mutilent des héros de néonoirs, un homme tordu par une rage de dents, visité par un esprit dans un temple enneigé, une gamine formée à des tours de magie olfactifs par un escroc, et une femme-vampire séquestrée par un gangster, le long d'un époustouflant plan-séquence devenu la signature du cinéaste. Le tout forme une anthologie très Leos Carax de microfictions autonomes, laissant le loisir de se désintéresser de l'une pour se raccrocher fièreusement à une autre, et dénonçant à vue l'artifice de ses masques. Si le détourn par le petit théâtre d'ombres primitives et la fantasmagorie foraine (sors de ce corps Terry Gilliam !) fait envisager un instant de quitter la salle en courant, restez!

Le monde de Bi Gan est saturé de reflets, de vitres et miroirs qu'il faut contempler et briser, à coups de pied ou de revolver. De même que le film s'obsède du motif de l'arroseur arrosé, image matrice du cinéma, il semble que la quête éperdue des personnages dans les intermondes juxtaposés, empruntant ici au baroque d'un Welles, là à l'épure d'un Kurosawa, puis basculant en plein *Blade Runner* ou dans une nuit phosphorescente à la beauté planante d'un Hou Hsiao-hsien (cinéaste de référence de Bi Gan) ne soit qu'une série de feedbacks mentaux où un signe se perpétue en boucle comme une rémanence hypnotique, autant de souvenirs de la maison des morts, du kitch référentiel s'entassant dans un cabinet de curiosité aux couloirs à perte de vue jusqu'au sublime total d'une longue nuit de fin de siècle déposant sous nos yeux écarquillés la simplicité lustrale d'une aube baignée de brume rose.

SANDRA ONANA
et DIDIER PÉRON



Si vous envisagez de quitter la salle en courant, restez. LES FILMS DU LOSANGE



MARIE ROUGE

PROJ_O PRIVÉE

ISABELLE HUPPERT

Isabelle Huppert est venue à Cannes pour présenter *la Femme la plus riche du monde* de Thierry Klifa, où elle joue un personnage très fortement inspiré par Liliane Bettencourt.

La première image ?

Charlot patine (*The Rink*, 1916).

Mon père me le projetait.

Le chef-d'œuvre dont tout le monde parle et que vous n'avez jamais vu ?

Blade Runner de Ridley Scott.

Un film secret qui en sait long sur vous ?

Qu'est-il arrivé à Baby Jane ? de Robert Aldrich... Je plaisante ! (rires)

La bande originale qui vous trotte dans la tête ?

La musique de *la Porte du paradis* signée David Mansfield. Quand je l'entends, j'ai le cœur qui bat.

Un film où il ferait bon vivre ?

High Society de Charles Walters.

Pour Louis Armstrong qui chante pendant le générique, pour Frank Sinatra et Bing Crosby quand ils chantent en disant «when the stars collide...»

Votre palme d'or favorite ?

Quand passent les cigognes de Mikhaïl Kalatozov, en 1958. Un des premiers films que j'ai vus à la télévision. Pour Tatiana Samoilova que son fiancé appelle «mon écureuil». Pour ses larmes, son sourire et son bouquet de fleurs dans la scène finale.

Votre vie devient un biopic. Qui dans votre rôle ? Et qui derrière la caméra ?

J'aimerais mieux pas, mais sinon moi devant et derrière la caméra.

Le monstre ou le psychopathe de cinéma dont vous vous sentez le plus proche ?

La créature de *Frankenstein*. Pour Mary Shelley.

La scène qui vous fait pleurer à tous les coups ?

Dans *l'Incompris* de Luigi Comencini. Le film où on ne peut pas ne pas pleurer [un enfant de 11 ans perd sa mère et doit cacher sa mort à son petit frère, ndlr].

Le film le plus drôle de tous les temps ?

Flirting With Disaster de David O. Russell. Pour Ben Stiller. Pour la scène délivrante de la fin.

Quelle réplique peut résumer votre humeur du moment ?

«Fasten your seatbelts, it's going to be a bumpy night» dans *Eve* de Joseph Mankiewicz.

La dernière image ?

En ce moment, l'état du monde.

«La violence : une force faible», Vladimir Jankélévitch.

Recueilli par DIDIER PÉRON

Flegme royal

Scarlett Johansson La star américaine, qui bascule pour la première fois du côté de la réalisation, avec «Eleanor the Great», déroule à Cannes une conversation où presque rien ne dépasse.

«Tu fais quoi ?», «J'anule mes billets pour les projections de demain. J'en peux plus.» Cannes, semaine 12, on jette l'éponge. Trop de films, trop de bruit, trop d'histoires, trop d'orchestres de mariachis qui reprennent les 2Be3. Les rues se vident et le vent se lève, pliant les palmiers, martyrisant les mouettes qui poussent des cris de singes affolés. Sur la terrasse du Marriott, les nappes volent, les pots de bambous font la culbute, les bouées explosent au sol. Tout le monde s'abrite, change de place, tandis que le personnel s'agit, déplaçant ou couchant les parasols qui menacent de se renverser à chaque instant. Intégralement vêtue de blanc, Scarlett

Johansson assiste au chambard sans ciller.

Barils. La tempête, elle ne la voit pas, ne l'inclut pas dans son périmètre, intouchable, discrètement protégée par une équipe de sécurité satellitaire déguisée en touristes américains lambda en shorts-polos-baskets bariolés. Peut-être même n'est-elle pas là, s'exprimant à distance à travers un haut-parleur en forme de Scarlett Johansson posé derrière une table à laquelle viennent s'asseoir l'un après l'autre les journalistes. Ça expliquerait l'attitude un poil raide ; le léger temps de latence à chaque question, remarque, relance ; l'impression tenace qu'on parle à quelqu'un qui se trouve à des an-

nées-lumière, dans une autre galaxie.

L'actrice américaine est à Cannes pour présenter dans la sélection Un certain regard son premier film en tant que réalisatrice, *Eleanor the Great*. L'histoire d'une nonagénaire qui, à la suite d'un quiproquo, se met à raconter l'histoire de sa meilleure amie, survivante de l'Holocauste et récemment décédée, comme si c'était la sienne – jusqu'à ce que la supercherie prenne des proportions intenables. Point de départ enthousiasmant et superbement porté par June Squibb, 95 ans, doyenne de cette 78^e édition du Festival, mais qui perd ses moyens dans un dernier acte larmoyant. Pas de quoi crier au ratage cependant, et il y a dans l'affa-

faire suffisamment de souffle pour intriguer quant au futur de la Scarlett Johansson cinéaste – derrière le dispositif appliquée et parfois un peu lisse, on sent que quelque chose remue.

C'est un peu ce qu'on se dit, aussi, en conversant avec elle. Un rien agaçante quand elle vous sert son numéro de star surprise, qui vous déballe les barils de promo («c'est un film profondément universel») et babil émotionnel («j'aime partager des expériences»). Pas qu'on s'attendait à ce qu'elle nous parle de sa passion pour la lutte à mains nues contre des pieuvres géantes fascistes en haute mer, mais les passages en pilotage automatique sont récurrents. Tout comme les déviations polies, lorsqu'on évoque par exemple Trump, contre qui elle avait manifesté lors de sa première investiture en 2017, année où elle s'était également fait porte-parole pour l'égalité salariale entre hommes et femmes : «Je garde l'espoir. Chaque matin, les nouvelles sont plus inquiétantes que la veille. Si je veux avancer, traverser cette période insensée, j'ai besoin de croire que les choses vont s'améliorer.» Pour Gaza, l'Ukraine, les Etats-Unis ? On ne sait pas. Il s'agit sans doute d'une réponse profondément universelle.

Nacrée. C'est lorsqu'elle évoque l'enfance, le souvenir des premières fois, que Scarlett Johansson sort de sa carapace nacrée. Ce qui l'a poussée à devenir actrice ? Ni un modèle ni un film, mais son tempérament : «J'étais la plus jeune de quatre enfants, je voulais qu'on me remarque. Mon père qui était architecte travaillait énormément, mais ma mère m'a accompagnée et encouragée, elle m'a aussi appris à me protéger.» La réalisation ? Elle y pensait depuis le début, quasiment. «C'est ce qui m'a le plus fasciné dans ce métier. Dès l'adolescence, j'observais les réalisateurs, comme Robert Redford sur l'Homme qui murmurait à l'oreille des chevaux, un film dans lequel j'ai joué quand j'avais 14 ans. A ce moment-là, je ne me sentais pas réellement impliquée dans le jeu. C'est dans ma vingtaine que les choses se sont mises en place. L'idée de réaliser est alors passée en arrière-plan mais elle ne m'a jamais quittée.»

Ce qui l'a fait basculer ? Le scénario d'*Eleanor the Great*, signé Tory Kamen. «Le ton, les thématiques étaient si singulières et l'atmosphère générale me rappelaient les films indépendants des années 90, ceux avec lesquels j'ai grandi. Là, pour la première fois, je me suis dit : "Je crois que, oui, je peux réaliser ce film."» Vous noterez l'hésitation dans la formule, voire une forme de timidité. Sur le balcon, un nouveau pot de bambous se renverse. Pendant un instant, furtif, il semble qu'on a aussi vu la statue Scarlett Johansson se fissurer.

LELO JIMMY BATISTA
Photo MARIE ROUGE



A Cannes,
jeudi.

LA GRANDE BOUFFE

Libération

SAMEDI
7 JUIN
20H30
COMMUNALE
SAINT-OUEN



JE M'INSCRIS

COMMUNALE
ST-OUEN

Seine-Saint-Denis
LE DÉPARTEMENT

seine
SAINT
DENIS
TOURISME

SO
SAINT-OUEN
VILLE DE SAINT-OUEN-SUR-SEINE

biocoop
LA BIO NOUS RASSEMBLE

UZI FREYJA
LIVE
DJ MARFOX
OHJEELO



«Jeunes Mères» des frères Dardenne: au cinéma, les bébés bossent



Pour chaque bébé fictionnel, il y avait quatre bébés réels. PHOTO DIAPHANA

Au générique du film des cinéastes belges présenté en compétition, on trouve pas moins de 33 nouveau-nés pour cinq rôles. Une logistique complexe pour les équipes, de la préparation au tournage.

Pas encore nés et déjà castés. En mai 2024, la société de production des frères Dardenne, les Films du fleuve, appelait à un casting un peu étrange, «pour votre bébé ou votre futur bébé». Etaient recherchés des bébés «âgés de 3, 6 et 10 mois», et des crevettes encore dans le ventre de leur mère, puisqu'elles devaient au moment du tournage, à l'automne, être âgées de 0 à 2 semaines – dans ce cas, faute de photos de l'enfant, c'était aux parents d'envoyer les leurs pour s'assurer que les doublures se ressemblaient un minimum.

Jeunes Mères, de la fratrie de cinéastes, en compétition officielle à Cannes, suit cinq (très) jeunes mères hébergées au sein d'une maison maternelle de Liège. Logiquement, les nourrissons y sont de quasi tous les plans. Ce qui implique une logistique très complexe : au générique du film, on trouve pas moins de

33 bébés pour les cinq rôles. «Pour chaque bébé par jour, sur le tournage, on en avait quatre», décrit Caroline Tambour, première assistante sur le film, qui se souvient des «calculs d'apothicaires» qu'il a fallu faire pour mettre tout ça sur pied. Caroline Tambour avait déjà vécu une expérience comparable sur *l'Enfant* des Dardenne, palme d'or en 2005, sur lequel elle était deuxième assistante. A l'époque, se

souvent-elle, elle avait casté environ 300 familles pour leurs enfants à naître. «J'avais gardé un souvenir magnifique de cette recherche, dit-elle, mais j'avais bien en tête la difficulté que c'était de les trouver, donc cette fois, on a pris les choses bien en amont.»

NURSERIE MOBILE

Joanna Vandendriessche, habituée du casting sauvage, a écoper de la délicate mission de trouver tous les

bébés. Elle les a cherchés en faisant du porte-à-porte, dans des magasins, dans la rue, et même sur les réseaux sociaux. «J'ai fait des recherches via des pages où certaines mamans allaient, ou sur des listes de naissances publiques sur les réseaux, où on pouvait avoir des dates de naissances approximatives et des numéros de téléphone.» Une fois l'étape de l'approche passée, il faut «gagner la confiance des parents, leur expliquer», mais aussi «montrer qu'on faisait les choses bien» et qu'ils «pouvaient à tout moment dire stop». Là-dessus, la chargée de casting et la première assistante sont d'accord : annoncer en Belgique qu'on caste pour un film des frères Dardenne ouvre pas mal de portes – «les mamans étaient presque moins stressées que nous», dit Caroline Tambour.

«Pour ceux qui étaient déjà nés, raconte-t-elle encore, on a regroupé tous les enfants, on les a affichés sur des grands panneaux et on a essayé de déterminer des caractéristiques principales, des cheveux, pas de cheveux... A partir de là, on a constitué nos pôles d'enfants.» Joanna Vandendriessche a ensuite dû prendre des nouvelles régulières des familles, suivre comment allaient les enfants, comment ils avançaient sur les courbes de croissance, «s'ils

n'attrapaient pas plein de cheveux», blague-t-elle.

Sur le tournage, il a fallu installer une nurserie mobile, où vivaient les bébés du jour, les parents, la castreuse et les puéricultrices qui «faisaient le lien entre la crèche et les besoins du plateau». Selon la loi belge, de 0 à 6 ans, les enfants ont le droit à six cachets maximum, et leur nombre d'heures «travaillées» par jour ne doit pas excéder quatre heures, dans des horaires de journée exclusivement. Quand tout le monde en plateau était prêt à tourner, «je demandais au talkie quel bébé était

«On a regroupé tous les enfants, on les a affichés sur des panneaux et on a essayé de déterminer des caractéristiques principales, des cheveux, pas de cheveux...»

Caroline Tambour première assistante sur le film

prêt, qui n'était pas en train de dormir ou de téter», raconte Caroline Tambour, puis «on demandait le silence et la puéricultrice amenait l'enfant».

Le plus compliqué dans tout ça : se caler sur les bébés. «Boire, par exemple, c'est super compliqué. Parce qu'il est possible qu'on fasse beaucoup de prises, et l'enfant, il ne faut pas l'interrompre quand il boit et il boit quand il a soif.» Alors pour que tout se passe bien, explique la première assistante, il fallait respecter au maximum les rythmes des enfants, tourner par exemple les scènes de nourrissage à l'heure habituelle du biberon, pareil pour les couches, tout en respectant le temps limite de présence sur le plateau... In fine, malgré toute cette logistique, l'équipe du film a gagné une dizaine de jours sur le planning prévu, dit encore Caroline Tambour. «On avait projeté que travailler avec les enfants allait être très chronophage. Mais au final, quand la magie opérait, on n'était pas en train de multiplier les prises.»

SIROP, FROMAGE FRAIS ET GELÉE DE GROSEILLE

Ce tournage, s'il avait eu lieu en France, se serait passé autrement. La loi y est plus restrictive : les bébés ne peuvent pas apparaître à l'écran avant 3 mois, «rendant toute scène de naissance crédible impossible», explique le CNC, d'autant qu'il faudrait pour parfaire l'illusion badigeonner les petits de quelque chose de rouge, ce qui dépasse ce qu'on a le droit de faire chez nous. En Californie, où sont tournés un paquet de films, en revanche, on peut utiliser pour simuler les fluides de l'accouchement un cocktail sirop de maïs, fromage frais et gelée de groseille, de raisin ou de cerise (pas de fraise ou framboise qui peuvent provoquer des allergies). A Hollywood, où les bébés aussi ont des agents et des managers, les nourrissons doivent avoir au moins 2 semaines, aussi les pré-maturés font fureur dans les castings – tout comme les jumeaux ou triplés.

Mais pour les pays plus scrupuleux, comme la France, reste une solution : les bébés factices. Le studio d'effets spéciaux Cinébébé, sis à Saint-Denis, s'en fait une spécialité de la fabrication de bébés en silicium, qu'il loue dans les alentours de 750 euros par jour de tournage mais qui tournent à l'achat plutôt autour des 10 000 euros. Pour un nouveau-né emmailloté et calme, ça fait le job, mais il faut bien avouer que ça ne pleure pas pareil. Pour *Jeunes Mères*, ce genre de poupons ultraréalistes, qui auraient pu servir de back-up, n'ont finalement fait que les répétitions.

CAMILLE PAIX

quinzaine
EN SALLE
2025

Retrouvez la
sélection

dans
votre
salle

à partir du

11
JUIN

Le tennis à l'estomac

Alexandre Müller Malgré la maladie de Crohn, le tennisman français, en lice à Roland-Garros, a fait son entrée dans le top 40.



Le soleil tape à Cannes et ça plaît à Alexandre Müller. Il adore la chaleur. Plaisir coupable lorsqu'on est atteint, comme lui, de la maladie de Crohn, et qu'on veut aller loin à Roland-Garros qui débute dimanche. On parvient à le coincer un après-midi de mai, à l'occasion de l'un de ses rares temps morts de la saison, entre une élimination au Master 1000 de Rome et un succès retentissant contre le 3^e mondial à Hambourg mercredi. Müller profite d'un fugace périple méridional pour se poser à l'Elite Tennis Center, pépinière à champions sur les hauteurs du littoral azuréen où il est encarté. Y fut notamment façonné l'ancien numéro 1 mondial Daniil Medvedev. Müller y a débarqué en 2023, animé de la même ambition. Là-bas, tout le monde le connaît. Des enfants ravis de lui arracher deux phrases au barman donnant du «Tiens, Alex! Tu poses pour qui cette fois?» en s'esclaffant lors de la séance photo dans le restaurant du centre. Sa renommée est locale. Le sudiste né à Poissy, dans les Yvelines, demeure peu connu des quinquas ignares en tennis mais suiveurs assidus de Roland. Sauront-ils au moins que, cette année, à Hongkong, Müller a remporté le premier tour-

LE PORTRAIT

nou ATP de sa carrière? Et que, quelques semaines après une autre première finale tonitruante à Rio, il est entré pour la première fois dans le top 40, devant Gaël Monfils ou Corentin Moutet, dont les noms résonnent beaucoup plus dans la bouche des aficionados passagers de la Porte d'Auteuil? Son anonymat s'éclipse au fil des semaines. Müller l'a senti après son élimination en Italie, début mai. «Je me baladais un peu dans Rome, et quelques personnes sont venues prendre une photo. Tu sens qu'on te reconnaît un peu plus.» Jusqu'ici, vagabond incognito convenait bien à cet adepte de Roger Federer, au gabarit proche de celui du Suisse (1,83m, 75 kilos). Müller est un stakhanoviste de la balle, travailleur discipliné côté court, très «chill» et «posé» côté jardin. En bon supporter de l'OM, cet Aixois n'est jamais le dernier pour la déconne, surtout lorsqu'il s'agit de vanner l'ancien Parisien Kylian Mbappé. Peut-être aurait-il pu croiser sa route s'il avait poursuivi le foot, gamin. Il a tâté du tennis dès ses 6 ans, en échangeant sur le court familial avec son père, commercial chez BNP Paribas, sous les yeux de sa mère juriste. Elève précoce, surclassé en CE2, le même Müller était plutôt versé arith-

métique, la note maximale au bac de maths pour preuve. Entretemps, il a définitivement opté pour le tennis à 9 ans, lorsque la ligue des Bouches-du-Rhône l'a débauché.

Encore aujourd'hui, le foot reste l'une des rares passions de l'ex-milieu. Hors raquette ou ballon, ses loisirs se circonscrivent au diptyque repos-famille. Et quand son agenda déborde admet un inhabituel créneau vacant, Müller sort les clubs de golf. «C'est souvent des beaux paysages, c'est relaxant, c'est calme.» Ça change des tarmac, du charivari des aéroports, des panoramas restreints de chambres d'hôtels exiguës. Le quotidien tout sauf lénifiant du tennisman pro, pour qui «la journée de repos, c'est la journée de voyage». Désagréments dont ce pragmatique s'accommode sans sourciller. Alexandre Müller compose avec bien d'autres problèmes.

Il y a deux ans, on lui diagnostique officiellement la maladie de Crohn. Un enfer lorsqu'on aspire à faire du tennis son taf à plein temps. «Elle peut se réveiller chez n'importe qui», décrypté Müller. Pour lui, c'était à 13 ans. On parle alors d'une rectocolite hémorragique. L'ado vient de quitter la maison pour le Pôle France de Boulouris. Un week-end où il est rentré, ses parents entendent ses va-et-vient aux toilettes toute la nuit. «Ils m'ont demandé si j'avais un problème. Je leur ai dit : "Oui, je pense que je suis malade." La première année, je l'ai gardé pour moi. J'avais un peu honte d'en parler.» Surtout, il faut réfléchir à la sentence prononcée par le spécialiste qui intime de renoncer à ses aspirations de carrière.

Il a fait fi des injonctions, et appris à concilier tennis et maladie. «Maintenant c'est une habitude, ça fait partie de moi. Je réfléchis avec mon ventre», image-t-il. Penser avec son estomac, c'est se résoudre à des concessions permanentes, une adaptation sur-mesure. C'est accepter l'imprévisible, l'ennemi du haut niveau. «Avant les matchs, avec l'anxiété, le stress, je vais aller énormément de fois aux toilettes.» Pendant les rencontres, il ne peut presque pas s'hydrater. Une partie interminable en cinq sets sous forte chaleur, comme ce pourrait être le cas à Paris cette semaine, ressemble à une journée de marche dans le désert doté d'une simple gourde. Quand un joueur lambda engloutit cinq litres, lui en ingurgite à peine un.

Avec son staff, au fil des saisons, Müller a peaufiné sa nutrition, optimisé sa préparation. Pour éviter les tourments, il mange le plus souvent bio. «On a trouvé une boisson citronnée avec un goût qui lui va bien, qui ne lui casse pas le ventre. Pour les boissons de récup, on a trouvé une protéine végétale. Un lait végétal chocolaté passe bien aussi. On achète des gels coup de fouet parce qu'il va manquer de sucre», déroule Jean-Baptiste Chaffard, son préparateur physique. Avec Müller depuis deux ans, il décortique les répercussions que cause le manque d'eau dans un corps de forçat: «Ses tendons ne se régénèrent pas très bien. Il a beaucoup de raideurs, beaucoup de courbatures à la fin des matchs. L'objectif est de les rendre plus souples et robustes. Plus ils le sont, plus ils acceptent des étirements importants, une position de grand écart sur une glissade par exemple.»

Ces peaufinages expliquent en partie son bond, peu commun à 28 ans, au classement ATP. Alexandre Müller s'extirpe tout juste de sa vie de galérien, celle du joueur de seconde zone contraint aux tournois mineurs, aux aléas pécuniaires, à l'incertitude du lendemain, au moindre sponsor que l'on s'arrache. L'année dernière, il a paraphé un contrat avec OnlyFans, plateforme connue pour ses contenus érotiques. La collaboration détonne dans le microcosme chic du tennis. «Au début, il y a eu quelques moqueries. Au final, ça en intéressera certains. C'est une belle somme d'argent qui peut toujours aider», anticipe-t-il, résumant les malheurs qui guettent: «Demain si je me fais les croisés, je suis "au chômage" pendant six mois et je dois continuer de payer mon équipe.»

Stabilisé, l'émergent tardif réside à Dubaï depuis deux ans, comme une bonne partie du top 100. Pas l'idéal pour voir sa petite amie, architecte installée sur la Côte-d'Azur. Là-bas, il s'entraîne souvent avec les Français, comme Giovanni Mpetshi Perricard, ou le Belge et ancien top 10 David Goffin, «un ami». A défaut d'avoir pu s'en faire plus jeune. «Je suis parti trop tôt. Je n'ai pas eu le temps de créer des liens d'amitié. Ça fait partie des sacrifices que je regrette un peu.» Il s'arrête, fixant le court en terre battue devant lui. «Mais ça en vaut la peine.»

Par **ROMAIN MÉTAIRIE**

Photo **ELEONORA STRANO. HANS LUCAS**

INTERVIEW AVEC THOMAS HUCHON ET VINZ KANTÉ

PAGES IV-V



libé

VENDREDI 23 MAI 2025

Analyse

La génération Z face à la désinformation climatique

PAGES II

Tribune

Les démocraties à l'heure du sérum de vérité par Magali Payen

PAGES VI

Reportage

Les élus écologistes lyonnais face aux «haters»

PAGES VIII

CLIMAT LIBÉ TOUR LYON RÉSEAUX COMPLOTS ALGO

CLIMAT libé TOUR

FAKE NEWS LEURRE DE L'ÂGE

A l'heure où la France mobilise l'Europe pour faire appliquer une majorité numérique sur les réseaux sociaux, la génération Z est-elle la plus vulnérable aux fausses informations, notamment climatiques ?

Par
MAUD BENAKCHA
et **YOANN DUVAL**

Interdire les réseaux sociaux aux moins de 15 ans ? C'est ce sur quoi Clara Chappaz, secrétaire d'Etat chargée de l'IA et du numérique dit «travailler». «La France se donne trois mois pour mobiliser nos partenaires européens autour d'une ligne simple : la vérification d'âge comme impératif», déclarait-elle le 11 mai. Une loi du 7 juillet 2023 interdit déjà théoriquement aux moins de 15 ans de s'inscrire sur les réseaux sociaux sans autorisation parentale. Désormais, le gouvernement voudrait aller plus loin et convaincre la Commission européenne de renforcer le Digital Services Act et d'imposer, à l'échelle de l'Union européenne, une majorité numérique contraignante.

Cette offensive survient alors que l'Eurobaromètre sur la jeunesse de fin 2024, commandé par le Parlement européen, montre que ceux qu'on qualifie volontiers de «natifs numériques» restent l'une des plus

exposés aux fausses informations, dont celles sur le climat. L'étude pointe que loin de protéger cette génération, leur familiarité avec le numérique les rend étrangement plus vulnérables aux fake news, juste derrière les plus de 65 ans qui en partagent sept fois plus que les 18-29 ans.

C'est un effet de génération

Selon ce baromètre encore, près de la moitié des jeunes Européens s'appuient principalement sur des plateformes comme Instagram (47%), TikTok (39%) et X (21%) pour accéder aux informations sur la politique et les questions sociales. D'ailleurs, plus les personnes interrogées sont jeunes, plus elles sont susceptibles de s'informer via les réseaux sociaux.

Pour Rudy Reichstadt, directeur de Conspiracy Watch, cette vulnérabilité n'a rien de paradoxal : «C'en est pas tant un effet d'âge qui joue. Ce n'est pas parce qu'on est plus jeune qu'on est plus complotiste. C'est un effet de génération. C'est parce qu'on est jeune maintenant, qu'on est

socialisé d'une certaine manière et qu'on est plus exposé aux fausses informations que les générations qui nous ont précédées l'étaient.»

Cette exposition permanente aux réseaux sociaux a des conséquences particulièrement préoccupantes sur la perception des enjeux climatiques. Une étude de la fondation Jean-Jaurès révèle qu'une proportion significative des 16-24 ans manifeste une forme de climatoscepticisme, un taux plus élevé que dans d'autres tranches d'âge. Plus inquiétant encore, la confiance dans la science s'érode chez les jeunes : alors que seulement 6 % des 18-24 ans pensaient que «la science apporte à l'homme plus de mal que de bien» en 1972, ils sont 17 % à partager cette opinion aujourd'hui. Rudy Reichstadt observe une «forme d'industrialisation de la fake news» rendue possible par les plateformes numériques. «C'est massif et torrentiel. C'est démultiplié. Tout le monde peut s'y mettre, et pour un coût proche de zéro. C'est très facile de faire du faux, y compris du faux sophistiqué avec de l'IA générative, de faire des fausses photos.»

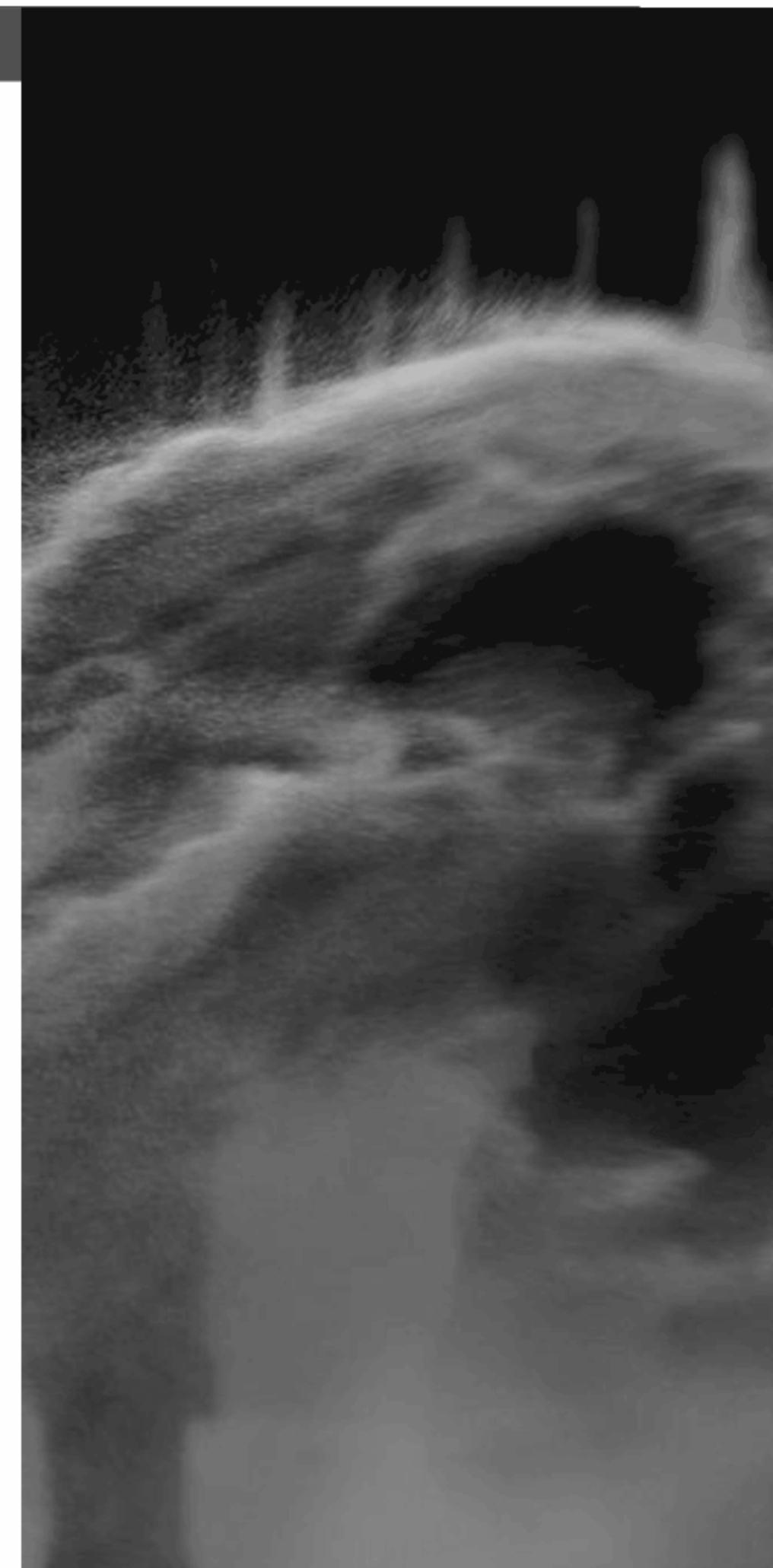
Confrontés à ce déluge informationnel souvent contradictoire, les jeunes développent deux types de réactions : d'un côté, un désengagement qui crée un décalage entre leurs préoccupations affichées et leurs actions concrètes, et de l'autre, une éco-anxiété paralysante. Malgré leur conscience des problèmes environnementaux, ils peinent à transformer cette inquiétude en engagement réel. Une étude internationale ce phénomène, montrant que près de sept jeunes sur dix se déclarent «très inquiets» ou «extrêmement inquiets» du changement climatique – une anxiété qui, paradoxalement, peut conduire à des comportements de déni ou de désengagement comme mécanisme de protection psychologique.

Une bataille pour l'avenir

La bataille contre les fake news climatiques est donc aussi une bataille pour l'avenir. Et elle se révèle d'autant plus complexe que, contrairement à une idée reçue, ce n'est pas parce que les jeunes partagent

moins de fausses nouvelles sur les réseaux sociaux qu'ils y adhèrent moins. D'après Conspiracy Watch : les moins de 35 ans souscrivent entre deux à trois fois plus que les seniors aux théories du complot. Ce paradoxe s'explique notamment par l'effet de «vérité illusoire» – la tendance psychologique à considérer comme vraie une information simplement parce qu'on y a été exposé de façon répétée, un phénomène particulièrement puissant dans l'écosystème fermé des plateformes sociales.

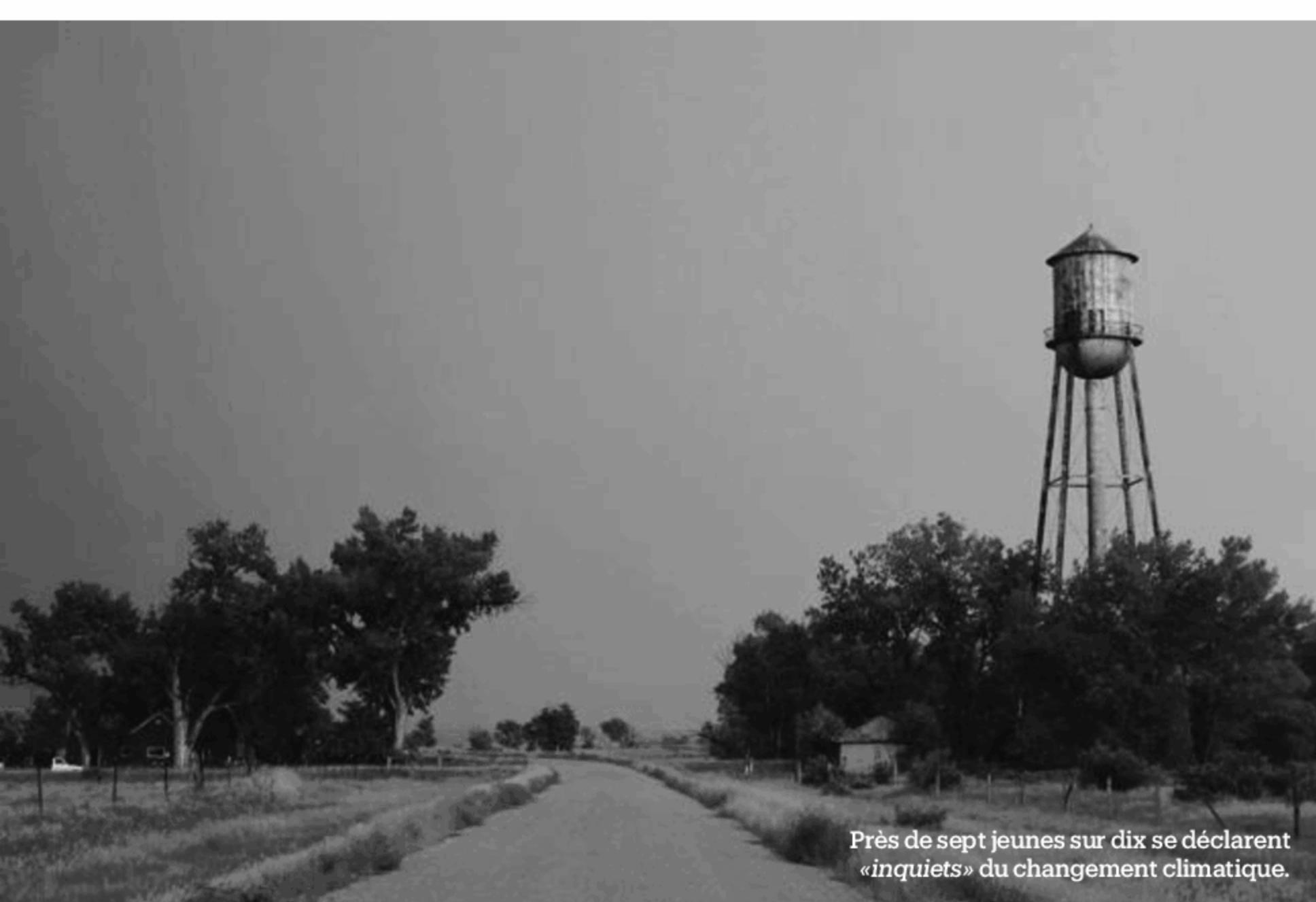
Entre les promesses de régulation politique et l'urgence éducative, c'est peut-être finalement dans la qualité de l'information scientifique elle-même que réside une partie de la solution. Rendre la science accessible, désirable et compréhensible apparaît comme un défi au moins aussi important que de réguler les plateformes. Car si les jeunes se détournent du consensus scientifique, c'est aussi parce que les voix qui le portent peinent à être entendues dans l'océan algorithmique qui façonne désormais leur vision du monde. ➤



La confiance dans la science s'érode chez les jeunes :



17% des 18-24 ans pensent que la science fait «plus de mal que de bien». PHOTOS KYLE THOMPSON. VU. SÉRIE «SHATTER»



Près de sept jeunes sur dix se déclarent «inquiets» du changement climatique.

«Donner l'accès à une parole brute»

Interview Le physicien Raphaël-David Lasserri a créé une intelligence artificielle capable d'analyser les discours de 3 000 personnalités publiques en temps réel.

L'IA nous sauverait-elle de la désinformation? C'est le pari de Raphaël-David Lasserri. Depuis sept ans ce docteur en physique théorique développe des solutions technologiques au croisement de l'IA et de l'information. En 2018, l'ancien étudiant de l'ENS-Paris Saclay crée Magic Lemp, un outil dopé aux algorithmes qui se veut apolitique. Cette entreprise de deep tech regroupe aujourd'hui 20 chercheurs et ingénieurs qui accompagnent aussi bien des entreprises et institutions publiques comme Naval Group, la gendarmerie nationale et le Sénat, que des groupes privés comme Siparex. Aujourd'hui, elle réfléchit avec plusieurs médias français aux enjeux de la couverture des élections présidentielles de 2027.

En 2022, vous avez lancé «Pluralisme», un outil d'intelligence artificielle qui analyse en temps réel les prises de parole de près de 3 000 personnalités publiques. Comment exercez-vous votre algorithme?

La sphère informationnelle est complexe. On a commencé par l'analyse des textes écrits puis on s'est attaqué au point le plus dur que sont les vidéos. Pendant la présidentielle de 2022, nous avons notamment pu maîtriser deux complexités importantes. Premièrement l'accent de Jean Lassalle qui était mal compris par l'algorithme, cela nous a permis de mieux prendre en compte les particularismes régionaux. Notre deuxième difficulté a été les chroniques de Nicolas Canteloup. Il imite particulièrement bien le Président, surtout en «doublant» de vraies vidéos! Ses imitations nous ont servis d'entraînement et de préfiguration efficace dans notre lutte actuelle contre les deepfakes. Aujourd'hui, nous étendons notre analyse à d'autres pays comme l'Allemagne, les Etats-Unis et l'Uruguay en gérant d'autres langues que le français.

Ce travail de récolte et d'analyse de la désinformation n'est-il pas déjà celui des journalistes?

Notre outil n'est pas là pour remplacer les journalistes. Nous voulons donner à tous – qu'ils soient journalistes, politiques ou simples citoyens – l'accès à la donnée brute, sans filtre éditorial. Concrètement, un youtubeur ou un éditorialiste reprend dans l'une de ses vidéos une phrase du président de la République. La personne qui regarde le contenu n'a pas forcément accès au contexte du propos rapporté. Notre objectif est de pouvoir remonter aux sources dans leur exhaustivité. Nous sommes convaincus que le partage de ces informations peut permettre aux citoyens de sortir de leurs bulles informationnelles et contribuer à renforcer notre démocratie.

En anticipation des élections de 2027, dans quel cadre des médias comme BFM, M6 et France Info font appel à vous?

Pendant les périodes électorales, les médias audiovisuels doivent garantir égalité et équité du temps de parole des candidats. Or, nous avons observé un écart pouvant atteindre 30% entre les décomptes manuels et ceux effectués par l'algorithme. Dans ce cas, c'est bien la machine qui était le plus fiable... Pour aller plus loin, notre système répond également au décret du Conseil d'Etat en analysant non seulement les interventions des politiques, mais aussi celles des chroniqueurs, en analysant le contenu des discours et pas seulement les temps de parole.

Comment votre technologie peut aider à lutter contre les ingérences étrangères?

Nos systèmes d'IA aident à repérer les stratégies d'influence étrangère en révélant des anomalies narratives, donc du contenu, et des réseaux coordonnés de diffusion à travers l'analyse en temps réel des discours et prises de positions.

*Recueilli par
MAUD BENAKCHA*

CLIMAT TOUR

DÉSINFORMATION CLIMATIQUE

«Les mensonges prennent l'ascenseur et la vérité emprunte l'escalier»

Interview Tandis que deux tiers des influenceurs ne vérifient pas les infos qu'ils relaient, le journaliste Thomas Huchon et le créateur de contenus Vinz Kanté proposent des solutions pour mieux les former.

Le constat est alarmant. L'enquête «Derrière les écrans» menée fin 2024, par l'Unesco auprès de 500 influenceurs dans 45 pays, en collaboration avec des chercheurs américains, révélait déjà une réalité troublante : 62% des créateurs de contenus numériques ne vérifient jamais leurs sources avant publication. Encore plus récemment, une étude conduite par Quota Climat et deux autres ONG, avec l'aide de l'intelligence artificielle, a analysé systématiquement les émissions des 18 principales chaînes de télévision et de radio françaises. Le résultat ? En moyenne dix cas de désinformation climatique détectés chaque semaine depuis le début de l'année, totalisant 128 occurrences en seulement trois mois dans les médias audiovisuels. Cette convergence préoccupante témoigne d'une transformation profonde de notre paysage informationnel. Comment naviguer dans cet océan de données où le vrai et le faux se confondent ? A qui faire confiance ? Thomas Huchon, journaliste d'investigation a fait de la traque des manipulations de l'information son combat quotidien ; et Vinz Kanté,

ancien animateur radio reconvertis en influenceur – 55 000 abonnés sur Instagram et 140 000 sur YouTube – avec son média en ligne *Limit* qui vulgarise les enjeux climatiques revenant sur ce qu'ils nomment «l'algorithme» : une nouvelle gouvernance invisible où les algorithmes déterminent insidieusement notre rapport à la réalité.

Dans votre livre *Résister aux fake news* (First Editions), vous explorez les mécanismes de la désinformation. Quelles sont, selon vous, les théories climatosceptiques les plus dangereuses aujourd'hui ?

Thomas Huchon : La plus pernicieuse consiste à présenter le réchauffement climatique comme une construction des partis écologistes visant à manipuler l'opinion publique. Cette théorie nie soit l'existence même du réchauffement, soit l'impact humain sur ce phénomène. Un fait notable est l'émergence, depuis la fin de la crise du Covid, d'une nouvelle catégorie d'adhérents aux thèses négationnistes sur le climat. Il s'agit souvent des mêmes individus qui s'opposaient au pass sanitaire et à la vaccination. Leur motivation principale n'est pas tant la conviction intellectuelle que le refus de modifier leur mode de vie. Cette posture du «touche pas à mon mode de vie» se traduit par une résistance à toute remise en question des habitudes de consommation.

Face à cette banalisation de la désinformation climatique, comment un journaliste peut-il encore faire entendre la voix de la science ?

T.H. : C'est un défi colossal mais vital. Nous sommes confrontés à une jungle informationnelle où des sources trompeuses se parent des attributs de la crédibilité. Le problème n'est pas seulement la multiplication des émetteurs, mais leur capacité à imiter les codes de la fiabilité sans en respecter l'éthique. Sur la question climatique, nous faisons face à une campagne de désinformation orchestrée depuis quatre décennies par les industries pétrolière et automobile. D'ailleurs, 90 % des fake news sur le climat émanent directement de think tanks financés par ces mêmes industries. Journalistes et influenceurs se retrouvent donc pris en étau entre la rigueur scientifique et la puissance d'intérêts économiques colossaux.

Ce qui semble favoriser cette désinformation, c'est justement le fonctionnement même des plateformes numériques et leurs algorithmes. Comme influenceur, comment analysez-vous ce phénomène ?

Vinz Kanté : Les algorithmes sont extrêmement sensibles aux interactions immédiates – clics, temps passé, engagement – et cette mécanique invisible puissante est inquiétante pour des sujets comme l'énergie. Ce qui m'effraie vraiment

pour l'avenir, c'est la marginalisation algorithmique progressive des contenus écologiques. Nous sommes déjà enfermés dans des bulles informationnelles où nos vidéos ne sont suggérées qu'à des personnes déjà sensibilisées à ces questions. Pour éviter cette prison numérique, nous sommes contraints de «pirater» l'algorithme avec des stratégies de contournement : créer des miniatures accrocheuses, titrer sur «le grand complot climatique» pour attirer l'attention, puis révéler que le véritable complot est celui des industries fossiles. C'est un jeu d'échecs permanent contre un système qui favorise ce qui divise et polarise.

T.H. : Exactement, et c'est précisément ce qui m'a fait évoluer dans ma réflexion. J'ai longtemps considéré que mon principal adversaire était le phénomène complotiste, avant de comprendre que la véritable problématique réside dans les plateformes elles-mêmes et leurs mécanismes de diffusion. L'impossibilité d'objectiver scientifiquement ces phénomènes algorithmiques justifie mon plaidoyer constant pour la transparence des algorithmes. Le défi fondamental de notre espace numérique contemporain n'est autre que la dictature algorithmique qui favorise une forme de technofascisme informationnel.

V.K. : Pour appuyer ce que dit Thomas, l'influence algorithmique a pu être mesurée empiriquement sur la plateforme X grâce aux travaux de David Chavalarias, qui a démontré la survalorisation systématique des contenus d'extrême droite et des discours xénophobes. Un constat révélateur émerge des études récentes : les pays où le climatoscepti-



Pour le journaliste Thomas Huchon,

cisme est le plus répandu correspondent précisément aux nations productrices d'énergies fossiles (Australie, Pologne, Emirats, Russie, Etats-Unis, Belgique). Cette corrélation suggère l'existence d'un terreau de désinformation entretenu par des intérêts économiques et politiques.

Vous dites avoir personnellement observé cette marginalisation algorithmique dans vos propres publications...

V.K. : Absolument. Et c'est là que la réalité rejoint la théorie. L'observation empirique est frappante : mes stories sur des sujets quelconques génèrent entre 5 000 et 10 000 vues, tandis que celles abordant l'énergie plafonnent systématiquement entre 200 et 500 vues. Je ne sais pas si c'est un hasard ou la manifestation concrète de ce phénomène algorithmique.

Justement, à l'opposé de ce «touche pas à mon mode de vie», Vinz, vous avez radicalement transformé le vôtre, passant d'animateur radio populaire à militant écologiste.



INTERVIEW



«nous sommes confrontés à une jungle informationnelle où des sources trompeuses se parent des attributs de la crédibilité». PHOTO KYLE THOMPSON. VU

Qu'est-ce qui a déclenché cette métamorphose ?

V.K. : Le confinement a joué un rôle de révélateur. Face à une menace tangible, notre société a démontré sa capacité à transformer radicalement ses fondements – économie ralentie, modes de vie réinventés. Cette parenthèse m'a conduit à une prise de conscience : si nous pouvions modifier notre système pour une crise sanitaire, pourquoi pas pour l'urgence climatique ? Cela m'a conduit à créer un média traduisant ces enjeux complexes dans un langage accessible, en ciblant ceux qui, comme moi autrefois, restaient indifférents à ces questions.

Vous misez sur l'humour et un ton décalé pour aborder des sujets scientifiques complexes. Cette approche n'est-elle pas en contradiction avec la rigueur nécessaire aux enjeux climatiques où l'expertise est survalorisée ?

V.K. : Cette tension est inévitable puisque l'acte même de vulgarisation implique une simplification qui altère partiellement la vérité

scientifique. Nos vidéos sont systématiquement vérifiées par des chercheurs comme le climatologue Christophe Cassou, qui consacre parfois des journées entières à l'analyse de nos textes. Malgré ces simplifications, notre objectif reste de permettre au grand public de comprendre les mécanismes scientifiques fondamentaux.

T.H. : Je rencontre aussi cette difficulté. La lutte contre les fake news est comparable à celle contre le dopage : pendant que les instances de validation scientifique établissent les faits, la désinformation a déjà gagné trois batailles. Nous faisons face à une asymétrie où les mensonges prennent l'ascenseur tandis que la vérité emprunte l'escalier.

Quelles évolutions vous sembleraient alors indispensables ?

V.K. : La formation constitue le pré-requis fondamental pour tout influenceur aujourd'hui. Ayant travaillé dans le secteur de l'influence pour des marques comme Mercedes ou Samsung, je suis capable de reconnaître les formes de greenwashing. Il faut examiner chaque proposition

de partenariat. Le problème réside dans le fait que de nombreux influenceurs sont exclusivement motivés par la rémunération, intégrés dans un système où les métriques d'engagement constituent la priorité absolue. Je suis convaincu qu'au-delà d'un certain seuil d'audience (10 000 abonnés), une formation obligatoire devrait être instituée. Un pouvoir d'influence accru implique des responsabilités proportionnelles.

T.H. : Cette initiative me paraît non seulement pertinente mais absolument nécessaire. Dans un écosystème informationnel où chacun

peut consommer, diffuser et produire librement du contenu, l'exonération d'une formation minimale à l'esprit critique devient intenable. Un point crucial cependant : cette exigence doit émaner des influenceurs eux-mêmes pour être légitime et efficace. Si elle provient d'acteurs médiatiques traditionnels comme moi, elle sera perçue comme condescendante et rejetée par principe. Mon aspiration serait que la communauté des influenceurs évolue vers des modèles plus responsables et rigoureux, à l'image d'Hugo Décrypte plutôt que de figures centrées sur le divertissement pur.

Vos analyses sur l'algocratie et la technocratie dressent un tableau plutôt pessimiste. Quels conseils pour échapper à ces bulles informationnelles ?

V.K. : Il est essentiel de maintenir une distance critique face aux contenus circulant sur les réseaux sociaux. Rien ne remplace les interactions authentiques : discussions entre amis, moments de partage, promenades dans la nature. Ces ex-

périences nous reconnectent à la réalité tangible. Les algorithmes sont conçus pour maximiser notre temps d'attention via des gratifications immédiates, nous transformant en «cerveaux disponibles» pour l'exposition publicitaire. La résistance individuelle est cruciale : une fausse information qui confirme nos biais préexistants procure une satisfaction immédiate contre laquelle nous devons activement lutter.

T.H. : J'ajouterais trois stratégies complémentaires : premièrement, diversifier systématiquement ses sources d'information, en alternant entre journaux, livres, conférences et publications scientifiques. Deuxièmement, cultiver une méfiance constructive envers nos propres biais cognitifs, particulièrement vis-à-vis des informations qui confortent trop facilement nos convictions préétablies. Enfin, reconnaître que si nous sommes à l'origine du problème par notre réceptivité aux fake news, nous constituons également, par notre vigilance critique, le fondement de la solution.

Recueilli par YOANN DUVAL

«L'acte même de vulgarisation implique une simplification qui altère partiellement la vérité.»

Vinz Kanté

Le «like» est un geste politique

Myrtille styliste et créatrice du compte Instagram «Histoire seconde»

Mode, déco, resto, loisirs, sur les réseaux tout finit par l'uniformiser. Tout le monde porte le même jean léopard assorti d'un top rouge. Tout le monde décide d'accrocher des gris-gris à son sac. Les *microtrends* s'enchaînent, comme des pulsions. Tout est contrôlé, calibré, marchandisé. Dans mon métier de styliste, je prône

l'ouverture d'esprit, la créativité, l'inclusivité, la mode consciente et raisonnée. Pourquoi mon feed sur les réseaux sociaux en était-il si loin? Parce qu'en matière de style, ce que l'on appelle «influence» est en grande partie de la publicité, plus ou moins conscientisée. Une publicité dont la pérennité s'appuie sur la création de besoins et la pulsion d'achat là où il n'y en a pas. Résultat: on cherche notre style et on nous vend des complexes à combler, par des outfits à répliquer. Une fois passé le shoot de dopamine du shopping, la sensation de vide revient.

Un tour sur les réseaux, une nouvelle «inspiration» et on remet une pièce dans la machine de la surconsommation. C'est l'histoire sans fin. Pour sortir de cette boucle, il faut se souvenir d'une chose simple: nous avons le choix. Nous likons et nous suivons de notre plein gré: nous pouvons décider de ce que nous voyons. Ensuite, j'ai envie d'interroger la notion de style: de quoi s'agit-il exactement? Com-

ment ça se construit? La clé est là. Le style, c'est intime, culturel, créatif. Etre stylé, c'est être pleinement soi - un soi libre qui peut être bizarre, sage, nostalgique, futuriste, multiple... Avoir du style, c'est choisir ses vêtements et les porter vraiment, les aimer, les user, vivre dedans. Mon style c'est mon histoire. Il se nourrit de temps, de passions, d'imagination. Le polo de rugby, comme celui que mon père a porté toute ma jeunesse.



DR

Les rayures colorées des parasols italiens. Les boots de bateaux que ma mère me nouait en bracelets. Les couleurs saturées des films de Wes Anderson ou de Pedro Almodóvar. La nature des dessins botaniques et des peintures de Hockney tatouées sur mon bras. Les bijoux précieux d'une grand-mère un peu guindée. Le style, ce n'est pas le dressing parfait. Et ce n'est même pas de la consommation. C'est de l'art: l'art de se connaître, de s'exprimer, de savoir ce qui nous constitue et ce qui nous fait vibrer.

J'ai fait table rase de mes abonnements, comme on se débarrasse de vieilles amitiés toxiques. Maintenant, j'assume le like comme geste politique, féministe et écologique. Mon feed est devenu mon manifeste! Je veux y voir des gens plus lents, moins conformes. Des «outfit repeaters» qui dénichent leurs vêtements et qui les gardent à vie. Des personnalités singulières, riches de leur histoire, de leur complexité. Des rides, des aspérités, des corps vieux, des corps non contraints, des corps aimés. Des associations de couleurs libres, des vêtements qui se foutent de nous mettre en valeur, des silhouettes qui m'interrogent. Je veux du beau qui n'a rien à me vendre - il y en a partout, même sur les réseaux. Du style, du vrai. Pour le voir, il suffit de le décider. ▶

Les démocraties à l'heure du sérum de vérité

Magali Payer, fondatrice de On est prêt et d'Imagine 2050, cofondatrice d'Escape X (anciennement HelloQuitteX)

La démocratie se meurt du mensonge. Les réseaux sociaux sont sur le banc des accusés. Il est temps de leur administrer le sérum de vérité. L'état de la démocratie dans le monde est pire que dans les années 1930, et nous ne voyons aucun signe d'amélioration, au contraire, nous alertait fin 2024 l'institut Varieties of Democracy. Or, si nous perdons la démocratie, nous perdons le reste: notre capacité à faire émerger un monde respectueux du vivant et de la justice sociale, et nos libertés acquises - de nous exprimer ou d'agir, d'aimer qui l'on veut... Aujourd'hui, l'Europe demeure l'un des derniers bastions de la démocratie. Si la France ou l'Allemagne tombe, c'est toute l'Europe qui tombe. La menace est grande, la résistance à mettre en place doit être encore plus puissante. Et oui, c'est encore possible, à la condition de

comprendre leurs méthodes, et de nous organiser, quel que soit notre rôle dans la société!

Comprendons pour ne pas être dupes

En France, les services secrets craignent que des ingérences étrangères ne faussent les prochaines élections, en manipulant l'information sur les réseaux sociaux. Et pour cause. Les cas d'école commencent à devenir légion. Aux Etats Unis, le chercheur du CNRS David Chavalarias a démontré que X a très fortement contribué à faire élire Donald Trump. L'écart dans le vote populaire a été de 2,3 millions de voix. Pendant l'élection, Elon Musk a soumis les 100 millions d'utilisateurs américains de X à un deepfake de Kamala Harris, il a créé, boosté et alimenté en fake news un faux site internet la concernant, supprimé le compte d'une levée de fonds démocrate qui avait atteint 4 millions de dollars, et il a boosté un compte parodique de la parlementaire démocrate Alexandria Ocasio-Cortez. Steve Bannon le rappelait en février dans une interview à la *Republica*, les conservateurs américains comptent «conquérir les Etats [européens] un par un».

X sera leur cheval de Troie. Ce n'est pas anodin si J.D. Vance, aujourd'hui vice-président des Etats Unis, menaçait en septembre de cesser le soutien à l'OTAN si l'Europe tentait de réguler X. En Roumanie, l'élection présidentielle a été annulée après les ingérences russes via TikTok. Selon Viginum, le service français de vigilance contre les ingérences numériques étrangères, il est «légitime» d'anticiper que la France sera confrontée à «un risque de manipulation similaire» au scénario roumain: mobilisation de 25 000 comptes coordonnés de puis Discord et Telegram, et embauche d'influenceurs pour propulser des mots-dièses (hashtags) en apparence anodins. En Allemagne, Global Witness a analysé que lors des législatives de février, X et TikTok ont poussé artificiellement les contenus de l'AfD, le parti d'extrême droite, leur permettant un score inédit. En plus des soutiens publics de Musk via X à ses candidats.

En France enfin, sans surprise, le Kremlin soutient le parti compa-

tible avec ses ambitions géopolitiques : le RN. David Chavalarias alertait en juillet: il est minuit moins dix sur l'horloge de Poutine. Cher à la tradition française, le front républicain est le rempart contre le passage du RN. Il leur faut donc le faire voler en éclats. Comment? En amplifiant les divisions jusqu'à en éliminer les possibles voies de résolution. Ici, c'est le conflit au Proche-Orient qui est instrumentalisé, avec ses corollaires que sont la montée de l'antisémitisme et les attitudes hostiles envers l'islam. Les tactiques sont variées: des étoiles de David taguées, mains rouges sur le Mémorial de la Shoah ou incendies d'infrastructures, etc. Insérant ainsi des «viruses médiatiques» dans la vie publique «capables de s'auto-entretenir et s'autoproduire».

Que faire?

Au niveau européen, continuons à interpeller le Parlement européen pour qu'il renforce et qu'il applique le Digital Services Act, qui veut mettre en pratique le principe selon lequel ce qui est illégal hors ligne est illégal en

ligne: amendes pour les Gafam pouvant aller jusqu'à 6% de leur chiffre d'affaires mondial, voire interdiction d'opérer en Europe. Et investissons, enfin, dans des big techs alternatifs européens! En France, le mouvement «Hello Quitte X» que nous avions lancé en janvier a contribué à ce que 2,4 millions de personnes quittent X (soit 50% d'utilisateurs en plus que les autres pays). Exigeons de l'Etat qu'il nous montre l'issue de secours en poussant des outils tels qu'openportability.org, qui permet de faire migrer sa communauté de X vers des plateformes éthiques comme Mastodon. David Chavalarias a autopsié les attaques à notre encontre, particulièrement agressives envers le CNRS: ce sont les mêmes tactiques manipulateuses qui ont réussi à faire fermer les centres de recherche à Stanford et Harvard en 2024. Ne soyons pas dupes. Il nous reste quelques mois avant d'atteindre un point de non-retour démocratique. Alors soulevons-nous tant qu'il est temps. Interpellons les politiques, les acteurs de la tech. Mais ne les attendons pas pour agir. Continuons à nous organiser, reprenons notre pouvoir. Rejoignez-nous. ▶

La science du climat ne devrait pas faire débat

Bruno Bernard
président écologiste de la métropole de Lyon

La concentration en dioxyde de carbone dans l'atmosphère est la plus haute depuis 2 millions d'années. Depuis 1900, la hausse du niveau de la mer est plus rapide que depuis 3 000 ans. Dans certaines zones les plus exposées, comme les Pôles ou les Alpes Françaises, le réchauffement mesuré est déjà de +2°C. Les conclusions du sixième et dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) en mars 2023 sont sans appel. Le changement climatique constitue une menace pour le bien-être humain et la santé de la planète. Il aura fallu deux siècles à l'humanité pour provoquer ces changements. Il n'aura fallu que

trois mois au 47^e président des Etats-Unis pour faire du climat une opinion. En seulement cent jours, l'administration Trump est sortie de l'accord de Paris sur le climat et a lancé une offensive administrative, financière et culturelle sans précédent contre les agences environnementales ou les instituts de recherche. L'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique a perdu près de 20 % de ses effectifs. L'*«exagération des menaces climatiques»* et l'exposition des étudiants à *«l'anxiété climatique»* constituent des motifs suffisants pour supprimer une subvention dédiée à la recherche. Presque 200 mots, dont celui de «climat», ont été bannis du vocabulaire des services publics américains.



AFP

Croire que la France, pays des Lumières, serait à l'abri de cette poussée obscurantiste est une erreur. La désinformation climatique n'est plus le seul apanage de l'extrême droite française, qui, bien au contraire, a réussi à entraîner avec elle le camp conservateur dans sa dérive populaire sur la question environnementale. Des figures politiques censées appartenir à l'arc républicain revêtent d'ores et déjà le costume du trumperie. Laurent Wauquiez, ex-candidat à la présidence du parti Les Républicains, a enfilé le sien. L'ancien président de région revendique la suspension des subventions destinées à l'Université Lyon-II pour *«dérive islamo-gauchiste»* et qualifie ouvertement l'Office Français de la Biodiversité de *«coalition d'idéologues»*.

Ces exemples sont loin d'être des situations isolées. Dans l'ère de la post-vérité, la science du climat ne serait ni plus, ni moins, qu'une idéologie écologiste. Et c'est là que le bât blesse. Cette décrédibilisation du savoir rend impossible tout débat démocratique éclairé. Le dérèglement climatique n'est pas une religion à laquelle nous pourrions choisir de croire ou de ne pas croire. C'est une réalité. En sombrant dans le Trumpisme, la droite française

cède à la facilité populiste et participe à l'affaiblissement généralisé de la démocratie. La crise climatique est complexe. S'abaisser à la nier relève ou d'une forme de démagogie cynique à des fins électoralistes ou, pire peut-être, d'une simple paresse intellectuelle et idéologique.

Le consensus scientifique autour des causes du dérèglement climatique devrait inviter l'ensemble des responsables politiques de tous bords à partager collectivement le constat des périls à venir. Charge à elles et eux, ensuite, non seulement de proposer des solutions programmatiques pour prévenir, lutter et s'adapter au réchauffement climatique mais aussi de les confronter, sur des bases rationnelles.

Dans une démocratie mature, la science du climat ne devrait pas faire débat. Bien au contraire, elle nous oblige. ➤

«Cette décrédibilisation du savoir rend impossible tout débat démocratique éclairé.»

La biodiversité en réel danger

Christophe Aubel
directeur général délégué à la mobilisation de la société de l'Office français de la biodiversité

La biodiversité est en mauvais état et est sévèrement menacée, ça, ce n'est pas une fake news. Une biodiversité en bon état, c'est la garantie d'une planète vivable et de territoires habitables pour les humains. Ça n'est pas une fake news. Ce qui n'est pas une fake news non plus, c'est que remettre en question les vérités scientifiques constitue une mise en danger de la démocratie. La vie en société et le contrat social ne peuvent tenir sans l'accord d'une *«vérité partagée»*, une reconnaissance de ce qu'est la réalité. Un rappel de trois évidences pour pointer l'importance de ce qui se joue en ce moment avec un contexte montant de désinformation en matière environnementale. Face à cela, l'Office français de la biodiversité (OFB), parce qu'il a parmi ses missions la mobilisation de la société

en faveur de la préservation de la biodiversité, déploie un certain nombre d'actions.

Cela commence par l'objectivation des faits, en mettant à la disposition de tous des données, des indicateurs, des résultats de recherche sur tous les aspects de la biodiversité (espèces, milieux, pressions subies...). Tout cela est accessible et transparent par exemple avec les portails Eau France, Milieu marin France, Nature France, ou nos publications scientifiques et techniques. Chacun peut s'y référer et nous nous efforçons de les rendre les plus accessibles possibles, y compris en les explicitant auprès des journalistes qui ont évidemment une responsabilité particulière à jouer dans la lutte contre la désinformation. L'objectivation, c'est aussi la présence et la parole au quotidien des agents de l'OFB dans les territoires. Cette objectivation est indispensable elle n'est pas suffisante. Il faut en effet s'interroger sur les raisons qui font que les fausses informations prennent dans l'opinion.



On peut ici apporter des réponses politiques, ce n'est pas le champ d'un établissement public. Mais la diffusion des fausses informations est aussi liée à la perception par une partie de nos concitoyens des sujets liés à la transition écologique. Ils peuvent ainsi trouver que ces enjeux sont éloignés de leur vie, et que les réponses apportées ne tiennent pas compte de leur réalité quotidienne.

Il est possible d'agir sur ce ressentiment par exemple en explicitant la réalité des enjeux. La biodiversité c'est ce qui nous fait vivre. On respire, on mange grâce à elle, elle régule le climat et assure la qualité de notre eau, elle

fait notre cadre de vie et une large part de notre bien-être. Aidons chacun à se réapproprier cette réalité, aidons chacun à se réapproprier son appartenance au vivant. Nous travaillons à cela, notamment avec des acteurs culturels.

Il est aussi possible d'agir en écoutant ce qu'acteurs et citoyens ont à nous dire. C'est pour cela qu'à l'OFB nous travaillons, dans le cadre du programme *«Life»*, à

la préparation d'une grande étude sur la perception des Français en matière de biodiversité, c'est aussi pour cela que nous déployons divers programmes d'accompagnement des acteurs (Atlas de biodiversité communale, programmes engagés pour la nature.) C'est enfin pour cela que nous souhaitons nous saisir des liens entre questions sociales et biodiversité.

Il est un dernier enjeu face à la désinformation, c'est celui de la capacité pour chacun et chacune d'entre nous de trouver sa place dans la cité, comme citoyen acteur. L'OFB se saisit de ce sujet à travers les aires éducatives. Une aire éducative c'est une portion de territoire choisie par une classe ou une école qui accompagnées par l'enseignant et une structure référente va y mener des actions décidées au sein du Conseil des élèves. Un apprentissage concret de la citoyenneté.

Objectiver, donner envie, écouter, faire participer: quatre axes de réponses à la désinformation, quatre axes qui soutiennent les actions de l'Office français de la biodiversité pour préserver et restaurer la biodiversité. ➤

CLIMAT libé TOUR



ZFE, pistes cyclables... En ligne, tout est sujet à fausses informations. KYLE THOMPSON . VU

Les élus sur le front des «haters»

Face à toute la désinformation sur le climat, comment réagissent les élus des majorités écologistes à la ville et la métropole de Lyon ?

Quitter X ou ne pas quitter X, pour garder du répondant face aux haters, aux crédules ou aux simples indécis ? Tel a été le dilemme de nombre de femmes et d'hommes politiques de gauche. A la métropole de Lyon, le président écologiste, Bruno Bernard, a décidé «d'y rester, pour ne pas se couper d'une veille sur ce qui s'y dit et de la réponse qu'on peut y apporter», explique son cabinet.

Continuer à ferrailler sur le réseau social qui verse dans l'obscurantisme depuis son rachat par le milliardaire d'extrême droite Elon Musk, lieutenant zélé du trumperisme, permet «pour l'instant» à l'exécutif de la plus grosse collectivité française pilotée par des écolos de continuer à «parler à des communautés qui ne font pas la transition vers d'autres ré-

seaux», plutôt que de ne s'adresser qu'à «une base militante déjà convaincue» sur Bluesky ou Mastodon.

Irrationnel. Le combat contre la désinformation reste «un travail de fond et de fourmi, de pédagogie permanente» pour conserver une «légitimité forte», considère Bruno Bernard, qui «assume d'expliquer» car «ce n'est parfois pas possible de réduire la complexité de certains sujets à 140 caractères». Elue en 2020 pour la première fois au suffrage universel, forte d'un budget de 3,9 milliards d'euros en 2025 pour 1,4 million d'habitants, sa majorité de gauche plurielle s'est aguerrie aux polémiques, souvent nées de réactions irrationnelles.

«Dans ma délégation, je plante des arbres, ça se passe bien, on a explosé les chiffres et la végétalisation, c'est quelque chose qui se voit, explique Pierre Athanaze, vice-président à l'environnement. Mon collègue qui construit des pistes cyclables, lui, se fait clouer au pilori en réunion publique, alors qu'il fait la même chose que moi dans le fond, c'est le même objectif qui nous anime.» Un sujet parmi la masse

de ceux traités à cet échelon territorial continue de produire, notamment en ligne, son lot de désinformation, voire de fausses infos: l'instauration de la Zone à faible émission (ZFE). «C'est un dispositif issu de lois votées à l'Assemblée et en tant que collectivité, on se doit de le mettre en place», rappelle Athanaze.

Or ses opposants sont «arrivés à biaiser complètement le discours»: «Tout est fait pour faire croire que la ZFE est une invention des écolos, qu'on l'a créée parce qu'on est antibagnoles, alors que le dispositif a été entamé avant nous et qu'on est dans un calendrier prévu par la loi. On serait ces bobos qui veulent privilier les pauvres de leur voiture, or les plus pauvres n'en ont même pas et ce sont les plus atteints par les maladies respiratoires issues des pollutions atmosphériques.» Cette réalité n'empêche pas les antis de trouver un large écho, sur lequel capitalise une frange des politiques. «On pense aux réseaux qui grouillent de fake news mais il n'y a pas uniquement des choses faites en sous-marin, ça peut aussi être une lettre ouverte publiée dans un média national», soupire Pierre Athanaze en référence à la tribune

que s'est offerte le 30 avril dans le *JDD* un collectif d'élus de droite à la ville de Lyon, au département du Rhône et à la région Auvergne-Rhône-Alpes, dénonçant une «dérive» nimbée d'*«idéologie»* et de *«décroissance»*, qui sacrifierait une *«terre d'innovation»* sur l'autel de l'*«écologie punitive»*. Alors quelle réponse apporter à ces manœuvres, sans alimenter pour autant le clash partisan? *«Toujours se tourner vers des faits, vers des données scientifiques produites par des organismes indépendants de la métropole»*, avance Pierre Athanaze. Car les fake news peuvent «aussi mettre le doute à des gens de bonne foi», abonde le cabinet de Bruno Bernard, qui a choisi *«de se concentrer sur le local, où il a une redevabilité»*.

Rectifier. Etre comptable de ses réalisations comme de ses manquements, c'est l'un des principes posé dès sa campagne par le maire écologiste de Lyon, Grégory Doucet, lui aussi élu en 2020 à la tête d'un attelage «vert-rose-rouge». *«Cette notion est indispensable en démocratie pour donner du sens à l'exercice de la responsabilité, quand on s'est engagé pour les autres à faire en leur nom, et pour rendre compte de l'utilisation de l'argent public»*, souligne-t-il. Plus que prétendre *«faire de la pédagogie»*, avec l'écueil d'alimenter la caricature des écolos donneurs de leçons, il s'agit de *«faire de l'accompagnement»*, rappelle Sylvain Godinot, adjoint à la Transition écologique: *«On a besoin de se mettre à disposition des gens pour les aider à changer, il faut aller vers la population de manière beaucoup plus importante. Le coût de la résistance au changement, personne ne veut le payer, les pouvoirs publics espèrent que les gens vont se débrouiller seuls mais en réalité, ça ne marche pas.»*

Avec 207 écoles à gérer, *«la masse d'informations, de suivis, d'incompréhensions et de mécontentements»* que cela peut générer, Stéphanie Léger, adjointe à l'Education, s'astreint à son credo: *«Etre là pour expliquer, faire des points d'étape réguliers, pour rectifier, réorienter parfois.»* Sur la question des repas végétariens ou celle de la végétalisation des cours d'école, qui ont fait l'objet de nombreux de contre-vérités ces cinq dernières années, l'élu s'adresse à une *«communauté très large, où tous n'ont pas les mêmes attentes»*. Personnels de l'Education nationale, parents et enfants, employés municipaux et acteurs associatifs:

«Je peux comprendre qu'ils n'adhèrent pas à ce que nous portons politiquement, mais je ne dis jamais qu'ils n'ont pas compris, c'est que je n'ai pas su convaincre.»

MAÏTÉ DARNAULT
Correspondante à Lyon

PROGRAMME

VENDREDI 23 MAI (AU H7)

Soirée exceptionnelle autour de l'artiste Molécule
De 21 heures à 23 heures.

SAMEDI 24 MAI (AU H7)

Sciences : la vérité, c'est périmé ?
Discussion avec Etienne Klein, physicien et philosophe autour de son ouvrage *Transports physiques*. De 11 heures à 11h 45.

Climat : découvrez les cinq fake news qui résistent à la vérité scientifique

Avec le coprésident du Giec Robert Vautard.
De 11h 45 à 12h 30.

Climat : qui tue le débat ?

Discussion. Avec Marine Machefer, directrice des rédactions des chaînes BFM Locales, Loup Espargilière, rédacteur en chef de Vert le média et chroniqueur à France Inter, Christophe Aubel, directeur général délégué de l'Office français de la biodiversité. De 12 h 30 heures à 13h 30.

Les influenceurs likent-ils vraiment la planète ?

Avec Vinz Kante, fondateur du média *Limit* et créateur de contenus, Adeline Hulin, cheffe d'unité pour l'éducation aux médias et à l'information et les compétences digitales à l'Unesco, Quentin du compte «la Vie partout», créateur de contenus, et Magali Payen, fondatrice de *On est prêt*. De 15 heures à 16h 30.

Des clics et des claques : derrière l'écran, comment agir ?

Avec Marie-Charlotte Garin, députée, Myrtille, styliste et créatrice de contenus du compte «Histoire seconde», Jean-Baptiste Paulhet, docteur en sciences de l'information et de la communication, spécialiste des usages politiques du numérique et des campagnes citoyennes chez Greenpeace. De 16h 30 à 17h 30.

Les fake news

nuisent-elles à votre santé ?
En public et en live sur Twitch. Caurentin Courtois, journaliste à Libération, et Yoanna Salles, humoriste vous donnent rendez-vous autour de Thomas Huchon, journaliste et spécialiste des fake news, et d'Agnès Buzyn, ancienne ministre de la Santé. De 17h 30 à 19h 30.

Inscriptions gratuites
sur climat-libe-tour.libération.fr